

WETTEN, DECRETEN, ORDONNANTIES EN VERORDENINGEN LOIS, DECRETS, ORDONNANCES ET REGLEMENTS

COUR CONSTITUTIONNELLE

F. 2008 — 1212

[2008/200940]

Extrait de l'arrêt n° 49/2008 du 13 mars 2008

Numéro du rôle : 4125

En cause : le recours en annulation totale ou partielle des articles 5, 7, 11, 15, 16, 17, 19, 21 et 25 de la loi du 13 juin 2006 modifiant la législation relative à la protection de la jeunesse et à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction, et des articles 87 à 91, 98, 103 et 105 de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (II), introduit par l'ASBL « Défense des Enfants - International - Belgique - Branche francophone (D.E.I. Belgique) » et l'ASBL « Ligue des Droits de l'Homme ».

La Cour constitutionnelle,

composée des présidents M. Melchior et M. Bossuyt, des juges P. Martens, R. Henneuse, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke et J. Spreutels, et, conformément à l'article 60bis de la loi spéciale du 6 janvier 1989, du président émérite A. Arts, assistée du greffier P.-Y. Dutilleux, présidée par le président M. Melchior,

après en avoir délibéré, rend l'arrêt suivant :

I. *Objet du recours et procédure*

Par requête adressée à la Cour par lettre recommandée à la poste le 18 janvier 2007 et parvenue au greffe le 19 janvier 2007, un recours en annulation totale ou partielle des articles 5, 7, 11, 15, 16, 17, 19, 21 et 25 de la loi du 13 juin 2006 modifiant la législation relative à la protection de la jeunesse et à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction (publiée au *Moniteur belge* du 19 juillet 2006, deuxième édition) et des articles 87 à 91, 98, 103 et 105 de la loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (II) (publiée au *Moniteur belge* du 28 décembre 2006, troisième édition) a été introduit par l'ASBL « Défense des Enfants - International - Belgique - Branche francophone (D.E.I. Belgique) », dont le siège social est établi à 1000 Bruxelles, rue Marché aux Poulets 30, et l'ASBL « Ligue des Droits de l'Homme », dont le siège social est établi à 1190 Bruxelles, chaussée d'Alseberg 303.

(...)

III. *En droit*

(...)

Quant à la recevabilité des moyens

B.1. L'ASBL « Liga voor Mensenrechten » a introduit un mémoire en intervention sur la base de l'article 87, § 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989. Cette disposition ne permet toutefois pas, contrairement à l'article 85, que le mémoire formule des moyens nouveaux. Les moyens formulés ne sont donc pas recevables, mais en ce qu'ils s'apparentent aux moyens formulés dans la requête, ils peuvent être admis en tant qu'observations contenues dans un mémoire.

B.2. Dans un certain nombre de moyens, les parties requérantes invoquent une violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés ou non avec « l'Ensemble de règles minima des Nations Unies concernant l'administration de la justice pour mineurs (Règles de Beijing) », « les Principes directeurs de Riyad », « les Règles des Nations Unies pour la protection des mineurs privés de leur liberté » et « les Directives relatives aux enfants dans le système de justice pénale ».

A défaut d'inscription de ces « règles » dans un texte normatif de valeur contraignante, la Cour ne peut contrôler le respect de ces dispositions.

B.3.1. Le Conseil des Ministres objecte qu'une violation des articles 10 et 11 de la Constitution est invoquée dans un certain nombre de moyens, sans que soient précisées quelles catégories de personnes doivent être comparées ni dans quel sens la différence de traitement serait discriminatoire.

B.3.2. Pour satisfaire aux exigences de l'article 6 de la loi spéciale du 6 janvier 1989, les moyens de la requête doivent faire connaître, parmi les règles dont la Cour garantit le respect, celles qui seraient violées ainsi que les dispositions qui violeraient ces règles et exposer en quoi ces règles auraient été transgressées par ces dispositions.

Lorsqu'est invoquée une violation du principe d'égalité et de non-discrimination, il faut en règle générale préciser quelles sont les catégories de personnes qui sont comparées et en quoi la disposition attaquée entraîne une différence de traitement qui serait discriminatoire.

Toutefois, lorsqu'une violation du principe d'égalité et de non-discrimination est alléguée en combinaison avec un autre droit fondamental, il suffit de préciser en quoi ce droit fondamental est violé. La catégorie de personnes pour lesquelles ce droit fondamental est violé doit être comparée à la catégorie de personnes envers lesquelles ce droit fondamental est garanti.

B.3.3. La Cour examinera les moyens pour autant qu'ils satisfassent aux exigences précitées.

Quant au fond

B.4. La loi du 13 juin 2006 « modifiant la législation relative à la protection de la jeunesse et à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction » modifie de façon sensible la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse, désormais dénommée « loi relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait ».

Cette loi introduit un titre préliminaire qui expose les principes de l'administration de la justice à l'égard des mineurs; les mesures que le juge de la jeunesse peut prendre ainsi que les facteurs dont il doit tenir compte lorsqu'il impose ces mesures sont sensiblement élargies; la responsabilisation des mineurs délinquants et de leurs parents est poursuivie, en ce qui concerne les mineurs délinquants, par l'instauration du projet dit d'engagements et, en ce qui concerne leurs parents, par la possibilité de proposition d'imposition d'un stage parental; enfin, la procédure de dessaisissement par le tribunal de la jeunesse et le mode de jugement du mineur à la suite d'un dessaisissement sont profondément réformés.

La loi du 27 décembre 2006 portant des dispositions diverses (II) a à nouveau modifié quelques articles de la loi du 8 avril 1965. Elle règle également la possibilité pour un mineur de quitter l'établissement dans lequel il est placé.

B.5. Les parties requérantes demandent l'annulation des dispositions portant sur :

1. le stage parental;
2. les mesures que peut prendre le tribunal de la jeunesse;
3. les garanties procédurales concernant plusieurs mesures.

1. *Le stage parental*

B.6. En vertu de l'article 29bis de la loi du 8 avril 1965, inséré par l'article 5 de la loi du 13 juin 2006 et modifié par l'article 87 de la loi du 27 décembre 2006, le tribunal de la jeunesse peut, lorsqu'il déclare établi un fait qualifié infraction pour lequel un mineur est poursuivi, sur réquisition du ministère public ou d'office, ordonner aux personnes qui exercent l'autorité parentale sur ce mineur d'accomplir un stage parental, si elles manifestent un désintérêt caractérisé à l'égard du comportement délinquant de ce dernier, et si ce désintérêt contribue aux problèmes du mineur. Ce stage parental peut uniquement être ordonné en tant que mesure complémentaire à une mesure imposée au mineur par le juge de la jeunesse s'il peut être bénéfique pour le mineur délinquant lui-même.

En vertu de l'article 45bis de la loi du 8 avril 1965, inséré par l'article 11 de la loi du 13 juin 2006 et modifié par l'article 89 de la loi du 27 décembre 2006, le procureur du Roi peut proposer d'accomplir un stage parental aux personnes qui exercent l'autorité parentale sur le mineur qui déclare ne pas nier avoir commis un fait qualifié infraction, lorsqu'elles manifestent un désintérêt caractérisé à l'égard du comportement délinquant et que ce désintérêt contribue aux problèmes du mineur. Ce stage parental n'est, lui aussi, possible que s'il peut être bénéfique pour le mineur délinquant lui-même.

B.7.1. Le premier moyen est pris de la violation des règles répartitrices de compétence. Selon les parties requérantes, l'instauration de la possibilité de proposer et d'imposer un stage parental ne relèverait pas de la compétence du législateur fédéral. La mesure ferait partie de la politique familiale, de la politique en matière d'aide sociale et de la protection de la jeunesse.

B.7.2. En vertu de l'article 5, § 1^{er}, II, 1^o, 2^o et 6^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles, les communautés sont compétentes pour :

« 1^o La politique familiale en ce compris toutes les formes d'aide et d'assistance aux familles et aux enfants.

2^o La politique d'aide sociale, en ce compris les règles organiques relatives aux centres publics d'aide sociale, à l'exception :

[...]

6^o La protection de la jeunesse, en ce compris la protection sociale et la protection judiciaire, à l'exception :

a) des règles du droit civil relatives au statut des mineurs et de la famille, telles qu'elles sont établies par le Code civil et les lois qui le complètent;

b) des règles de droit pénal érigeant en infraction les comportements qui contreviennent à la protection de la jeunesse et établissant des peines qui punissent ces manquements, en ce compris les dispositions qui ont trait aux poursuites, sans préjudice de l'article 11;

c) de l'organisation des juridictions de la jeunesse, de leur compétence territoriale et de la procédure devant ces juridictions;

d) de la détermination des mesures qui peuvent être prises à l'égard des mineurs ayant commis un fait qualifié d'infraction;

e) de la déchéance de l'autorité parentale et de la tutelle sur les prestations familiales ou autres allocations sociales ».

B.7.3. Les communautés ont, en vertu de cette disposition, la plénitude de compétence pour régler la protection de la jeunesse dans la plus large acception du terme, sauf les exceptions qui y sont explicitement mentionnées.

B.7.4. Le stage parental vise à offrir une réponse au comportement délinquant des jeunes en abordant une de ses causes, à savoir le désintérêt de certains parents à l'égard du comportement délinquant de leurs enfants.

Il ressort de l'exposé des motifs que le législateur s'est inspiré de la recommandation suivante du Conseil de l'Europe concernant les nouvelles manières de traiter la criminalité de la jeunesse et le rôle du droit de la jeunesse :

« Il conviendrait d'encourager les parents (ou les tuteurs légaux) à prendre conscience de leurs responsabilités envers le comportement délictueux des jeunes enfants et à les assumer. Ils devraient être présents aux audiences des tribunaux (à moins que cela ne soit considéré comme allant à l'encontre du but visé) et, lorsque les circonstances le permettent, se voir proposer aide, soutien et conseil. Si cela se justifie, ils devraient être tenus d'accepter un accompagnement psychosocial ou de suivre une formation à l'exercice des responsabilités parentales, de veiller à ce que leur enfant fréquente l'école et d'assister les organismes officiels dans l'exécution des sanctions et mesures dans la communauté » (*Doc. parl.*, Chambre, 2004-2005, DOC 51-1467/001, pp. 18-19).

B.7.5. Bien que le stage parental bénéficie aussi indirectement au mineur, il s'agit d'une mesure qui, de par sa nature même, s'applique aux seuls parents du mineur et qui vise en substance à leur faire prendre conscience de leur rôle et de leur responsabilité de parents et à les encadrer au moment de la reprise de l'éducation de leur enfant et du rétablissement de l'autorité parentale sur celui-ci. Le stage parental présente dans ce sens une analogie avec la mesure d'assistance éducative que prévoyaient à l'origine les articles 30 et 31 de la loi du 8 avril 1965 relative à la protection de la jeunesse.

Le stage parental ne fait pas partie de l'exception prévue en faveur de l'autorité fédérale, mentionnée à l'article 5, § 1^{er}, II, 6^o, d), de la loi spéciale du 8 août 1980, à savoir : « la détermination des mesures qui peuvent être prises à l'égard des mineurs ayant commis un fait qualifié d'infraction ».

B.7.6. Pour pouvoir exercer utilement sa compétence à l'égard de ces mineurs, le législateur fédéral a pu toutefois juger nécessaire de responsabiliser les parents qui manifestent du désintérêt à l'égard du comportement délinquant de leurs enfants mineurs. Etant donné qu'il s'agit ainsi d'une mesure d'encadrement ayant un champ d'application particulièrement limité, il n'apparaît pas que l'exercice par les communautés de leur compétence en matière de protection de la jeunesse, de politique familiale et d'aide sociale ait été, de ce fait, affecté de manière disproportionnée.

A cet égard, la Cour constate du reste qu'avant l'adoption de ces mesures attaquées, une concertation a eu lieu avec les communautés (*Doc. parl.*, Chambre, 2004-2005, DOC 51-1467/012, p. 5), qu'un accord de coopération a été conclu le 13 décembre 2006 entre l'Etat fédéral, la Communauté flamande, la Communauté française, la Communauté germanophone et la Commission communautaire commune au sujet de l'organisation et du financement du stage parental et que les assemblées législatives respectives ont marqué leur assentiment à cet accord de coopération.

B.7.7. Le moyen n'est pas fondé.

B.8.1. Les deuxième, troisième et quatrième moyens dirigés contre les dispositions mentionnées en B.6 en matière de stage parental sont pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec les articles 6 et 7.1 de la Convention européenne des droits de l'homme et avec le principe général de droit de la personnalité des peines, ainsi que de la violation de l'article 12, alinéa 2, de la Constitution.

B.8.2. Les moyens partent erronément de la supposition que le stage parental doit être considéré comme une peine au sens des dispositions constitutionnelles et conventionnelles précitées.

Le stage parental est sans doute un moyen permettant au juge de la jeunesse de rappeler à l'ordre des parents qui ont manifesté un désintérêt caractérisé à l'égard de leur enfant mais, comme il est exposé en B.7.5, il présente toutes les caractéristiques d'une mesure d'encadrement et non d'une mesure pénale.

B.8.3. Les moyens ne sont pas fondés.

B.9.1. Le cinquième moyen est pris de la violation des articles 10, 11 et 22 de la Constitution, combinés ou non avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, en ce que le stage parental impliquerait une ingérence disproportionnée dans la vie privée et familiale des personnes concernées.

B.9.2. Même si une mesure qui accompagne et assiste les parents dans leur rôle d'éducateur pouvait être considérée comme une ingérence dans leur vie privée et familiale, il ne s'agirait pas d'une atteinte disproportionnée au droit au respect de la vie privée et familiale, eu égard, d'une part, à l'objectif social contraignant, poursuivi par la mesure, de responsabilisation de certains parents et, d'autre part, au champ d'application particulièrement limité du stage parental.

B.9.3. Le moyen n'est pas fondé.

B.10. Les parties requérantes demandent ensuite l'annulation de l'article 25 de la loi du 13 juin 2006, qui rétablit l'article 85 de la loi du 8 avril 1965, abrogé par la loi du 10 août 2005.

Sur la base de cette disposition, les personnes investies de l'autorité parentale qui refusent d'accomplir le stage parental imposé par le tribunal de la jeunesse ou de collaborer à son exécution, peuvent être condamnées à un emprisonnement d'un à sept jours et à une amende d'un à vingt-cinq euros ou à une de ces peines seulement.

B.11.1. Le premier moyen dirigé contre cette disposition est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés avec l'article 6.2 de la Convention européenne des droits de l'homme et avec le principe de la personnalité des peines.

B.11.2. Contrairement à ce que semblent supposer les parties requérantes, la peine n'est pas infligée en raison de l'infraction qu'a commise un mineur et à la suite de laquelle le stage parental pouvait être imposé, mais uniquement à cause du refus, par les personnes investies de l'autorité parentale, de suivre le stage parental ou de collaborer à son exécution.

B.11.3. Le moyen n'est pas fondé.

B.12.1. Les deuxième et troisième moyens sont pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés ou non avec l'article 7.1 de la Convention européenne des droits de l'homme, et d'une violation de l'article 12, alinéa 2, de la Constitution.

B.12.2. Lorsque le non-respect d'une disposition peut donner lieu à une poursuite pénale, le principe de légalité garanti par l'article 12, alinéa 2, de la Constitution et l'article 7.1 de la Convention européenne des droits de l'homme exige que cette disposition soit formulée en des termes qui permettent à chacun de savoir, au moment où il adopte un comportement, si celui-ci est ou non punissable.

B.12.3. Le comportement qui peut donner lieu à une poursuite pénale en vertu de la disposition attaquée est le refus de suivre le stage parental imposé par le tribunal de la jeunesse ou le refus de collaborer à son exécution.

Un refus est une attitude de rejet qui peut être constatée objectivement par le juge. Le législateur a ainsi indiqué, en des termes suffisamment précis, clairs et offrant la sécurité juridique, quels faits sont sanctionnés, afin, d'une part, que celui qui adopte un comportement puisse évaluer préalablement, de manière satisfaisante, quelle sera la conséquence pénale de ce comportement et afin, d'autre part, que ne soit pas laissé au juge un trop large pouvoir d'appréciation.

Au demeurant, le principe de légalité en matière pénale n'empêche pas que la loi attribue un pouvoir d'appréciation au juge. Il faut en effet tenir compte du caractère de généralité des lois, de la diversité des situations auxquelles elles s'appliquent et de l'évolution des comportements qu'elles répriment.

B.12.4. Les moyens ne sont pas fondés.

2. Les mesures que peut prendre le tribunal de la jeunesse

B.13. Les parties requérantes attaquent plusieurs dispositions de la loi du 13 juin 2006 en ce qui concerne les mesures que le tribunal de la jeunesse peut prendre, plus précisément :

a) certains des critères dont le tribunal de la jeunesse doit tenir compte lorsqu'il impose des mesures de garde, de préservation et d'éducation;

b) la possibilité pour le tribunal de la jeunesse de cumuler les mesures (provisaires) de garde, de préservation et d'éducation;

c) la possibilité pour le tribunal de la jeunesse d'imposer au mineur plusieurs formes d'assistance en matière de santé mentale et de dépendance;

d) la possibilité pour le tribunal de la jeunesse de prononcer des mesures à l'égard de mineurs de moins de douze ans;

e) la possibilité pour le tribunal de la jeunesse de lier le sursis du placement du mineur à la condition que soit exécutée une prestation éducative de 150 heures au plus;

f) la possibilité pour le tribunal de la jeunesse d'imposer des règles comme condition de maintien dans le milieu de vie;

g) la possibilité pour le tribunal de la jeunesse de prendre des mesures lorsque le mineur exécute son projet de manière insuffisante;

h) les nouvelles conditions d'accès à un régime éducatif ouvert d'une institution communautaire publique de protection de la jeunesse;

i) les modifications apportées à la disposition qui concerne la médiation proposée par le procureur du Roi.

a) Les critères dont le tribunal de la jeunesse doit tenir compte

B.14.1. En vertu de l'article 37, § 1^{er}, de la loi du 8 avril 1965, modifié par l'article 7, 1^o, de la loi du 13 juin 2006, le tribunal de la jeunesse doit, lorsqu'il impose des mesures de garde, de préservation et d'éducation, prendre en compte (1^o) la personnalité et le degré de maturité de l'intéressé, (2^o) son cadre de vie, (3^o) la gravité des faits, les circonstances dans lesquelles ils ont été commis, les dommages et les conséquences pour la victime, (4^o) les mesures antérieures prises à l'égard de l'intéressé et son comportement durant l'exécution de celles-ci, (5^o) la sécurité de l'intéressé et (6^o) la sécurité publique.

Dans un moyen unique, les parties requérantes font valoir que l'obligation de prendre en compte « la gravité des faits », « les dommages et les conséquences pour la victime » et « la sécurité publique » est contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution, combinés ou non avec les articles 3.1, 40.1 et 40.3 de la Convention relative aux droits de l'enfant. Ces critères seraient sans rapport avec l'objectif des mesures à prendre ou seraient pour le moins disproportionnés à cet objectif.

B.14.2. L'article 3.1 de la Convention relative aux droits de l'enfant énonce :

« Dans toutes les décisions qui concernent les enfants, qu'elles soient le fait des institutions publiques ou privées de protection sociale, des tribunaux, des autorités administratives ou des organes législatifs, l'intérêt supérieur de l'enfant doit être une considération primordiale ».

Les articles 40.1 et 40.3 de la même Convention portent :

« 1. Les Etats parties reconnaissent à tout enfant suspecté, accusé ou convaincu d'infraction à la loi pénale le droit à un traitement qui soit de nature à favoriser son sens de la dignité et de la valeur personnelle, qui renforce son respect pour les droits de l'homme et les libertés fondamentales d'autrui, et qui tient compte de son âge ainsi que de la nécessité de faciliter sa réintégration dans la société et de lui faire assumer un rôle constructif au sein de celle-ci.

[...]

3. Les Etats parties s'efforcent de promouvoir l'adoption de lois, de procédures, la mise en place d'autorités et d'institutions spécialement conçues pour les enfants suspectés, accusés ou convaincus d'infraction à la loi pénale, et en particulier :

a) d'établir un âge minimum au-dessous duquel les enfants seront présumés n'avoir pas la capacité d'enfreindre la loi pénale;

b) de prendre des mesures, chaque fois que cela est possible et souhaitable, pour traiter ces enfants sans recourir à la procédure judiciaire, étant cependant entendu que les droits de l'homme et les garanties légales doivent être pleinement respectés ».

B.14.3. Les critères énumérés par l'article 37, § 1^{er}, contribuent à objectiver les décisions du tribunal de la jeunesse et permettent de moduler les mesures en fonction de la situation personnelle du jeune (âge de l'auteur, spécificité de la situation, besoins spécifiques).

B.14.4. S'agissant en particulier de l'intérêt du mineur, même s'il n'y est pas fait une référence expresse parmi ces critères, le 5^o du titre préliminaire de la loi du 8 avril 1965 qui dispose que les mineurs jouissent des droits et des libertés énoncés par la Constitution et par la Convention relative aux droits de l'enfant démontre que le juge de la jeunesse doit respecter en tout état de cause ces dispositions quand il prend une mesure à l'égard d'un mineur.

B.14.5. Le moyen n'est pas fondé.

b) *Le cumul de mesures*

B.15.1. L'article 37, § 2, de la loi du 8 avril 1965, remplacé par l'article 7, 2^o, de la loi du 13 juin 2006, précise les mesures de garde, de préservation et d'éducation que le tribunal de la jeunesse peut ordonner. L'article 52 de la loi du 8 avril 1965, modifié par l'article 17 de la loi du 13 juin 2006, énonce quelles mesures provisoires de garde le juge de la jeunesse peut ordonner. Le grief des parties requérantes porte sur la possibilité d'ordonner ces mesures « de façon cumulative ».

Le moyen unique est pris de la violation des articles 10 et 11 de la Constitution, combinés ou non avec les articles 3.1 et 40.1 de la Convention relative aux droits de l'enfant. La possibilité de cumuler des mesures ne serait pas conforme à l'intérêt supérieur de l'enfant et serait en tout état de cause disproportionnée à l'objectif du législateur. En outre, les possibilités d'exécution de certaines mesures seraient insuffisantes.

B.15.2. Dès lors que chacune des mesures éventuelles, considérée séparément, doit être réputée avoir été prise dans l'intérêt du mineur, il n'y a pas de raison d'admettre qu'un éventuel cumul de mesures ne servirait pas l'intérêt du mineur. Une obligation de motivation renforcée incombe à cet égard au tribunal de la jeunesse (article 37, § 2^o *quinquies*, de la loi du 8 avril 1965, inséré par l'article 7, 6^o, de la loi du 13 juin 2006; article 52, alinéas 5 et 6, de la loi du 8 avril 1965, modifié par l'article 17 de la loi du 13 juin 2006).

B.15.3. Le grief portant sur les possibilités insuffisantes d'exécution de certaines mesures, il concerne l'application de la loi et échappe donc au pouvoir de contrôle de la Cour.

B.15.4. Le moyen n'est pas fondé.

c) *Les mesures d'assistance en matière de santé mentale et de dépendance*

B.16.1. Font notamment partie des mesures de garde, de préservation et d'éducation que le tribunal de la jeunesse peut prendre à l'égard d'un mineur, en vertu de l'article 37, § 2, de la loi du 8 avril 1965, remplacé par l'article 7, 2^o, de la loi du 13 juin 2006, l'obligation de suivre un traitement ambulatoire auprès d'un service psychologique ou psychiatrique, auprès d'un service d'éducation sexuelle ou auprès d'un service compétent dans le domaine de l'alcoolisme ou de la toxicomanie (5^o), le fait de le confier à une personne morale proposant l'encadrement de la réalisation d'une prestation positive consistant soit en une formation soit en la participation d'une activité organisée (6^o), le placement dans un service hospitalier (9^o) et le placement résidentiel dans un service compétent en matière d'alcoolisme, de toxicomanie ou de toute autre dépendance, si un rapport médical circonstancié, datant de moins d'un mois, atteste que l'intégrité physique ou psychique de l'intéressé ne peut être protégée d'une autre manière (10^o).

Selon les parties requérantes, ces mesures sont contraires aux articles 10 et 11 de la Constitution, combinés ou non avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, avec les articles 3.1, 3.3, 16, 40.1 et 40.3 de la Convention relative aux droits de l'enfant ainsi qu'avec le principe de la sécurité juridique. Elles font valoir que lesdits services ne doivent pas être spécialisés dans les problèmes des enfants ou être reconnus ou organisés par les communautés. Il n'est pas davantage requis que les jeunes qui font l'objet de ces mesures soient séparés des adultes. Elles estiment enfin que personne ne peut être contraint de se faire soigner.

B.16.2. L'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme énonce :

« 1. Toute personne a droit au respect de sa vie privée et familiale, de son domicile et de sa correspondance.

2. Il ne peut y avoir ingérence d'une autorité publique dans l'exercice de ce droit que pour autant que cette ingérence est prévue par la loi et qu'elle constitue une mesure qui, dans une société démocratique, est nécessaire à la sécurité nationale, à la sûreté publique, au bien-être économique du pays, à la défense de l'ordre et à la prévention des infractions pénales, à la protection de la santé ou de la morale, ou à la protection des droits et libertés d'autrui ».

Les articles 3.1, 40.1 et 40.3 de la Convention relative aux droits de l'enfant ont été cités en B.14.2.

L'article 3.3 de la même Convention dispose :

« Les Etats parties veillent à ce que le fonctionnement des institutions, services et établissements qui ont la charge des enfants et assurent leur protection soit conforme aux normes fixées par les autorités compétentes, particulièrement dans le domaine de la sécurité et de la santé et en ce qui concerne le nombre et la compétence de leur personnel ainsi que l'existence d'un contrôle approprié ».

L'article 16 de la même Convention porte :

« 1. Nul enfant ne fera l'objet d'immixtions arbitraires ou illégales dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes illégales à son honneur et à sa réputation.

2. L'enfant a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes ».

B.16.3. Il ne peut être déduit ni de la disposition attaquée ni d'un quelconque autre élément que le législateur n'ait pas respecté les engagements internationaux découlant des articles 3 et 40 de la Convention relative aux droits de l'enfant. C'est la volonté contraire qui ressort d'ailleurs du titre préliminaire de la loi du 8 avril 1965, inséré par l'article 3 de la loi du 13 juin 2006.

Par ailleurs, les parties requérantes n'exposent pas en quoi il serait porté atteinte au principe de la sécurité juridique.

B.16.4. Le droit à l'intégrité physique et psychique constitue un aspect fondamental du droit au respect de la vie privée. Une atteinte à cette intégrité, même si elle est limitée, comme dans le cas d'une intervention médicale forcée, peut donc constituer une ingérence dans la vie privée (CEDH, 5 juillet 1999, *Matter c. Slovaquie*, § 64; CEDH, 22 juillet 2003, *Y.F. c. Turquie*, § 33).

Toute ingérence des autorités dans le droit au respect de la vie privée doit être prescrite par une disposition législative suffisamment précise et correspondre à un besoin social impérieux, ce qui est le cas en l'espèce.

Une intervention médicale forcée ne saurait être considérée comme une mesure justifiée que si la nécessité thérapeutique en est établie (*mutatis mutandis* CEDH, 19 juin 2007, *Ciorap c. Moldavie*, § 77).

B.16.5. Pour le placement résidentiel dans un service compétent en matière d'alcoolisme, de toxicomanie ou de toute autre forme de dépendance, le législateur a prévu explicitement que cette mesure ne peut être imposée que s'il ressort d'un rapport médical circonstancié de moins d'un mois que l'intégrité physique ou psychique de l'intéressé ne peut être protégée d'une autre manière.

En ce qui concerne les autres mesures qui impliquent un traitement médical obligatoire, ce qui est le cas pour le traitement ambulatoire auprès d'un service psychiatrique et pour le placement dans un service hospitalier, l'article 37, § 2, de la loi du 8 avril 1965 doit être interprété, à la lumière des dispositions conventionnelles précitées, comme imposant que ces mesures soient également fondées sur une appréciation médicale.

B.16.6. Sous réserve de ce qui est exprimé en B.16.5, le moyen n'est pas fondé.

d) *Les mesures prises à l'égard des mineurs de moins de douze ans*

B.17.1. En vertu de l'article 37, § 2, alinéa 1^{er}, de la loi du 8 avril 1965, remplacé par l'article 7, 2^o, de la loi du 13 juin 2006 et modifié par l'article 88 de la loi du 27 décembre 2006, certaines mesures peuvent également être ordonnées à l'égard de personnes de moins de douze ans déferées du chef d'un fait qualifié infraction. Il s'agit de réprimander le mineur (1^o), de le soumettre à la surveillance du service social compétent (2^o) et de le soumettre à un accompagnement éducatif intensif et à un encadrement individualisé d'un éducateur référent (3^o).

Selon les parties requérantes, l'abaissement de la limite d'âge est contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution, combinés ou non avec les articles 3.1, 40.1 et 40.3 de la Convention relative aux droits de l'enfant.

B.17.2. Les dispositions conventionnelles précitées impliquent certes l'obligation d'établir un âge minimal au-dessous duquel les enfants sont présumés n'avoir pas la capacité d'enfreindre la loi pénale, mais sans fixer cet âge. Toutefois, les mesures prévues par la disposition attaquée n'ont pas de caractère pénal mais sont uniquement des mesures de garde, de préservation et d'éducation. En outre, l'article 37, § 1^{er}, alinéa 2, prévoit que pour rendre sa décision, le tribunal de la jeunesse prend en compte, notamment, la personnalité et le degré de maturité des mineurs.

B.17.3. Le moyen n'est pas fondé.

e) *Le sursis conditionnel au placement du mineur*

B.18.1. En vertu de l'article 37, § 2, alinéa 5, de la loi du 8 avril 1965, remplacé par l'article 7, 2^o, de la loi du 13 juin 2006, le tribunal peut surseoir à l'exécution de la mesure de placement pour une durée de six mois à compter de la date du jugement, pour autant que l'intéressé s'engage à effectuer une prestation éducative et d'intérêt général à raison de 150 heures au plus.

Selon les parties requérantes, la condition pour surseoir à la mesure de placement est contraire aux articles 10 et 11 de la Constitution, combinés ou non avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme et avec les articles 3.1, 16, 40.1 et 40.3 de la Convention relative aux droits de l'enfant. Elles estiment en substance que le maintien du mineur dans la famille doit pouvoir être garanti au moyen du sursis à d'autres conditions.

B.18.2. L'article 37, § 2, alinéa 5, de la loi du 8 avril 1965, inséré par la loi du 13 juin 2006, vise à limiter le nombre de placements en permettant aux jeunes concernés - bien qu'une telle mesure de placement semble indiquée - de néanmoins demeurer dans leur famille à condition de s'engager à exécuter une prestation éducative et d'intérêt général de 150 heures au plus. Cette disposition doit être lue conjointement avec l'article 37, § 2, alinéa 3, qui prévoit une hiérarchie dans les mesures que le tribunal de la jeunesse peut prendre, hiérarchie qui donne la préférence à des mesures permettant au jeune de continuer à séjourner dans son milieu de vie. Ce n'est que lorsque ces mesures ne constituent pas une réaction appropriée au comportement du jeune qu'une mesure de placement peut être prise, le placement dans une section ouverte bénéficiant de la préférence par rapport au placement dans une section fermée. Le tribunal de la jeunesse doit du reste motiver particulièrement cette mesure sur la base des critères et des circonstances spécifiques visés à l'article 37, § 1^{er}, et, pour ce qui concerne le placement dans une section éducative fermée, compte tenu des priorités visées à l'article 37, § 2, alinéa 3 (article 37, § 2quinquies).

En vertu de l'article 37, § 2bis, le tribunal de la jeunesse peut subordonner le maintien des intéressés dans leur milieu de vie à diverses conditions, exprimées au moyen, dès lors que cette disposition vise à éviter autant que possible les placements.

La mesure attaquée est également dictée par ce souci et vise à donner une dernière chance à l'intéressé afin d'éviter un tel placement. Lorsque la prestation de nature éducative et d'intérêt général de 150 heures au plus aboutit au résultat espéré, il n'y aura pas lieu de procéder à l'exécution de la mesure de placement, qui implique évidemment une plus grande ingérence dans la vie privée et familiale du jeune concerné.

La mesure est prévue par la loi et peut être réputée nécessaire, dans une société démocratique, à la défense de l'ordre, à la prévention de faits qualifiés infractions et à la protection des droits et des libertés d'autrui. Elle n'est pas disproportionnée à l'objectif poursuivi par le législateur.

B.18.3. Le moyen n'est pas fondé.

f) *Les conditions du maintien du mineur dans son milieu de vie*

B.19.1. En vertu de l'article 37, § 2bis, de la loi du 8 avril 1965, inséré par l'article 7, 3^o, de la loi du 13 juin 2006, le tribunal peut subordonner le maintien des personnes qui lui sont déferées dans leur milieu de vie à certaines conditions, parmi lesquelles le non-exercice de certaines activités (8^o), le respect d'une interdiction de sortir (9^o) et le respect d'autres conditions ou interdictions ponctuelles que le tribunal détermine (10^o).

Selon les parties requérantes, ces conditions sont contraires aux articles 10 et 11 de la Constitution, combinés ou non avec l'article 8 de la Convention européenne des droits de l'homme, avec les articles 3.1, 7, 9, 16, 40.1 et 40.3 de la Convention relative aux droits de l'enfant ainsi qu'avec le principe de la sécurité juridique, en ce qu'elles accorderaient au juge un pouvoir d'appréciation trop vaste et porteraient atteinte de manière disproportionnée au droit au respect de la vie privée et familiale du mineur et de ses parents.

B.19.2. Les conditions auxquelles est subordonné le maintien du mineur dans son cadre de vie constituent de par leur nature même une ingérence dans le droit au respect de la vie privée et familiale.

B.19.3. Les conditions critiquées, comme du reste toutes les mesures déjà examinées, ne peuvent être imposées que lorsqu'un mineur fait l'objet d'une procédure en raison de la commission d'un fait qualifié infraction.

Toute personne qui se trouve dans cette situation peut, sur la base de la disposition attaquée, prévoir dans une mesure raisonnable les effets que cette procédure peut avoir pour sa vie privée et familiale. En outre, les conditions critiquées peuvent être jugées nécessaires dans une société démocratique en vue de protéger l'ordre public et de prévenir des infractions. Le fait qu'elles octroient un large pouvoir d'appréciation au juge ne suffit pas pour conclure à une violation du droit au respect de la vie privée et familiale dès lors que le juge est lui-même tenu, lorsqu'il impose une condition au maintien d'un mineur dans son cadre de vie, de vérifier s'il n'est de la sorte pas porté atteinte de manière disproportionnée à ce droit.

L'imposition des conditions précitées est à cet égard soumise à une obligation de motivation particulière par le tribunal de la jeunesse (article 37, § 2^{quinqüies}, de la loi du 8 avril 1965).

B.19.4. Le moyen n'est pas fondé.

g) *L'exécution insuffisante du projet du mineur*

B.20.1. Par application de l'article 37, § 2^{ter}, de la loi du 8 avril 1965, inséré par l'article 7, 4^o, de la loi du 13 juin 2006, le mineur qui fait l'objet d'une procédure en raison de la commission d'un fait qualifié infraction peut proposer au tribunal un projet écrit, dans lequel il prend certains engagements, comme la formulation d'excuses écrites ou orales, la réparation en nature des dommages causés, la participation à une offre restauratrice, la participation à un programme de réinsertion scolaire ou la participation à des activités précises dans le cadre d'un projet d'apprentissage et de formation, le fait de suivre un traitement ambulatoire et la présentation auprès des services d'aide à la jeunesse (article 37, § 2^{ter}, alinéa 1^{er}, 1^o à 7^o).

Si le tribunal de la jeunesse approuve ce projet, il confie le contrôle de son exécution au service social compétent (article 37, § 2^{ter}, alinéa 3).

Si le projet n'a pas été exécuté ou a été exécuté de manière insuffisante, le tribunal peut ordonner une autre mesure (article 37^{ter}, § 2^{ter}, alinéa 3).

Les parties requérantes font valoir que la disposition citée en dernier lieu est contraire aux articles 10, 11 et 22^{bis} de la Constitution, combinés ou non avec les articles 3.1, 40.1 et 40.3 de la Convention relative aux droits de l'enfant ainsi qu'avec le principe de la sécurité juridique, en ce que l'« exécution insuffisante » est un critère vague et imprécis qui serait insuffisamment prévisible.

B.20.2. L'article 22^{bis} de la Constitution énonce :

« Chaque enfant a droit au respect de son intégrité morale, physique, psychique et sexuelle.

La loi, le décret ou la règle visée à l'article 134 garantissent la protection de ce droit ».

Les articles 3.1, 40.1 et 40.3 de la Convention relative aux droits de l'enfant ont déjà été cités en B.14.2.

B.20.3. Les engagements qui ont été pris dans le projet écrit et qui sont définis dans la loi de manière précise sont de nature à ce que le tribunal de la jeunesse puisse établir objectivement et raisonnablement s'ils sont exécutés intégralement ou seulement partiellement. Il arrive du reste à cette constatation par une décision motivée prise à l'issue d'un débat contradictoire, dans le respect des droits de la défense et, le cas échéant, en présence de l'avocat du mineur.

B.20.4. Le moyen n'est pas fondé.

h) *Les conditions d'accès à un régime éducatif ouvert d'une institution communautaire publique de protection de la jeunesse*

B.21.1. L'article 37, § 2^{quater}, alinéa 1^{er}, de la loi du 8 avril 1965, inséré par l'article 7, 5^o, de la loi du 13 juin 2006, expose les conditions auxquelles est subordonné le placement de personnes qui ont douze ans ou plus dans un régime éducatif ouvert d'une institution communautaire publique de protection de la jeunesse. Ce placement est en l'occurrence possible si ces personnes « ont commis un fait qualifié coups et blessures » (article 37, § 2^{quater}, alinéa 1^{er}, 2^o).

Selon les parties requérantes, cette disposition viole les articles 10 et 11 de la Constitution, combinés ou non avec les articles 3.1, 40.1 et 40.3 de la Convention relative aux droits de l'enfant, en ce qu'en égard à la large portée de la notion pénale de « coups et blessures », elle serait disproportionnée aux objectifs du législateur.

B.21.2. Le législateur a pu postuler que l'atteinte portée à l'intégrité physique était suffisamment grave et préoccupante pour justifier le placement dans un régime éducatif ouvert d'une institution communautaire publique de protection de la jeunesse.

Toutefois, la condition contestée ne dispense pas le juge de la jeunesse de l'examen du caractère adéquat de la mesure visée. Il ne peut imposer la mesure de placement qu'en tenant compte des facteurs mentionnés à l'article 37, § 1^{er}, de la loi du 8 avril 1965 et de la préférence exprimée par le législateur à l'article 37, § 2, en particulier les intérêts de l'enfant.

B.21.3. Le moyen n'est pas fondé.

i) *Les modifications de la disposition qui concerne la médiation proposée par le procureur du Roi*

B.22.1. En vertu de l'article 45^{quater} de la loi du 8 avril 1965, inséré par l'article 13 de la loi du 13 juin 2006, le procureur du Roi peut faire une proposition de médiation à la personne soupçonnée d'avoir commis un fait qualifié infraction, aux personnes qui exercent l'autorité parentale à son égard, aux personnes qui en ont la garde en droit ou en fait et à la victime, à certaines conditions.

Cette disposition est attaquée par les parties requérantes dans une autre requête (affaire n^o 4081). Dans la requête actuellement soumise, elles attaquent toutefois les dernières modifications de cette disposition.

L'article 90 de la loi du 27 décembre 2006 a remplacé dans le texte français de l'article 45^{quater}, § 2, alinéa 2, le mot « présumée » par le mot « soupçonnée d' ».

L'article 91 de la même loi a remplacé à l'article 45^{quater}, § 3, alinéa 2, les mots « l'auteur du fait qualifié infraction » par les mots « la personne visée à l'article 36, 4^o ».

B.22.2. Les griefs des parties requérantes sont en réalité dirigés contre l'article 13 de la loi du 13 juin 2006, non attaqué dans cette requête, et non contre les articles 90 et 91 de la loi du 27 décembre 2006, qui ne visent du reste pas à modifier la portée de l'article 45^{quater} de la loi du 8 avril 1965.

Ces griefs ne sont pas recevables.

3. *Les garanties procédurales*

B.23. Les parties requérantes font valoir que les dispositions des lois des 13 juin 2006 et 27 décembre 2006 concernant les mesures que le tribunal de la jeunesse ou, le cas échéant, le juge d'instruction peut prendre, présentent plusieurs vices de procédure, en ce qui concerne :

- a) le défaut d'assistance d'un avocat devant le juge d'instruction;
- b) l'amende en cas de non-comparution;
- c) les garanties procédurales en matière de mesures provisoires;
- d) les régimes de sorties;
- e) les garanties procédurales en matière de dessaisissement.

a) *Le défaut d'assistance d'un avocat devant le juge d'instruction*

B.24.1. Les parties requérantes demandent l'annulation des mots « Le juge d'instruction peut néanmoins avoir un entretien particulier avec l'intéressé » figurant dans l'article 49, alinéa 2, de la loi du 8 avril 1965. Cette disposition serait incompatible avec les articles 10 et 11 de la Constitution lus séparément ou en combinaison avec les articles 6.1 et 6.3 de la Convention européenne des droits de l'homme, avec les articles 14.1 et 14.3 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et avec l'article 40.2, b), ii), de la Convention relative aux droits de l'enfant.

B.24.2. En principe, seul le juge de la jeunesse est habilité à prendre une mesure de garde à l'égard d'un mineur. Toutefois, le juge d'instruction peut décider d'une telle mesure, en application de l'article 49 de la loi du 8 avril 1965, dans des situations exceptionnelles et urgentes, par exemple lorsque le juge de la jeunesse, qui est normalement compétent pour en connaître, est indisponible.

B.24.3. Par son arrêt n° 184/2004 du 16 novembre 2004, la Cour a jugé que les articles 49 et 52^{ter} de la loi du 8 avril 1965 violaient les articles 10 et 11 de la Constitution en ce que l'article 49 ne prévoyait pas l'assistance obligatoire d'un avocat pour le mineur comparaissant devant le juge d'instruction alors qu'il aurait bénéficié de l'assistance d'un avocat si la même mesure avait été prise par le juge de la jeunesse sur la base de l'article 52^{ter}, et alors que la mesure de garde en cause est susceptible d'avoir de graves conséquences sur les droits du mineur.

B.24.4. L'article 49, modifié par l'article 15 de la loi du 13 juin 2006, qui prévoit que, chaque fois qu'il comparaît devant le juge d'instruction, l'intéressé a droit à l'assistance d'un avocat, mais que le juge d'instruction peut également avoir un entretien particulier avec l'intéressé, a été aligné sur l'article 52^{ter}, qui autorise également le juge de la jeunesse à avoir un entretien particulier avec l'intéressé lors de la phase d'instruction.

B.24.5. Il n'existe donc plus de différence de traitement selon que le mineur comparaît devant le juge d'instruction ou devant le juge de la jeunesse.

B.24.6. Il est vrai que, contrairement à ce qui est prévu à l'article 52^{ter}, alinéa 4, en ce qui concerne le juge de la jeunesse, le juge d'instruction n'est pas tenu de communiquer ou de notifier sa décision au mineur et aux autres parties avec l'indication des voies de recours.

B.24.7. Toutefois, en vertu de l'alinéa 2 de l'article 49, lorsque le juge d'instruction prend une mesure de garde, il en donne avis, simultanément et par écrit, au tribunal de la jeunesse, lequel « exerce dès lors ses attributions et statue dans les deux jours ouvrables, conformément aux articles 52^{ter} et 52^{quater} ».

Si le juge d'instruction rend une ordonnance de non-lieu ou de renvoi devant le tribunal de la jeunesse, il ne peut le faire, en application de l'alinéa 4 de l'article 49, qu'après un débat contradictoire, au cours duquel le mineur aura bénéficié de l'assistance d'un avocat et après que le mineur et les personnes intéressées auront pu prendre connaissance du dossier.

B.24.8. Dès lors que l'article 49 garantit qu'aucune décision ne pourra être prise par le juge d'instruction à l'égard du mineur sans que celui-ci ait bénéficié de l'assistance d'un avocat, cette disposition ne viole pas les dispositions invoquées au moyen même si, de même que l'article 52^{ter}, il n'exclut pas la possibilité pour le juge d'instruction d'avoir un entretien particulier avec le mineur.

B.24.9. Le moyen n'est pas fondé.

b) *L'amende en cas de non-comparution*

B.25.1. Les parties requérantes demandent l'annulation de l'article 51, § 2, alinéas 2 et 3, de la loi du 8 avril 1965 en ce qu'il permet au tribunal de la jeunesse de condamner à une amende d'un à cent cinquante euros les parties - le mineur ou les personnes investies de l'autorité parentale - qui ne comparaissent pas et qui ne peuvent justifier leur non-comparution. Les parties requérantes estiment que ces dispositions violent les articles 10 et 11 de la Constitution lus isolément ou en combinaison avec les articles 3.1, 40.1 et 40.3 de la Convention relative aux droits de l'enfant. Elles considèrent en particulier que cette sanction pécuniaire serait manifestement inadéquate et disproportionnée en ce qu'elle vise aussi le mineur, ce dernier étant ainsi traité comme un délinquant adulte, ce qui serait contraire aux dispositions internationales visées au moyen. Elles considèrent aussi que la circonstance que les personnes condamnées pourraient, sur une seconde invitation à comparaître, produire des excuses légitimes et être déchargées de l'amende n'a pas pour effet de rendre constitutionnelle la possibilité de sanction.

B.25.2. Le législateur peut décourager les absences injustifiées lorsqu'il estime que la présence des intéressés est d'une importance primordiale, à la condition de ne pas porter atteinte à leurs droits de défense. En l'espèce, le législateur a pu estimer que la présence à l'audience des personnes investies de l'autorité parentale était suffisamment importante, non seulement à leur égard mais également vis-à-vis du mineur concerné, pour justifier une mesure tendant à décourager leur absence.

La possibilité d'infliger une amende est une mesure pertinente pour garantir la comparution des personnes majeures concernées devant le tribunal de la jeunesse. Une amende d'un à 150 euros ne saurait à cet égard être considérée comme une mesure disproportionnée.

En outre, une décharge de l'amende peut être obtenue si les intéressés, faisant suite à une seconde invitation à comparaître, peuvent produire des excuses légitimes (article 51, § 2, alinéa 4, de la loi du 8 avril 1965, modifié par l'article 16, 3°, de la loi du 13 juin 2006).

B.25.3. En revanche, quelle que soit l'importance accordée par le législateur à la comparution du mineur concerné, elle ne saurait justifier que ne soient pas respectées, en cette hypothèse, les garanties qu'il a voulu mettre en place en vue d'assurer la protection des mineurs, y compris lorsqu'ils sont auteurs de faits qualifiés infractions.

B.25.4. En ce qu'il s'applique aux mineurs qui ne comparaissent pas devant le tribunal, l'article 51, § 2, alinéa 3, de la loi du 8 avril 1965 viole les dispositions invoquées au moyen.

B.25.5. Dans cette mesure, le moyen est fondé.

c) *Les garanties procédurales en matière de mesures provisoires*

B.26.1. L'article 52 de la loi du 8 avril 1965, modifié par l'article 17, 1^o, de la loi du 13 juin 2006, énonce que les mesures provisoires ne peuvent être prises que pour une durée aussi brève que possible, lorsqu'il existe suffisamment d'indices sérieux de culpabilité et que la finalité de la mesure provisoire ne peut être atteinte d'une autre manière (alinéa 6). Il précise qu'aucune mesure provisoire ne peut être prise en vue d'exercer une sanction immédiate ou toute autre forme de contrainte (alinéa 7).

L'article 52^{quater} de la loi du 8 avril 1965, modifié par l'article 19 de la loi du 13 juin 2006, dispose que la mesure provisoire qui consiste à ordonner une mesure de garde en régime éducatif fermé ne peut être prise qu'à certaines conditions, parmi lesquelles l'existence d'indices sérieux de culpabilité.

Selon les parties requérantes, ces dispositions sont incompatibles avec les articles 10 et 11 de la Constitution, combinés ou non avec les articles 6.1 et 6.2 de la Convention européenne des droits de l'homme, avec les articles 14.1 et 14.2 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques et avec les articles 3.1, 40.1 et 40.3 de la Convention relative aux droits de l'enfant. En ce que rien n'empêche que le juge qui statue sur le fond soit le même que celui qui a ordonné une mesure provisoire et qui a constaté qu'il y a suffisamment d'indices sérieux de culpabilité, le principe d'impartialité serait violé.

B.26.2. En raison de la spécificité de la protection de la jeunesse, telle qu'elle est organisée par la loi du 8 avril 1965, dont les principes sont réaffirmés dans le titre préliminaire introduit par la loi attaquée, le juge de la jeunesse doit pouvoir prendre des mesures qui lui permettent d'acquérir une connaissance approfondie de la personnalité du mineur et de son milieu de vie, de suivre son évolution et de déterminer, d'adopter et, au besoin, de modifier en connaissance de cause les mesures les plus appropriées à sa protection et à son éducation.

B.26.3. Pour autant que les mesures prises par le juge de la jeunesse correspondent à cet objectif de protection, il est conforme à l'intérêt du mineur, et il n'est pas incompatible avec les dispositions dont la violation est alléguée, que le même juge puisse intervenir tout au long de la procédure, le législateur ayant voulu rendre celle-ci aussi souple que possible afin que le juge puisse nouer un contact direct avec les parties et tenir compte de la psychologie particulière des mineurs. Le fait que ce juge prenne des mesures provisoires puis statue au fond n'est pas de nature à susciter un doute légitime quant à son indépendance et son impartialité.

B.26.4. Le tribunal de la jeunesse n'a pas pour tâche de se prononcer, lorsqu'il prend des mesures provisoires, sur les éléments constitutifs de l'infraction ni sur la culpabilité du mineur puisqu'il s'agit essentiellement de mesures temporaires et transitoires prises dans l'intérêt du mineur sur la base de données disponibles à ce moment de la procédure, lorsque ces mesures sont estimées urgentes.

De telles mesures impliquent nécessairement que le juge ne les prendra que s'il estime, au terme d'un examen sommaire du dossier, qu'il existe des éléments justifiant sa saisine. Le législateur peut donc prévoir que de telles mesures ne peuvent être prises qu'à l'égard d'un mineur ayant commis un fait qualifié infraction.

B.26.5. La disposition attaquée ajoute toutefois que les mesures prévues à l'article 52 ne peuvent être prises que « lorsqu'il existe suffisamment d'indices sérieux de culpabilité » et la mesure prévue par l'article 52^{quater} peut être ordonnée s'« il existe des indices sérieux de culpabilité ». En exigeant, par analogie avec la législation en matière de détention préventive applicable aux adultes, la constatation formelle par le tribunal de la jeunesse de l'existence d'indices sérieux de culpabilité, les dispositions attaquées peuvent amener celui-ci à trancher des questions coïncidant avec celle qu'il devra traiter en se prononçant sur le fond (voir CEDH, 23 août 1993, *Nortier c. Pays-Bas*, §§ 33 à 37).

B.26.6. Il convient donc, afin de conserver au juge de la jeunesse la mission que la loi lui confie et d'éviter qu'il ne puisse cumuler des fonctions incompatibles, d'annuler les mots « il existe suffisamment d'indices sérieux de culpabilité et que » dans l'article 52, alinéa 6, de la loi du 8 avril 1965 et les mots « il existe des indices sérieux de culpabilité » dans l'article 52^{quater}, alinéa 2, 1^o, de la même loi.

d) *Les régimes de sorties*

B.27.1. L'article 52^{quater}, alinéas 3 à 6, de la loi du 8 avril 1965, remplacé par l'article 98 de la loi du 27 décembre 2006, soumet les sorties du mineur placé en régime éducatif fermé aux conditions suivantes :

- les sorties de l'établissement pour des comparutions judiciaires, des besoins médicaux ou pour assister aux funérailles en Belgique en cas de décès d'un membre de la famille jusqu'au deuxième degré inclus ne nécessitent pas une autorisation du juge de la jeunesse ou du tribunal de la jeunesse, mais l'établissement doit les en informer préalablement par voie de télécopie. Le Roi peut, par arrêté royal délibéré en Conseil des ministres, élargir cette règle à d'autres types de sorties;

- les types de sorties décrits dans le projet pédagogique que l'institution communautaire publique de protection de la jeunesse communique au juge de la jeunesse ou au tribunal de la jeunesse, avec mention des types d'encadrement par type de sorties, peuvent être interdits par le juge de la jeunesse ou le tribunal de la jeunesse par décision motivée pour une ou plusieurs des raisons indiquées dans la loi. L'interdiction peut également ne porter que sur certains types d'activités et être liée à un encadrement insuffisant;

- les sorties, dans le cadre d'activités ne faisant pas explicitement partie du projet pédagogique de l'institution communautaire publique de protection de la jeunesse, font l'objet d'une demande au cas par cas adressée au juge de la jeunesse ou au tribunal de la jeunesse, qui précise le type d'encadrement prévu. La demande est faite au plus tard cinq jours ouvrables avant le début de l'activité. Le juge de la jeunesse ou le tribunal de la jeunesse se prononce dans un délai de quatre jours ouvrables. Une copie de la demande est sans délai communiquée au ministère public par le greffe.

Il ressort des termes de la disposition qu'il ne s'agit pas de conditions liées à l'imposition de la mesure de placement, mais de conditions auxquelles est soumise la sortie de l'établissement, une fois prise la mesure de placement.

B.27.2. L'article 103 de la loi du 27 décembre 2006 complète dans le même sens l'article 6, § 2, de la loi du 1^{er} mars 2002 relative au placement provisoire de mineurs ayant commis un fait qualifié infraction.

En vertu de l'article 8, alinéa 2, de la loi citée en dernier lieu, modifié par l'article 105 de la loi du 27 décembre 2006, l'appel contre une autorisation de sortie du centre est suspensif durant les quinze jours qui suivent l'acte d'appel.

B.28.1. Le premier moyen est pris d'une violation des règles répartitrices de compétence. Selon les parties requérantes, les dispositions attaquées violent l'article 5, § 1^{er}, 6^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 de réformes institutionnelles.

B.28.2. En vertu de l'article 5, § 1^{er}, II, 6^o, d), déjà mentionné, de la loi spéciale du 8 août 1980, la « détermination des mesures qui peuvent être prises à l'égard des mineurs ayant commis un fait qualifié d'infraction » constitue l'une des exceptions pour lesquelles l'autorité fédérale est compétente.

Cette disposition d'exception est le résultat d'un amendement qui visait à établir clairement que seule la détermination même des mesures pouvant être prises à l'égard des mineurs délinquants relevait de la compétence fédérale et que les modalités et l'exécution de ces mesures relevaient de la compétence des communautés (*Doc. parl.*, Chambre, S.E. 1988, n^o 516/5, p. 4; *Ann.*, Chambre, S.E. 1988, 28 juillet 1988, p. 1351).

B.28.3. L'autorité fédérale est donc compétente pour définir le contenu des mesures qui peuvent être prises à l'égard des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction ainsi que les conditions auxquelles elles peuvent être prises, mais cette compétence ne s'étend pas à l'exécution de ces mesures.

Le législateur fédéral peut certes prévoir une mesure de placement et, le cas échéant, exclure ou limiter la possibilité de quitter l'établissement concerné, mais dès que la mesure a été prise, il n'appartient plus à l'autorité fédérale mais aux autorités communautaires d'exécuter cette mesure et, lorsque la mesure de placement n'a pas exclu ou limité les sorties, de définir les conditions auxquelles sont soumises les sorties de l'établissement.

B.28.4. Le premier moyen est fondé.

Le deuxième moyen, qui est pris à titre subsidiaire et qui ne pourrait mener à une annulation plus étendue, ne doit pas être examiné.

e) *Les garanties procédurales en matière de dessaisissement*

B.29. En vertu de l'article 57bis de la loi du 8 avril 1965, inséré par l'article 21 de la loi du 13 juin 2006, le tribunal peut, par décision motivée, se dessaisir et renvoyer l'affaire au ministère public aux fins de poursuite si la personne déférée au tribunal de la jeunesse en raison d'un fait qualifié infraction était âgée de seize ans ou plus au moment de ce fait et si le tribunal de la jeunesse estime inadéquate une mesure de garde, de préservation ou d'éducation.

B.30.1. Les parties requérantes considèrent, dans un premier moyen, que l'article 57bis de la loi viole les articles 10 et 11 de la Constitution lus isolément ou en combinaison avec les articles 3.1, 40.1 et 40.3 de la Convention relative aux droits de l'enfant. Elles reprochent en particulier à cette disposition de permettre que des mineurs soient jugés comme des adultes et ce, en contrariété avec les dispositions visées au moyen.

B.30.2. La loi crée une chambre spécifique au sein du tribunal de la jeunesse qui applique le droit pénal commun et la procédure pénale commune (article 57bis, § 1^{er}, de la loi). Les magistrats qui siègent en première instance et en appel au sein de ces chambres « seront choisis parmi ceux qui ont une formation ou une expérience reconnue en matière de droit de la jeunesse et de droit pénal » (*Doc. parl., Chambre, 2004-2005, DOC 51-1467/001, p. 25*).

La comparution du mineur devant une chambre spécifique n'est toutefois possible que « si la personne concernée est soupçonnée d'avoir commis un délit ou un crime correctionnalisable ». S'il s'agit d'un crime non correctionnalisable, le mineur comparaît devant « la juridiction compétente en vertu du droit commun » (article 57bis, § 1^{er}).

B.30.3. Le législateur a pu raisonnablement considérer qu'en raison même de sa composition, la chambre spécifique « misera intensivement sur la réintégration sociale » et que « le droit pénal permet assez de nuances et d'alternatives pour pouvoir être adapté à la situation particulière de chaque jeune dessaisi » (*Doc. parl., Chambre, 2004-2005, DOC 51-1467/012, p. 55*).

B.30.4. En revanche, aucune mesure équivalente n'a été prise lorsque le tribunal de la jeunesse s'est dessaisi d'un crime non correctionnalisable, ce qui amènera le mineur à comparaître en cour d'assises. Si, comme il fut déclaré au sujet de celle-ci, « vu sa composition spécifique, ce n'est pas possible d'y instaurer une chambre spécialisée », le législateur pouvait prendre des mesures particulières en ce qui concerne le jugement des mineurs.

B.30.5. Si, en vertu de l'article 150 de la Constitution, « le jury est établi en toutes matières criminelles », le législateur peut régler la composition de la cour d'assises qui fait actuellement l'objet des articles 119 à 122 du Code judiciaire en ce qui concerne le siège et de l'article 149 du même Code en ce qui concerne le ministère public. Le législateur pouvait insérer dans ces articles des dispositions qui garantissent que le mineur sera jugé par une juridiction comprenant des magistrats choisis parmi ceux qui ont la même formation ou la même expérience que ceux qui siègent dans la chambre spécifique prévue à l'article 57bis, § 1^{er}, de la loi.

B.30.6. A défaut d'avoir prévu de telles dispositions, le législateur traite différemment les mineurs qui ont fait l'objet d'un dessaisissement selon qu'ils sont soupçonnés d'avoir commis un délit ou un crime correctionnalisable ou qu'ils sont soupçonnés d'avoir commis un crime non correctionnalisable. Si cette différence de traitement repose sur un critère objectif en ce que les infractions de la deuxième catégorie sont plus graves que celles de la première, ce critère, en ce qui concerne des mineurs, n'est pas de nature à justifier ce traitement différent.

B.30.7. Dans cette mesure, l'article 57bis viole les articles 10 et 11 de la Constitution. L'examen du moyen, en ce qu'il est pris de la combinaison de ces articles avec des dispositions de la Convention relative aux droits de l'enfant, ne conduirait pas à une autre conclusion.

B.30.8. L'article 57bis, § 1^{er}, de la loi du 8 avril 1965 doit être annulé en ce qu'il dispose que « si la personne concernée est soupçonnée d'avoir commis un crime non correctionnalisable », l'affaire est renvoyée au ministère public aux fins de poursuite devant la juridiction compétente en vertu du droit commun.

B.30.9. Afin de permettre au législateur d'adopter une nouvelle disposition qui remédie à l'inconstitutionnalité constatée en B.30.7, il convient, en application de l'article 8, alinéa 2, de la loi spéciale du 6 janvier 1989, de maintenir les effets de la disposition partiellement annulée, ainsi qu'il est dit au dispositif.

B.31.1. Dans le second moyen, il est reproché à l'article 57bis, § 3, de violer l'exigence d'impartialité subjective et objective dans la mesure où il ne prévoit pas qu'un autre magistrat que celui qui a pris l'initiative de communiquer le dossier au procureur du Roi statuera sur le réquisitoire éventuel de dessaisissement.

B.31.2. Une bonne administration de la justice garantit au justiciable que sa cause soit entendue par un juge indépendant et impartial, comme l'exigent aussi les articles 5.4 et 6 de la Convention européenne des droits de l'homme. Ceci implique non seulement que le juge soit indépendant et impartial, mais aussi que cette indépendance et cette impartialité ne puissent raisonnablement être mises en doute.

B.31.3. Lorsque le juge de la jeunesse prend l'initiative de communiquer au parquet un dossier relatif à un mineur qui se trouve dans les conditions d'engager une procédure de dessaisissement, il ne tranche aucun point de droit, s'agissant seulement en l'espèce d'informer le procureur du Roi afin que ce dernier puisse traiter le dossier dans les plus brefs délais. La décision de dessaisissement, quant à elle, n'est pas une décision au fond, ayant pour seul objet de déterminer la juridiction compétente pour connaître de l'affaire. Cette décision, enfin, ne peut être prise qu'au terme d'un débat contradictoire.

B.31.4. Le moyen, en sa première branche, n'est pas fondé.

B.32.1. Dans la deuxième branche du moyen, il est reproché à l'article 57bis, § 4, de prévoir que le juge qui prononce le dessaisissement peut aussi ordonner le placement du mineur intéressé dans la section éducation d'un centre fédéral fermé pour mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et ce, à dater de la citation en dessaisissement. Les parties requérantes considèrent que cette disposition viole doublement la présomption d'innocence dans la mesure où c'est le juge qui se prononce sur le dessaisissement qui peut aussi ordonner le transfert susvisé et qu'en outre, le transfert peut s'opérer avant même que le juge se soit prononcé sur le dessaisissement.

B.32.2. L'exposé des motifs de la disposition attaquée explique la mesure de la manière suivante :

« Le mineur qui se trouve en section fermée d'une institution publique de protection de la jeunesse et qui fait l'objet d'une citation en dessaisissement pourra être transféré vers un centre fédéral fermé pendant la durée de la procédure en dessaisissement, et ce en fonction de circonstances particulières.

En effet, il y a lieu de constater qu'aujourd'hui, en raison du caractère de subsidiarité (pour manque de places) du placement en centre fédéral fermé, des jeunes se retrouvent au sein de ce centre alors qu'ils devraient bénéficier de l'encadrement pédagogique des IPPJ. De plus, le nombre de places disponibles dans les IPPJ varie de jour en jour.

Il y a donc lieu de mettre en œuvre un dispositif permettant de réserver prioritairement les places disponibles en IPPJ aux jeunes les plus réceptifs aux mesures éducatives.

Constitueront donc des circonstances particulières, le fait qu'un tel mineur ne puisse être admis dans une IPPJ par manque de place alors qu'y séjourne un jeune ayant fait l'objet d'une citation en dessaisissement.

Dans la même logique, au cas où le tribunal de la jeunesse aurait décidé de ne pas se dessaisir, il devra immédiatement être mis fin au placement du mineur en cours dans le centre fédéral fermé » (*Doc. parl., Chambre, 2004-2005, DOC 51-1467/001, pp. 23-24*).

B.32.3. En ordonnant, par une décision spécialement motivée quant aux circonstances particulières, telles qu'elles sont explicitées dans la citation faite en B.32.2, que le mineur confié à une institution communautaire en régime éducatif fermé est transféré à la section éducation d'un centre fédéral fermé, le juge ne méconnaît pas la présomption d'innocence et ne préjuge pas de la décision qui sera prise sur le dessaisissement.

B.32.4. Le moyen, en sa deuxième branche, n'est pas fondé.

B.33.1. Dans une troisième branche, il est reproché à l'article 57bis, § 5, de prévoir que c'est à dater du jour de la décision de dessaisissement que le mineur devient justiciable de la juridiction ordinaire et non plus, comme sous l'empire de l'ancienne législation, à dater du jour de sa condamnation par la juridiction pénale. Cette mesure violerait le principe d'égalité et de non-discrimination ainsi que le principe de la présomption d'innocence, puisqu'elle prive un mineur du bénéfice des mesures spéciales prévues pour les mineurs délinquants même si la juridiction pénale ordinaire prononçait ultérieurement un acquittement.

B.33.2. Le tribunal de la jeunesse ne peut décider d'un dessaisissement que si l'intéressé a déjà fait l'objet d'une ou de plusieurs mesures de garde, de préservation ou d'éducation ou d'une offre restauratrice ou s'il s'agit d'un fait majeur visé aux articles 373, 375, 393 à 397, 400, 401, 417ter, 417quater et 471 à 475 du Code pénal ou d'une tentative de commettre un fait visé aux articles 393 à 397 du Code pénal (article 57bis, § 1^{er}, alinéa 1^{er}).

B.33.3. Le tribunal de la jeunesse doit motiver le dessaisissement en fonction de la personnalité de la personne concernée, de son entourage et du degré de maturité de celle-ci (article 57bis, § 1^{er}, alinéa 2). Il ne peut en principe se dessaisir qu'après avoir fait procéder à l'étude sociale et à l'examen médico-psychologique visés à l'article 50, alinéa 2 (article 57bis, § 2). En outre, il doit respecter une procédure stricte (article 57bis, § 3).

B.33.4. Enfin, la décision de dessaisissement suppose que le tribunal « estime inadéquate une mesure de garde, de préservation et d'éducation » (article 57bis, § 1^{er}).

B.33.5. Dans ces conditions, le législateur a pu, sans violer ni le principe d'égalité ni la présomption d'innocence, considérer que, lorsque le tribunal prend une décision de dessaisissement à l'égard d'un mineur, les mesures spéciales prévues pour les mineurs se sont révélées inopérantes et que ce mineur devient justiciable de la juridiction ordinaire dès que la décision de dessaisissement est devenue définitive.

B.33.6. Le moyen, en sa troisième branche, n'est pas fondé.

Par ces motifs,

la Cour

1. annule

a) dans l'article 51, § 2, alinéa 3, de la loi du 8 avril 1965 « relative à la protection de la jeunesse, à la prise en charge des mineurs ayant commis un fait qualifié infraction et à la réparation du dommage causé par ce fait », tel qu'il a été modifié par la loi du 13 juin 2006, les mots « l'intéressé ou »;

b) dans l'article 52, alinéa 6, de la même loi du 8 avril 1965, les mots « il existe suffisamment d'indices sérieux de culpabilité et que »;

c) dans l'article 52quater, alinéa 2, 1^o, de la même loi du 8 avril 1965, les mots « il existe des indices sérieux de culpabilité »;

d) les alinéas 3 à 6 de l'article 52quater de la même loi du 8 avril 1965, remplacés par l'article 98 de la loi du 27 décembre 2006 « portant des dispositions diverses (II) »;

e) l'article 57bis, § 1^{er}, de la même loi du 8 avril 1965, en ce qu'il dispose que « si la personne concernée est soupçonnée d'avoir commis un crime non correctionnalisable », l'affaire est renvoyée au ministère public aux fins de poursuite devant la juridiction compétente en vertu du droit commun;

f) les articles 103 et 105 de la loi du 27 décembre 2006 « portant des dispositions diverses (II) », qui complètent l'article 6, § 2, de la loi du 1^{er} mars 2002 « relative au placement provisoire de mineurs ayant commis un fait qualifié infraction »;

2. rejette le recours pour le surplus, sous réserve de ce qui est mentionné en B.16.5;

3. maintient les effets de l'article 57bis, § 1^{er}, de la loi du 8 avril 1965, inséré par la loi du 13 juin 2006, de telle sorte qu'il pourra être appliqué jusqu'à l'adoption d'une disposition nouvelle et, au plus tard, jusqu'au 30 juin 2009.

Ainsi prononcé en langue française, en langue néerlandaise et en langue allemande, conformément à l'article 65 de la loi spéciale du 6 janvier 1989, à l'audience publique du 13 mars 2008.

Le greffier,

P.-Y. Dutilleux.

Le président,

M. Melchior.

GRONDWETTELIJK HOF

N. 2008 — 1212

[2008/200940]

Uittreksel uit arrest nr. 49/2008 van 13 maart 2008

Rolnummer 4125

In zake : het beroep tot gehele of gedeeltelijke vernietiging van de artikelen 5, 7, 11, 15, 16, 17, 19, 21 en 25 van de wet van 13 juni 2006 tot wijziging van de wetgeving betreffende de jeugdbescherming en het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd, en de artikelen 87 tot 91, 98, 103 en 105 van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (II), ingesteld door de VZW « Défense des Enfants - International - Belgique - Branche francophone (D.E.I. Belgique) » en de VZW « Ligue des Droits de l'Homme ».

Het Grondwettelijk Hof,

samengesteld uit de voorzitters M. Melchior en M. Bossuyt, de rechters P. Martens, R. Henneuse, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke en J. Spreutels, en, overeenkomstig artikel 60bis van de bijzondere wet van 6 januari 1989, emeritus voorzitter A. Arts, bijgestaan door de griffier P.-Y. Dutilleux, onder voorzitterschap van voorzitter M. Melchior,

wijst na beraad het volgende arrest :

I. *Onderwerp van het beroep en rechtspleging*

Bij verzoekschrift dat aan het Hof is toegezonden bij op 18 januari 2007 ter post aangetekende brief en ter griffie is ingekomen op 19 januari 2007, is beroep tot gehele of gedeeltelijke vernietiging van de artikelen 5, 7, 11, 15, 16, 17, 19, 21 en 25 van de wet van 13 juni 2006 tot wijziging van de wetgeving betreffende de jeugdbescherming en het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 19 juli 2006, tweede editie) en de artikelen 87 tot 91, 98, 103 en 105 van de wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (II) (bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 28 december 2006, derde editie), ingesteld door de VZW « Défense des Enfants -International - Belgique - Branche francophone (D.E.I. Belgique) », met maatschappelijke zetel te 1000 Brussel, Kiekenmarkt 30, en de VZW « Ligue des Droits de l'Homme », met maatschappelijke zetel te 1190 Brussel, Alsebergsesteenweg 303.

(...)

III. *In rechte*

(...)

Ten aanzien van de ontvankelijkheid van de middelen

B.1. De VZW « Liga voor Mensenrechten » heeft op grond van artikel 87, § 2, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 een memorie van tussenkomst ingediend. Die bepaling staat echter, in tegenstelling tot artikel 85, niet toe dat in de memorie nieuwe middelen worden geformuleerd. De geformuleerde middelen zijn dus niet ontvankelijk, maar in zoverre zij bij de in het verzoekschrift geformuleerde middelen aansluiten, kunnen zij worden aangenomen als in een memorie vervatte opmerkingen.

B.2. De verzoekende partijen voeren in een aantal middelen een schending aan van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met « de minimumrichtsnoeren van de Verenigde Naties voor de rechtsbedeling voor minderjarigen (richtsnoeren van Beijing) », met « de richtsnoeren van Riyad », met « de richtsnoeren van de Verenigde Naties voor de bescherming van de van hun vrijheid beroofde minderjarigen » en met « de richtsnoeren betreffende de kinderen in het stelsel van het strafrecht ».

Daar die « richtsnoeren » niet zijn opgenomen in een normatieve tekst met bindende kracht, kan het Hof niet toezien op de naleving van die bepalingen.

B.3.1. De Ministerraad werpt op dat in een aantal middelen een schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet wordt aangevoerd, zonder dat wordt gepreciseerd welke categorieën van personen met elkaar moeten worden vergeleken en in welke zin het verschil in behandeling discriminerend zou zijn.

B.3.2. Om te voldoen aan de vereisten van artikel 6 van de bijzondere wet van 6 januari 1989, moeten de middelen van het verzoekschrift te kennen geven welke van de regels waarvan het Hof de naleving waarborgt, zouden zijn geschonden, alsook welke de bepalingen zijn die deze regels zouden schenden, en uiteenzetten in welk opzicht die regels door de bedoelde bepalingen zouden zijn geschonden.

Wanneer een schending van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie wordt aangevoerd, moet in de regel worden gepreciseerd welke categorieën van personen met elkaar moeten worden vergeleken en in welk opzicht de aangevochten bepaling een verschil in behandeling teweegbrengt dat discriminerend zou zijn.

Wanneer echter een schending van het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie, in samenhang gelezen met een ander grondrecht, wordt aangevoerd, volstaat het te preciseren in welk opzicht dat grondrecht is geschonden. De categorie van personen van wie dat grondrecht is geschonden moet immers worden vergeleken met de categorie van personen voor wie dat grondrecht is gewaarborgd.

B.3.3. Het Hof zal de middelen onderzoeken voor zover zij aan de voormelde vereisten voldoen.

Ten gronde

B.4. De wet van 13 juni 2006 « tot wijziging van de wetgeving betreffende de jeugdbescherming en het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd », wijzigt op ingrijpende wijze de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming, voortaan « wet betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van het door dit feit veroorzaakte schade » genoemd.

Bij die wet wordt een voorafgaande titel ingevoerd die de beginselen van de rechtsbedeling ten aanzien van minderjarigen uiteenzet; de maatregelen die de jeugdrechter vermag te nemen alsook de factoren waarmee hij rekening moet houden bij het opleggen van die maatregelen, worden aanzienlijk uitgebreid; de responsabilisering van de delinquente minderjarigen en hun ouders wordt nagestreefd, wat de delinquente minderjarigen betreft, door het invoeren van het zogenaamde verbintenisproject en, wat hun ouders betreft, door de mogelijkheid om het opleggen van een ouderstage voor te stellen; ten slotte worden de procedure van uithandengeving door de jeugdrechtbank en de wijze van berechting van de minderjarige na uithandengeving grondig hervormd.

De wet van 27 december 2006 houdende diverse bepalingen (II) heeft enkele artikelen van de wet van 8 april 1965 opnieuw gewijzigd. Zij regelt ook de mogelijkheid voor een minderjarige om de instelling waar hij is geplaatst, te verlaten.

B.5. De verzoekende partijen vorderen de vernietiging van bepalingen die betrekking hebben op :

1. de ouderstage;
2. de maatregelen die de jeugdrechtbank vermag te nemen;
3. de procedurele waarborgen inzake verschillende maatregelen.

1. *De ouderstage*

B.6. Krachtens artikel 29*bis* van de wet van 8 april 1965, zoals ingevoegd bij artikel 5 van de wet van 13 juni 2006 en gewijzigd bij artikel 87 van de wet van 27 december 2006, kan de jeugdrechtbank, wanneer zij een als misdrijf omschreven feit waarvoor een minderjarige werd vervolgd, bewezen verklaart, op vordering van het openbaar ministerie of ambtshalve, het volgen van een ouderstage bevelen aan de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen over deze minderjarige, indien ze zich duidelijk onverschillig opstellen tegenover het delinquent gedrag van deze laatste, en deze onverschilligheid bijdraagt tot de problemen van de minderjarige. Dit kan enkel als aanvullende maatregel bij een maatregel die ten overstaan van de minderjarige wordt opgelegd door de jeugdrechter wanneer het volgen van zulke ouderstage de delinquente minderjarige zelf ten goede kan komen.

Krachtens artikel 45*bis* van de wet van 8 april 1965, zoals ingevoegd bij artikel 11 van de wet van 13 juni 2006 en gewijzigd bij artikel 89 van de wet van 27 december 2006, kan de procureur des Konings aan de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen over de minderjarige die verklaart niet te ontkennen een als misdrijf omschreven feit te hebben gepleegd, voorstellen een ouderstage te volgen wanneer zij zich duidelijk onverschillig opstellen tegenover het delinquent gedrag en deze onverschilligheid bijdraagt tot de problemen van de minderjarige. Ook dit is enkel mogelijk wanneer het volgen van zulke ouderstage de delinquente minderjarige zelf ten goede kan komen.

B.7.1. Het eerste middel is afgeleid uit de schending van de bevoegdheidsverdelende bepalingen. Volgens de verzoekende partijen zou het invoeren van de mogelijkheid om een ouderstage voor te stellen en op te leggen niet tot de bevoegdheid van de federale wetgever behoren. De maatregel zou deel uitmaken van het gezinsbeleid, het beleid inzake maatschappelijk welzijn en de jeugdbescherming.

B.7.2. Krachtens artikel 5, § 1, II, 1°, 2° en 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen zijn de gemeenschappen bevoegd voor :

« 1° Het gezinsbeleid met inbegrip van alle normen van hulp en bijstand aan gezinnen en kinderen.

2° Het beleid inzake maatschappelijk welzijn, met inbegrip van de organieke regels betreffende de openbare centra voor maatschappelijk welzijn, met uitzondering van :

[...]

6° De jeugdbescherming, met inbegrip van de sociale bescherming en de gerechtelijke bescherming, maar met uitzondering van :

a) de burgerrechtelijke regels met betrekking tot het statuut van de minderjarigen en van de familie, zoals die vastgesteld zijn door het Burgerlijk Wetboek en de wetten tot aanvulling ervan;

b) de strafrechtelijke regels waarbij gedragingen die inbreuk plegen op de jeugdbescherming, als misdrijf worden omschreven en waarbij op die inbreuken straffen worden gesteld, met inbegrip van de bepalingen die betrekking hebben op de vervolgingen, onverminderd artikel 11;

c) de organisatie van de jeugdgerichten, hun territoriale bevoegdheid en de rechtspleging voor die gerichten;

d) de opgave van de maatregelen die kunnen worden genomen ten aanzien van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd;

e) de ontzetting uit de ouderlijke macht en het toezicht op de gezinsbijslag of andere sociale uitkeringen ».

B.7.3. De gemeenschappen hebben krachtens die bepaling de volheid van bevoegdheid tot het regelen van de jeugdbescherming in de ruimste zin van het woord, behalve voor de uitdrukkelijk vermelde uitzonderingen.

B.7.4. De ouderstage strekt ertoe een antwoord te bieden op het delinquent gedrag van de jongeren door een van de oorzaken ervan aan te pakken, meer bepaald de onverschilligheid van sommige ouders tegenover het delinquent gedrag van hun kinderen.

Uit de memorie van toelichting blijkt dat de wetgever zich heeft laten inspireren door de volgende aanbeveling van de Raad van Europa betreffende nieuwe wijzen van omgaan met jeugdcriminaliteit en de rol van het jeugdrecht :

« De ouders (of de wettelijke voogden) moeten worden aangemoedigd om zich bewust te worden van hun verantwoordelijkheid ten aanzien van het onrechtmatige gedrag van jonge kinderen en om die verantwoordelijkheid op zich te nemen. Zij zouden aanwezig moeten zijn tijdens de rechtszittingen van de rechtbanken (tenzij zulks wordt beschouwd als strijdig met het beoogde doel) en, indien de omstandigheden het toelaten, hulp, steun en raad moeten kunnen krijgen. Indien verantwoord, moeten zij instemmen met psychosociale begeleiding of een opleiding volgen in verband met het uitoefenen van hun verantwoordelijkheid als ouder, erop toezien dat hun kind naar school gaat en de officiële organen bijstaan in het kader van de tenuitvoerlegging van de sancties en maatregelen binnen de gemeenschap » (*Parl. St.*, Kamer, 2004-2005, DOC 51-1467/001, pp. 18-19).

B.7.5. Hoewel de ouderstage onrechtstreeks ook de minderjarige ten goede komt, is het een maatregel die uit de aard zelf enkel op de ouders van de minderjarige van toepassing is en die in essentie gericht is op de bewustwording van hun rol en verantwoordelijkheid als ouders en op de begeleiding bij het hervatten van de opvoeding van en het herstellen van het ouderlijk gezag over hun kind. De ouderstage vertoont in die zin verwantschap met de maatregel van opvoedingsbijslag waarin de artikelen 30 en 31 van de wet van 8 april 1965 betreffende de jeugdbescherming oorspronkelijk voorzagen.

De ouderstage maakt geen deel uit van de ten behoeve van de federale overheid in artikel 5, § 1, II, 6°, d), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 vermelde uitzondering, namelijk : « de opgave van de maatregelen die kunnen worden genomen ten aanzien van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd ».

B.7.6. Om zijn bevoegdheid ten aanzien van die minderjarigen op een nuttige wijze te kunnen uitoefenen, heeft de federale wetgever het nochtans noodzakelijk kunnen achten dat de ouders die zich onverschillig opstellen ten aanzien van het delinquent gedrag van hun minderjarige kinderen, zouden worden geresponsabiliseerd. Aangezien het aldus gaat om een begeleidingsmaatregel met een zeer beperkt toepassingsgebied, blijkt niet dat de uitoefening door de gemeenschappen van hun bevoegdheid inzake jeugdbescherming, gezinsbeleid en maatschappelijk welzijn daardoor op onevenredige wijze is aangetast.

In dat verband stelt het Hof trouwens vast dat er, vooraleer de bestreden bepalingen werden aangenomen, overleg heeft plaatsgevonden met de gemeenschappen (*Parl. St.*, Kamer, 2004-2005, DOC 51-1467/012, p. 5), dat op 13 december 2006 een samenwerkingsakkoord werd gesloten tussen de federale Staat, de Vlaamse Gemeenschap, de Franse Gemeenschap, de Duitstalige Gemeenschap en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie betreffende de organisatie en financiering van de ouderstage en dat hun wetgevende vergaderingen met dit samenwerkingsakkoord hebben ingestemd.

B.7.7. Het middel is niet gegrond.

B.8.1. Het tweede, het derde en het vierde middel tegen de in B.6 vermelde bepalingen inzake de ouderstage zijn afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met de artikelen 6 en 7.1 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en met het algemeen rechtsbeginsel van het persoonlijk karakter van de straf, en uit de schending van artikel 12, tweede lid, van de Grondwet.

B.8.2. De middelen gaan verkeerdelijk uit van de veronderstelling dat de ouderstage als een straf in de zin van de voormelde grondwets- en verdragsbepalingen moet worden beschouwd.

De ouderstage is weliswaar een middel waarmee de jeugdrechter onverschillige ouders tot de orde kan roepen, maar zoals in B.7.5 is uiteengezet, vertoont het alle kenmerken van een begeleidingsmaatregel en niet van een strafmaatregel.

B.8.3. De middelen zijn niet gegrond.

B.9.1. Het vijfde middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10, 11 en 22 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, doordat de ouderstage een onevenredige inmenging zou inhouden in het privé- en gezinsleven van de betrokkenen.

B.9.2. Zelfs indien een maatregel die de ouders begeleidt en bijstaat in hun rol als opvoeder als een inmenging in hun privé- en gezinsleven zou kunnen worden beschouwd, zou het, gelet op, enerzijds, de dwingende maatschappelijke doelstelling van responsabilisering van bepaalde ouders door die maatregel en, anderzijds, het zeer beperkte toepassingsgebied van de ouderstage, niet gaan om een onevenredige inbreuk op het recht op eerbiediging van het privé- en gezinsleven.

B.9.3. Het middel is niet gegrond.

B.10. De verzoekende partijen vorderen vervolgens de vernietiging van artikel 25 van de wet van 13 juni 2006, dat artikel 85 van de wet van 8 april 1965, opgeheven bij de wet van 10 augustus 2005, herstelt.

Op grond van die bepaling kunnen de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen en die weigeren de door de jeugdrechtbank opgelegde ouderstage te volgen of aan de uitvoering ervan mee te werken, worden veroordeeld tot een gevangenisstraf van één tot zeven dagen en tot een geldboete van één euro tot 25 euro of tot één van die straffen alleen.

B.11.1. Het eerste middel tegen die bepaling is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, in samenhang gelezen met artikel 6.2 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en met het beginsel van het persoonlijk karakter van de straf.

B.11.2. In tegenstelling tot wat de verzoekende partijen lijken te veronderstellen, wordt de straf niet opgelegd wegens het strafbaar feit dat een minderjarige heeft gepleegd, naar aanleiding waarvan de ouderstage kon worden opgelegd, maar enkel wegens de weigering, door de personen zelf die het ouderlijk gezag uitoefenen, om de ouderstage te volgen of aan de uitvoering ervan mee te werken.

B.11.3. Het middel is niet gegrond.

B.12.1. Het tweede en het derde middel zijn afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 7.1 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, en uit de schending van artikel 12, tweede lid, van de Grondwet.

B.12.2. Wanneer de niet-naleving van een bepaling aanleiding kan geven tot strafrechtelijke vervolging, dan vereist het wettigheidsbeginsel, gewaarborgd door artikel 12, tweede lid, van de Grondwet en artikel 7.1 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, dat die bepaling is geformuleerd in bewoordingen op grond waarvan eenieder, op het ogenblik waarop hij een gedrag aanneemt, kan uitmaken of dat gedrag al dan niet strafbaar is.

B.12.3. Het gedrag dat krachtens de bestreden bepaling aanleiding kan geven tot strafrechtelijke vervolging is het weigeren de door de jeugdrechtbank opgelegde ouderstage te volgen of het weigeren aan de uitvoering ervan mee te werken.

Een weigering is een afwijzende houding die door de rechter op objectieve wijze kan worden vastgesteld. De wetgever heeft aldus in voldoende nauwkeurige, duidelijke en rechtszekerheid biedende bewoordingen bepaald welke feiten strafbaar worden gesteld, zodat, enerzijds, degene die een gedrag aanneemt, vooraf op afdoende wijze kan inschatten wat het strafrechtelijke gevolg van dat gedrag kan zijn en, anderzijds, aan de rechter geen al te grote beoordelingsvrijheid wordt gelaten.

Het wettigheidsbeginsel in strafzaken staat overigens niet eraan in de weg dat de wet aan de rechter een beoordelingsbevoegdheid toekent. Er dient immers rekening te worden gehouden met het algemene karakter van de wetten, de uiteenlopende situaties waarop zij van toepassing zijn en de evolutie van de gedragingen die zij bestraffen.

B.12.4. De middelen zijn niet gegrond.

2. *De maatregelen die de jeugdrechtbank vermag te nemen*

B.13. De verzoekende partijen bestrijden verschillende bepalingen van de wet van 13 juni 2006 met betrekking tot de maatregelen die de jeugdrechtbank vermag te nemen, meer bepaald :

a) sommige van de criteria waarmee de jeugdrechtbank rekening dient te houden bij het opleggen van maatregelen van bewaring, behoeding en opvoeding;

b) de mogelijkheid voor de jeugdrechtbank om de (voorlopige) maatregelen van bewaring, behoeding en opvoeding te cumuleren;

c) de mogelijkheid voor de jeugdrechtbank om de minderjarige verschillende vormen van hulpverlening inzake geestelijke gezondheid en verslaving op te leggen;

d) de mogelijkheid voor de jeugdrechtbank om maatregelen uit te spreken ten aanzien van minderjarigen van minder dan twaalf jaar;

e) de mogelijkheid voor de jeugdrechtbank om het uitstel van de plaatsing van de minderjarige te koppelen aan de voorwaarde dat een prestatie van opvoedkundige aard van ten hoogste 150 uur wordt uitgevoerd;

f) de mogelijkheid voor de jeugdrechtbank om regels op te leggen als voorwaarde voor het behoud in de leefomgeving;

g) de mogelijkheid voor de jeugdrechtbank om maatregelen te nemen wanneer de minderjarige zijn project op ontoereikende wijze uitvoert;

h) de nieuwe voorwaarden inzake de toegang tot een open opvoedingsafdeling van een openbare gemeenschapsinstelling voor jeugdbescherming;

i) de wijzigingen van de bepaling inzake de door de procureur des Konings voorgestelde bemiddeling.

a) *De criteria waarmee de jeugdrechtbank rekening dient te houden*

B.14.1. Krachtens artikel 37, § 1, van de wet van 8 april 1965, zoals gewijzigd bij artikel 7, 1°, van de wet van 13 juni 2006, dient de jeugdrechtbank, wanneer zij maatregelen van bewaring, behoeding en opvoeding oplegt, rekening te houden met (1°) de persoonlijkheid en de maturiteitsgraad van de betrokkene, (2°) zijn leefomgeving, (3°) de ernst van de feiten, de omstandigheden waarin zij zijn gepleegd, de schade en de gevolgen voor het slachtoffer, (4°) de vroegere maatregelen die ten aanzien van de betrokkene werden genomen, en diens gedrag gedurende de uitvoering ervan, (5°) de veiligheid van de betrokkene en (6°) de openbare veiligheid.

In een enig middel voeren de verzoekende partijen aan dat de verplichting om rekening te houden met « de ernst van de feiten », « de schade en de gevolgen voor het slachtoffer » en « de openbare veiligheid » in strijd is met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 3.1, 40.1 en 40.3 van het Verdrag inzake de rechten van het kind. Die criteria zouden geen verband vertonen met de doelstelling van de te nemen maatregelen of op zijn minst niet evenredig zijn met die doelstelling.

B.14.2. Artikel 3.1 van het Verdrag inzake de rechten van het kind bepaalt :

« Bij alle maatregelen betreffende kinderen, ongeacht of deze worden genomen door openbare of particuliere instellingen voor maatschappelijk welzijn of door rechterlijke instanties, bestuurlijke autoriteiten of wetgevende lichamen, vormen de belangen van het kind de eerste overweging ».

De artikelen 40.1 en 40.3 van hetzelfde Verdrag bepalen :

« 1. De staten die partij zijn, erkennen het recht van ieder kind dat wordt verdacht van, vervolgd wegens of veroordeeld omwille van het begaan van een strafbaar feit, op een wijze van behandeling die geen afbreuk doet aan het gevoel van waardigheid en eigenwaarde van het kind, die de eerbied van het kind voor de rechten van de mens en de fundamentele vrijheden van anderen vergroot, en waarbij rekening wordt gehouden met de leeftijd van het kind en met de wenselijkheid van het bevorderen van de herintegratie van het kind en van de aanvaarding door het kind van een opbouwende rol in de samenleving.

[...]

3. De Staten die partij zijn, streven ernaar de totstandkoming te bevorderen van wetten, procedures, autoriteiten en instellingen die in het bijzonder bedoeld zijn voor kinderen die worden verdacht van, vervolgd wegens of veroordeeld omwille van het begaan van een strafbaar feit, en, in het bijzonder :

a) een minimumleeftijd vast te stellen onder welke kinderen niet in staat worden geacht een strafbaar feit te begaan;

b) wanneer passend en wenselijk, maatregelen in te voeren voor de handelwijze ten aanzien van deze kinderen zonder dat men zijn toevlucht neemt tot gerechtelijke stappen, mits de rechten van de mens en de wettelijke garanties volledig worden geëerbiedigd ».

B.14.3. De criteria die worden opgesomd in artikel 37, § 1, dragen ertoe bij de beslissingen van de jeugdrechtbank te objectiveren en maken het mogelijk de maatregelen aan te passen aan de persoonlijke situatie van de jongere (leeftijd van de dader, specifieke toestand, specifieke behoeften).

B.14.4. Wat in het bijzonder het belang van de minderjarige betreft, ook al wordt het niet uitdrukkelijk onder die criteria vermeld, toont het 5° van de voorafgaande titel van de wet van 8 april 1965, waarin wordt bepaald dat de minderjarige de rechten en vrijheden geniet die zijn vervat in de Grondwet en in het Verdrag inzake de rechten van het kind, aan dat de jeugdrechter die bepalingen in elk geval moet naleven wanneer hij een maatregel ten aanzien van een minderjarige neemt.

B.14.5. Het middel is niet gegrond.

b) *De cumulatie van maatregelen*

B.15.1. Artikel 37, § 2, van de wet van 8 april 1965, zoals vervangen bij artikel 7, 2°, van de wet van 13 juni 2006, preciseert de maatregelen van bewaring, behoeding en opvoeding die de jeugdrechtbank kan opleggen. Artikel 52 van de wet van 8 april 1965, gewijzigd bij artikel 17 van de wet van 13 juni 2006, bepaalt welke voorlopige maatregelen van bewaring de jeugdrechtbank vermag op te leggen. De grief van de verzoekende partijen heeft betrekking op de mogelijkheid om die maatregelen « op cumulatieve wijze » op te leggen.

Het enige middel is afgeleid uit de schending van de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 3.1 en 40.1 van het Verdrag inzake de rechten van het kind. De mogelijkheid tot cumulatie van maatregelen zou niet in overeenstemming zijn met het hoger belang van het kind en zou in elk geval niet evenredig zijn met de doelstelling van de wetgever. Bovendien zouden de mogelijkheden voor tenuitvoerlegging van bepaalde maatregelen ontoereikend zijn.

B.15.2. Nu elk van de mogelijke maatregelen, afzonderlijk beschouwd, moet worden geacht in het belang te zijn van de minderjarige, is er geen reden om aan te nemen dat een eventuele cumulatie van maatregelen niet in het belang van de minderjarige zou zijn. Er rust in dat verband op de jeugdrechtbank een versterkte motiveringsplicht (artikel 37, § 2 *quinquies*, van de wet van 8 april 1965, ingevoegd bij artikel 7, 6°, van de wet van 13 juni 2006; artikel 52, vijfde en zesde lid, van de wet van 8 april 1965, gewijzigd bij artikel 17 van de wet van 13 juni 2006).

B.15.3. In zoverre de grief betrekking heeft op de ontoereikende mogelijkheden voor tenuitvoerlegging van bepaalde maatregelen, betreft zij de toepassing van de wet en ontsnapt zij derhalve aan de toetsingsbevoegdheid van het Hof.

B.15.4. Het middel is niet gegrond.

c) *De maatregelen van hulpverlening inzake geestelijke gezondheid en verslaving*

B.16.1. Tot de maatregelen van bewaring, behoeding en opvoeding die de jeugdrechtbank krachtens artikel 37, § 2, van de wet van 8 april 1965, vervangen bij artikel 7, 2°, van de wet van 13 juni 2006, ten aanzien van een minderjarige kan nemen, behoren onder meer het volgen van een ambulante behandeling bij een psychologische of psychiatrische dienst, bij een dienst voor seksuele opvoeding of bij een dienst die deskundig is op het gebied van alcohol- of drugverslaving (5°), het toevertrouwen aan een rechtspersoon die voorstelt de verwezenlijking van een positieve prestatie te begeleiden, die bestaat in hetzij een opleiding, hetzij de deelname aan een georganiseerde activiteit (6°), het plaatsen in een ziekenhuisdienst (9°) en het overgaan tot residentiële plaatsing in een dienst die deskundig is op het gebied van alcohol- of drugverslaving, of enige andere vorm van verslaving, indien uit een omstandig medisch verslag, dat minder dan een maand oud is, blijkt dat de fysieke of psychische integriteit van de betrokkene niet op een andere wijze kan worden beschermd (10°).

Volgens de verzoekende partijen zijn die maatregelen in strijd met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, met de artikelen 3.1, 3.3, 16, 40.1 en 40.3 van het Verdrag inzake de rechten van het kind en met het rechtszekerheidsbeginsel. Zij voeren aan dat de beoogde diensten niet gespecialiseerd dienen te zijn in de problemen van kinderen of erkend of ingericht door de gemeenschappen. Evenmin wordt vereist dat de jongeren die het voorwerp van dergelijke maatregelen uitmaken, worden afgezonderd van de volwassenen. Ten slotte zijn zij van oordeel dat niemand ertoe kan worden verplicht zich te laten verzorgen.

B.16.2. Artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens bepaalt :

« 1. Eenieder heeft recht op eerbiediging van zijn privéleven, zijn gezinsleven, zijn huis en zijn briefwisseling.

2. Geen inmenging van enig openbaar gezag is toegestaan met betrekking tot de uitoefening van dit recht dan voor zover bij de wet is voorzien en in een democratische samenleving noodzakelijk is in het belang van 's lands veiligheid, de openbare veiligheid, of het economisch welzijn van het land, de bescherming van de openbare orde en het voorkomen van strafbare feiten, de bescherming van de gezondheid of de goede zeden, of voor de bescherming van de rechten en vrijheden van anderen ».

De artikelen 3.1, 40.1 en 40.3 van het Verdrag inzake de rechten van het kind werden reeds in B.14.2 aangehaald.

Artikel 3.3 van hetzelfde Verdrag bepaalt :

« De Staten die partij zijn, waarborgen dat de instellingen, diensten en voorzieningen die verantwoordelijk zijn voor de zorg voor of de bescherming van kinderen voldoen aan de door de bevoegde autoriteiten vastgestelde normen, met name ten aanzien van de veiligheid, de gezondheid, het aantal personeelsleden en hun geschiktheid, alsmede bevoegd toezicht ».

Artikel 16 van hetzelfde Verdrag bepaalt :

« 1. Geen enkel kind mag worden onderworpen aan willekeurige of onrechtmatige inmenging in zijn privéleven, in zijn gezinsleven, zijn huis of zijn briefwisseling, noch aan enige onrechtmatige aantasting van zijn eer en goede naam.

2. Het kind heeft recht op bescherming door de wet tegen zodanige inmenging of aantasting ».

B.16.3. Uit de bestreden bepaling, noch uit enig ander gegeven kan worden afgeleid dat de wetgever de internationale verbintenissen die voortvloeien uit de artikelen 3 en 40 van het Verdrag inzake de rechten van het kind, niet in acht zou hebben genomen. Uit de voorafgaande titel van de wet van 8 april 1965, ingevoegd bij artikel 3 van de wet van 13 juni 2006, blijkt overigens het tegendeel.

Voorts zetten de verzoekende partijen niet uiteen in welk opzicht afbreuk zou zijn gedaan aan het rechtszekerheidsbeginsel.

B.16.4. Het recht op fysische en psychische integriteit vormt een fundamenteel aspect van het recht op eerbiediging van het privéleven. Een aantasting van die integriteit, zelfs indien die beperkt is, zoals in geval van een verplichte medische behandeling, kan derhalve een inmenging in het privéleven vormen (EHRM, 5 juli 1999, *Matter t. Slowakije*, § 64; EHRM, 22 juli 2003, *Y.F. t. Turkije*, § 33).

Elke overheidsinmenging in het recht op eerbiediging van het privéleven moet worden voorgeschreven door een voldoende precieze wettelijke bepaling en beantwoorden aan een dwingende maatschappelijke behoefte, wat te dezen het geval is.

Een verplichte medische behandeling kan slechts als een verantwoorde maatregel worden aangemerkt wanneer de therapeutische noodzaak ervan is vastgesteld (*mutatis mutandis* EHRM, 19 juni 2007, *Ciorap t. Moldavië*, § 77).

B.16.5. Voor de residentiële plaatsing in een dienst die bevoegd is op het gebied van alcohol- of drugverslaving, of enige andere vorm van verslaving, heeft de wetgever uitdrukkelijk bepaald dat die maatregel slechts kan worden opgelegd indien uit een omstandig medisch verslag, dat minder dan een maand oud is, blijkt dat de fysieke of psychische integriteit van de betrokkene niet op een andere wijze kan worden beschermd.

Wat de overige maatregelen betreft die een verplichte medische behandeling inhouden, wat het geval is voor de ambulante behandeling bij een psychiatrische dienst en de plaatsing in een ziekenhuisdienst, moet artikel 37, § 2, van de wet van 8 april 1965, in het licht van de voormelde verdragsbepalingen, zo worden begrepen dat die maatregelen eveneens op een geneeskundige beoordeling dienen te zijn gesteund.

B.16.6. Onder voorbehoud van hetgeen in B.16.5 is vermeld, is het middel niet gegrond.

d) *De maatregelen ten aanzien van minderjarigen van minder dan twaalf jaar*

B.17.1. Op grond van artikel 37, § 2, eerste lid, van de wet van 8 april 1965, vervangen bij artikel 7, 2°, van de wet van 13 juni 2006 en gewijzigd bij artikel 88 van de wet van 27 december 2006, kunnen bepaalde maatregelen ook worden bevolen ten opzichte van personen van minder dan twaalf jaar, verwezen uit hoofde van een als misdrijf omschreven feit. Het gaat om het berispen van de minderjarige (1°), het onder het toezicht plaatsen van de bevoegde sociale dienst (2°) en het onder een intensieve educatieve begeleiding plaatsen en onder de geïndividualiseerde omkadering van een referentieopvoeder (3°).

Volgens de verzoekende partijen is de verlaging van de leeftijdsgrens in strijd met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 3.1, 40.1 en 40.3 van het Verdrag inzake de rechten van het kind.

B.17.2. De voormelde verdragsbepalingen houden weliswaar de verplichting in om een minimumleeftijd vast te stellen onder welke kinderen niet in staat worden geacht een misdrijf te begaan, zonder evenwel zelf die leeftijd te bepalen. De in de bestreden bepaling voorgeschreven maatregelen hebben evenwel geen strafrechtelijk karakter, maar zijn enkel maatregelen van bewaring, behoeding en opvoeding. Bovendien bepaalt artikel 37, § 1, tweede lid, dat de jeugdrechter inzonderheid dient rekening te houden met de persoonlijkheid en de maturiteitsgraad van de betrokkene.

B.17.3. Het middel is niet gegrond.

e) *Het voorwaardelijke uitstel van de plaatsing van de minderjarige*

B.18.1. Op grond van artikel 37, § 2, vijfde lid, van de wet van 8 april 1965, vervangen bij artikel 7, 2°, van de wet van 13 juni 2006, kan de rechtbank de uitvoering van de plaatsingsmaatregel uitstellen voor een termijn van zes maanden, te rekenen van de datum van het vonnis, op voorwaarde dat de betrokkene zich verbindt tot het uitvoeren van een prestatie van opvoedkundige aard en van algemeen nut van ten hoogste 150 uur.

Volgens de verzoekende partijen is de voorwaarde voor het uitstellen van de plaatsingsmaatregel in strijd met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens en met de artikelen 3.1, 16, 40.1 en 40.3 van het Verdrag inzake de rechten van het kind. Zij zijn in essentie van mening dat het behoud van de minderjarige in het gezin moet kunnen worden gewaarborgd door middel van het uitstel onder andere voorwaarden.

B.18.2. Artikel 37, § 2, vijfde lid, van de wet van 8 april 1965, ingevoegd bij de wet van 13 juni 2006, strekt ertoe het aantal plaatsingen te beperken door de betrokken jongeren - hoewel een dergelijke plaatsingsmaatregel aangewezen lijkt - niettemin toe te laten alsnog verder in hun leefomgeving te blijven op voorwaarde dat zij zich verbinden tot het uitvoeren van een prestatie van opvoedkundige aard en van algemeen nut van ten hoogste 150 uur. Die bepaling moet in samenhang worden gelezen met artikel 37, § 2, derde lid, dat voorziet in een hiërarchie in de maatregelen die de jeugdrechtbank kan nemen en die erop neerkomt dat zij de voorkeur moet geven aan maatregelen waarbij de jongere verder in zijn leefomgeving kan verblijven. Het is maar wanneer zulke maatregelen geen geschikte reactie vormen op het gedrag van de jongere dat een plaatsingsmaatregel kan worden genomen, waarbij dan nog de plaatsing in een open afdeling de voorkeur geniet boven de plaatsing in een gesloten afdeling. De jeugdrechtbank dient dergelijke maatregel overigens bijzonder te motiveren op grond van de in artikel 37, § 1, bedoelde criteria en specifieke omstandigheden en, wat de plaatsing in een gesloten opvoedingsafdeling betreft, rekening houdend met de in artikel 37, § 2, derde lid, bedoelde prioriteiten (artikel 37, § 2^{quinquies}).

Luidens artikel 37, § 2bis, kan de jeugdrechtbank het behoud van de betrokkenen in hun leefomgeving afhankelijk maken van diverse voorwaarden, die in het middel zijn vermeld, nu deze bepaling ertoe strekt zoveel als mogelijk plaatsingen te vermijden.

De bestreden maatregel is eveneens ingegeven door deze zorg en strekt ertoe een laatste kans te geven aan de betrokkene om een dergelijke plaatsing te vermijden. Wanneer de prestatie van opvoedkundige aard en van algemeen nut van ten hoogste 150 uur tot het verhoopde resultaat leidt, zal niet moeten worden overgegaan tot de uitvoering van de plaatsingsmaatregel die uiteraard een grotere inmenging in het privé- en gezinsleven van de betrokken jongere inhoudt.

De maatregel is bij de wet voorgeschreven en kan worden geacht in een democratische samenleving nodig te zijn in het belang van de bescherming van de openbare orde, het voorkomen van als misdrijf omschreven feiten en de bescherming van de rechten en vrijheden van anderen. Hij is niet onevenredig met de door de wetgever nagestreefde doelstelling.

B.18.3. Het middel is niet gegrond.

f) *De voorwaarden voor het behoud van de minderjarige in zijn leefomgeving*

B.19.1. Volgens artikel 37, § 2bis, van de wet van 8 april 1965, ingevoegd bij artikel 7, 3°, van de wet van 13 juni 2006, kan de rechtbank het behoud van de voor haar gebrachte personen in hun leefomgeving afhankelijk maken van bepaalde voorwaarden, waaronder het niet uitoefenen van bepaalde bezigheden (8°), het naleven van een huisarrest (9°) en het in acht nemen van andere voorwaarden of specifieke verbodsmaatregelen die de rechtbank bepaalt (10°).

Volgens de verzoekende partijen zijn die voorwaarden in strijd met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met artikel 8 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, met de artikelen 3.1, 7, 9, 16, 40.1 en 40.3 van het Verdrag inzake de rechten van het kind en met het rechtszekerheidsbeginsel, doordat zij aan de rechter een te ruime beoordelingsbevoegdheid zouden toekennen en op onevenredige wijze afbreuk zouden doen aan het recht op eerbiediging van het privé- en gezinsleven van de minderjarige en zijn ouders.

B.19.2. De voorwaarden waarvan het behoud van een minderjarige in zijn leefomgeving afhankelijk wordt gesteld, vormen door hun aard zelf een inmenging in het recht op eerbiediging van het privé- en gezinsleven.

B.19.3. De bekritiseerde voorwaarden, zoals overigens alle reeds besproken maatregelen, kunnen slechts worden opgelegd wanneer een minderjarige het voorwerp uitmaakt van een procedure wegens een als misdrijf omschreven feit.

Elke persoon die zich in die situatie bevindt kan, met name op grond van de bestreden bepaling, in redelijke mate voorzien wat de gevolgen van die procedure kunnen zijn voor zijn privé- en gezinsleven. Bovendien kunnen de bekritiseerde voorwaarden noodzakelijk worden geacht in een democratische samenleving ter bescherming van de openbare orde en het voorkomen van strafbare feiten. Het feit dat zij aan de rechter een ruime beoordelingsbevoegdheid toekennen volstaat niet om tot een schending van het recht op eerbiediging van het privé- en gezinsleven te besluiten nu de rechter zelf eveneens ertoe gehouden is, wanneer hij een voorwaarde oplegt voor het behoud van een minderjarige in zijn leefomgeving, na te gaan of daardoor niet op onevenredige wijze afbreuk wordt gedaan aan dat recht.

Het opleggen van de voormelde voorwaarden is in dat verband aan een bijzondere motiveringsverplichting door de jeugdrechtbank onderworpen (artikel 37, § 2quinquies, van de wet van 8 april 1965).

B.19.4. Het middel is niet gegrond.

g) *De ontoereikende uitvoering van het project van de minderjarige*

B.20.1. Met toepassing van artikel 37, § 2ter, van de wet van 8 april 1965, ingevoegd bij artikel 7, 4°, van de wet van 13 juni 2006, kan de minderjarige die het voorwerp uitmaakt van een procedure wegens een als misdrijf omschreven feit aan de rechtbank een geschreven project voorleggen, waarin hij bepaalde verbintenissen aangaat, zoals het aanbieden van schriftelijke of mondelinge verontschuldigen, het herstellen *in natura* van de veroorzaakte schade, het deelnemen aan een herstelrechtelijk aanbod, aan een programma gericht op integratie in het schoolleven of aan welbepaalde activiteiten in het kader van een leer- en opleidingsproject, het volgen van een ambulante behandeling en het zich aanmelden bij de diensten voor jeugdhulpverlening (artikel 37, § 2ter, eerste lid, 1° tot 7°).

Indien de jeugdrechtbank dat project goedkeurt, dient het door de minderjarige onder toezicht van de bevoegde sociale dienst te worden uitgevoerd (artikel 37, § 2ter, derde lid).

Indien het project niet of op ontoereikende wijze werd uitgevoerd, kan de rechtbank een andere maatregel opleggen (artikel 37, § 2ter, derde lid).

De verzoekende partijen voeren aan dat de laatstgenoemde bepaling in strijd is met de artikelen 10, 11 en 22bis van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 3.1, 40.1 en 40.3 van het Verdrag inzake de rechten van het kind en met het rechtszekerheidsbeginsel, doordat de « ontoereikende uitvoering » een vaag en onduidelijk criterium is dat onvoldoende voorzienbaar zou zijn.

B.20.2. Artikel 22bis van de Grondwet bepaalt :

« Elk kind heeft recht op eerbiediging van zijn morele, lichamelijke, geestelijke en seksuele integriteit.

De wet, het decreet of de in artikel 134 bedoelde regel waarborgen de bescherming van dat recht ».

De artikelen 3.1, 40.1 en 40.3 van het Verdrag inzake de rechten van het kind werden reeds vermeld in B.14.2.

B.20.3. De verbintenissen die in het geschreven project worden aangegaan en die in de wet op nauwkeurige wijze zijn omschreven, zijn van die aard dat de jeugdrechtbank op objectieve en redelijke wijze kan vaststellen of ze geheel, dan wel slechts gedeeltelijk, zijn uitgevoerd. Zij komt overigens in een gemotiveerde beslissing tot die vaststelling na een debat op tegenspraak, in voorkomend geval in aanwezigheid van de advocaat van de minderjarige, en met eerbiediging van de rechten van de verdediging.

B.20.4. Het middel is niet gegrond.

h) *De voorwaarden inzake de toegang tot een open opvoedingsafdeling van een openbare gemeenschapsinstelling voor jeugdbescherming*

B.21.1. Artikel 37, § 2quater, eerste lid, van de wet van 8 april 1965, ingevoegd bij artikel 7, 5°, van de wet van 13 juni 2006, zet de voorwaarden uiteen voor de plaatsing van personen die twaalf jaar zijn of meer in een open opvoedingsafdeling van een openbare gemeenschapsinstelling voor jeugdbescherming. Dergelijke plaatsing is met name mogelijk als die personen « een als slagen en verwondingen omschreven feit hebben gepleegd » (artikel 37, § 2quater, eerste lid, 2°).

Volgens de verzoekende partijen schendt die bepaling de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 3.1, 40.1 en 40.3 van het Verdrag inzake de rechten van het kind, doordat zij, gelet op de ruime draagwijdte van het strafrechtelijk begrip « slagen en verwondingen » onevenredig zou zijn ten aanzien van de doelstellingen van de wetgever.

B.21.2. De wetgever vermocht ervan uit te gaan dat de aantasting van de lichamelijke integriteit voldoende ernstig en zorgwekkend is om de plaatsing in een open opvoedingsafdeling van een openbare gemeenschapsinstelling voor jeugdbescherming te verantwoorden.

De betwiste voorwaarde stelt de jeugdrechter evenwel niet vrij van het onderzoek naar het passende karakter van de beoogde maatregel. Hij kan de plaatsingsmaatregel slechts opleggen, rekening houdend met de in artikel 37, § 1, van de wet van 8 april 1965 vermelde factoren en met de in artikel 37, § 2, door de wetgever uitgedrukte voorkeur, inzonderheid de belangen van het kind.

B.21.3. Het middel is niet gegrond.

i) *De wijzigingen van de bepaling die betrekking heeft op de door de procureur des Konings voorgestelde bemiddeling*

B.22.1. Op grond van artikel 45^{quater} van de wet van 8 april 1965, ingevoegd bij artikel 13 van de wet van 13 juni 2006, kan de procureur des Konings aan de persoon die ervan wordt verdacht een als misdrijf omschreven feit te hebben gepleegd, aan de personen die het ouderlijk gezag over hem uitoefenen, aan de personen die hem in rechte of in feite onder hun bewaring hebben en aan het slachtoffer onder bepaalde voorwaarden een bemiddelingsvoorstel doen.

Die bepaling wordt door de verzoekende partijen in een ander verzoekschrift bestreden (zaak nr. 4081). In het thans voorliggende verzoekschrift bestrijden zij evenwel de latere wijzigingen van die bepaling.

Artikel 90 van de wet van 27 december 2006 heeft in de Franse tekst van artikel 45^{quater}, § 2, tweede lid, het woord « *présumée* » vervangen door het woord « *soupçonnée d'* ».

Artikel 91 van dezelfde wet heeft in artikel 45^{quater}, § 3, tweede lid, de woorden « *dader van een als misdrijf omschreven feit* » vervangen door de woorden « *in artikel 36, 4^o, bedoelde persoon* ».

B.22.2. De grieven van de verzoekende partijen zijn in werkelijkheid gericht tegen het in dit verzoekschrift niet bestreden artikel 13 van de wet van 13 juni 2006 en niet tegen de artikelen 90 en 91 van de wet van 27 december 2006, die overigens de draagwijdte van artikel 45^{quater} van de wet van 8 april 1965 niet beogen te wijzigen.

Die grieven zijn niet ontvankelijk.

3. *De procedurele waarborgen*

B.23. De verzoekende partijen voeren aan dat de bepalingen van de wetten van 13 juni 2006 en 27 december 2006 met betrekking tot de maatregelen die de jeugdrechtbank, of in voorkomend geval de onderzoeksrechter, vermag te nemen verschillende procedurele gebreken vertonen, inzake :

- a) het gebrek aan bijstand van een advocaat voor de onderzoeksrechter;
- b) de geldboete in geval van niet-verschijning;
- c) de procedurele waarborgen inzake de voorlopige maatregelen;
- d) de uitstapregelingen;
- e) de procedurele waarborgen inzake de uithandengeving.

a) *Het gebrek aan bijstand van een advocaat voor de onderzoeksrechter*

B.24.1. De verzoekende partijen vorderen de vernietiging van de woorden « *De onderzoeksrechter kan evenwel een afzonderlijk onderhoud met de betrokkene hebben* » in artikel 49, tweede lid, van de wet van 8 april 1965. Die bepaling zou niet bestaanbaar zijn met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 6.1 en 6.3 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, met de artikelen 14.1 en 14.3 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten en met artikel 40.2, b), ii), van het Verdrag inzake de rechten van het kind.

B.24.2. In beginsel is alleen de jeugdrechter bevoegd om ten aanzien van een minderjarige een maatregel van bewaring te nemen. De onderzoeksrechter kan echter in uitzonderlijke en spoedeisende gevallen, bijvoorbeeld wanneer de jeugdrechter, die *normaliter* bevoegd is om kennis ervan te nemen, onbeschikbaar is, met toepassing van artikel 49 van de wet van 8 april 1965 beslissen een dergelijke maatregel te nemen.

B.24.3. In zijn arrest nr. 184/2004 van 16 november 2004 heeft het Hof geoordeeld dat de artikelen 49 en 52^{ter} van de wet van 8 april 1965 de artikelen 10 en 11 van de Grondwet schonden in zoverre artikel 49 niet voorzag in de verplichte bijstand van een advocaat voor de minderjarige die voor de onderzoeksrechter verschijnt, terwijl hij de bijstand van een advocaat zou hebben genoten indien dezelfde maatregel op grond van artikel 52^{ter} door de jeugdrechter was genomen, en terwijl de in het geding zijnde maatregel van bewaring ernstige gevolgen kan hebben voor de rechten van de minderjarige.

B.24.4. Artikel 49, gewijzigd bij artikel 15 van de wet van 13 juni 2006, dat bepaalt dat de betrokkene, telkens hij voor de onderzoeksrechter verschijnt, recht heeft op bijstand van een advocaat, maar dat de onderzoeksrechter ook een afzonderlijk onderhoud met de betrokkene kan hebben, werd afgestemd op artikel 52^{ter}, dat ook de jeugdrechter toestaat om tijdens de onderzoeksfase een afzonderlijk onderhoud met de betrokkene te hebben.

B.24.5. Er bestaat dus geen verschil in behandeling meer naargelang de minderjarige verschijnt voor de onderzoeksrechter dan wel voor de jeugdrechter.

B.24.6. Het is juist dat de onderzoeksrechter, in tegenstelling tot hetgeen in artikel 52^{ter}, vierde lid, is bepaald ten aanzien van de jeugdrechter, niet ertoe gehouden is zijn beslissing aan de minderjarige en de andere partijen mee te delen of ervan kennis te geven met vermelding van de beroepsmogelijkheden.

B.24.7. Op grond van het tweede lid van artikel 49 geeft de onderzoeksrechter, wanneer hij een maatregel van bewaring neemt, de jeugdrechtbank hiervan gelijktijdig en schriftelijk bericht, waarbij de laatstgenoemde « *alsdan haar bevoegdheden uitoefent en binnen twee werkdagen uitspraak doet, overeenkomstig de artikelen 52^{ter} en 52^{quater}* ».

Wanneer de onderzoeksrechter een beschikking neemt tot buitenvervolginstelling of tot verwijzing naar de jeugdrechtbank, kan hij dat, met toepassing van het vierde lid van artikel 49, pas doen na een debat op tegenspraak, tijdens hetwelk de minderjarige de bijstand van een advocaat zal hebben genoten en nadat de minderjarige en de betrokkenen inzage zullen hebben kunnen nemen van het dossier.

B.24.8. Daar artikel 49 waarborgt dat de onderzoeksrechter ten aanzien van de minderjarige geen enkele beslissing zal kunnen nemen zonder dat de laatstgenoemde de bijstand van een advocaat heeft genoten, schendt die bepaling de in het middel aangevoerde bepalingen niet, ook al sluit het, zoals artikel 52^{ter}, voor de onderzoeksrechter niet de mogelijkheid uit om met de minderjarige een bijzonder onderhoud te hebben.

B.24.9. Het middel is niet gegrond.

b) *De geldboete in geval van niet-verschijning*

B.25.1. De verzoekende partijen vorderen de vernietiging van artikel 51, § 2, tweede en derde lid, van de wet van 8 april 1965, in zoverre het de jeugdrechtbank toestaat de partijen - de minderjarige of de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen - die niet verschijnen en dit niet kunnen rechtvaardigen, te veroordelen tot een geldboete van één tot honderdvijftig euro. De verzoekende partijen zijn van mening dat die bepalingen in strijd zijn met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 3.1, 40.1 en 40.3 van het Verdrag inzake de rechten van het kind. Zij zijn in het bijzonder de mening toegedaan dat die geldelijke sanctie kennelijk niet adequaat en onevenredig zou zijn in zoverre zij ook de minderjarige beoogt, waarbij die laatstgenoemde als een volwassen delinquent wordt behandeld, wat in strijd zou zijn met de in het middel beoogde internationale bepalingen. Zij zijn ook van mening dat het gegeven dat de veroordeelde personen, na een tweede verzoek om te verschijnen, gewettigde redenen zouden kunnen voorleggen en van de geldboete worden ontlast, de mogelijkheid om de sanctie op te leggen niet grondwettig maakt.

B.25.2. De wetgever vermag ongerechtvaardigde afwezigheden te ontmoedigen wanneer hij de aanwezigheid van de betrokkenen van primordiaal belang acht, op voorwaarde dat geen afbreuk wordt gedaan aan hun rechten van verdediging. Te dezen vermocht de wetgever ervan uit te gaan dat de aanwezigheid, op de hoorzitting, van de personen die het ouderlijk gezag uitoefenen, voldoende belangrijk was, niet alleen ten aanzien van hen, maar tevens ten aanzien van de betrokken minderjarige, om een maatregel te rechtvaardigen die ertoe strekt hun afwezigheid te ontmoedigen.

De mogelijkheid om een geldboete op te leggen is een pertinente maatregel om de verschijning van de betrokken meerderjarigen voor de jeugdrechtbank te waarborgen. Een geldboete van één tot honderdvijftig euro kan in dat verband niet als een onevenredige maatregel worden beschouwd.

Bovendien kan ontheffing van de geldboete worden verkregen indien de betrokkenen, gevolg gevend aan een tweede uitnodiging om te verschijnen, wettige redenen tot verschoning kunnen voorleggen (artikel 51, § 2, vierde lid, van de wet van 8 april 1965, gewijzigd bij artikel 16, 3°, van de wet van 13 juni 2006).

B.25.3. Daarentegen kan het belang dat de wetgever aan de verschijning van de betrokken minderjarige hecht, hoe groot dat ook moge zijn, niet verantwoorden dat, in die hypothese, de waarborgen niet in acht worden genomen die hij heeft willen invoeren om de bescherming van de minderjarigen te verzekeren, ook wanneer zij als misdrijf omschreven feiten hebben gepleegd.

B.25.4. In zoverre het van toepassing is op de minderjarigen die niet voor de rechtbank verschijnen, schendt artikel 51, § 2, derde lid, van de wet van 8 april 1965 de in het middel aangevoerde bepalingen.

B.25.5. Het middel is in die mate gegrond.

c) *De procedurele waarborgen inzake de voorlopige maatregelen*

B.26.1. Artikel 52 van de wet van 8 april 1965, gewijzigd bij artikel 17, 1°, van de wet van 13 juni 2006, bepaalt dat de voorlopige maatregelen enkel voor een zo kort mogelijke duur mogen worden genomen, wanneer er voldoende ernstige aanwijzingen van schuld bestaan en slechts wanneer de finaliteit van de voorlopige maatregel op geen andere manier kan worden bereikt (zesde lid). Het preciseert dat geen enkele voorlopige maatregel kan worden genomen met het oog op de onmiddellijke bestraffing noch met het oog op de uitoefening van enige vorm van dwang (zevende lid).

Artikel 52^{quater} van de wet van 8 april 1965, gewijzigd bij artikel 19 van de wet van 13 juni 2006, bepaalt dat de voorlopige maatregel die erin bestaat een maatregel te bevelen van bewaring in een gesloten opvoedingsafdeling, slechts kan worden genomen onder bepaalde voorwaarden, waaronder het bestaan van ernstige aanwijzingen van schuld.

Volgens de verzoekende partijen zijn die bepalingen niet bestaanbaar met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 6.1 en 6.2 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens, met de artikelen 14.1 en 14.2 van het Internationaal Verdrag inzake burgerrechten en politieke rechten en met de artikelen 3.1, 40.1 en 40.3 van het Verdrag inzake de rechten van het kind. Doordat niets verhindert dat de rechter die ten gronde uitspraak doet dezelfde is als de rechter die een voorlopige maatregel heeft opgelegd en die heeft vastgesteld dat er ernstige aanwijzingen van schuld bestaan, zou het beginsel van onpartijdigheid zijn geschonden.

B.26.2. Gelet op het specifieke karakter van de jeugdbescherming, zoals geregeld bij de wet van 8 april 1965, waarvan de beginselen opnieuw zijn bevestigd in de bij de bestreden wet ingevoerde voorafgaande titel, moet de jeugdrechter maatregelen kunnen nemen die hem in staat stellen een grondige kennis te verwerven van de persoonlijkheid van de minderjarige en diens leefmilieu, zijn ontwikkeling te volgen en de voor zijn bescherming en opvoeding meest geschikte maatregelen te bepalen, aan te nemen en zo nodig te wijzigen met kennis van zaken.

B.26.3. Op voorwaarde dat de door de jeugdrechter genomen maatregelen aan dat doel van bescherming beantwoorden, is het in overeenstemming met het belang van de minderjarige en niet onverenigbaar met de bepalingen waarvan de schending wordt aangevoerd dat dezelfde rechter gedurende de hele procedure kan optreden, daar de wetgever die zo soepel mogelijk heeft willen maken opdat de rechter rechtstreeks contact kan opnemen met de partijen en rekening houden met de bijzondere psychische gesteldheid van de minderjarigen. Het feit dat die rechter voorlopige maatregelen neemt en daarna ten gronde uitspraak doet, kan geen gewettigde twijfel doen rijzen omtrent zijn onafhankelijkheid en onpartijdigheid.

B.26.4. Wanneer de jeugdrechtbank voorlopige maatregelen neemt, heeft zij niet de taak zich uit te spreken over de constitutieve elementen van het misdrijf, noch over de schuld van de minderjarige, vermits het voornamelijk gaat om tijdelijke en overgangsmaatregelen die in het belang van de minderjarige worden genomen op basis van gegevens die op dat ogenblik van de procedure beschikbaar zijn, wanneer die maatregelen dringend worden geacht.

Dergelijke maatregelen houden noodzakelijkerwijs in dat de rechter die pas zal nemen wanneer hij, na een beknopt onderzoek van het dossier, van mening is dat er elementen bestaan die zijn saisine verantwoorden. De wetgever vermag dus te bepalen dat dergelijke maatregelen alleen kunnen worden genomen ten aanzien van een minderjarige die een als misdrijf omschreven feit heeft gepleegd.

B.26.5. De bestreden bepaling voegt evenwel toe dat de maatregelen bepaald in artikel 52 alleen kunnen worden genomen « wanneer er voldoende ernstige aanwijzingen van schuld bestaan » en dat de in artikel 52^{quater} bepaalde maatregel slechts kan worden bevolen wanneer « er [...] ernstige aanwijzingen van schuld [bestaan] ». Door, naar analogie van de wetgeving inzake de voorlopige hechtenis die op de volwassenen van toepassing is, te vereisen dat de jeugdrechtbank het bestaan van ernstige aanwijzingen van schuld formeel vaststelt, kunnen de bestreden bepalingen haar ertoe brengen vragen te beslechten die samenvallen met die welke zij zal moeten behandelen wanneer zij ten gronde uitspraak doet (zie EHRM, 23 augustus 1993, *Nortier* t. Nederland, §§ 33 tot 37).

B.26.6. Opdat de jeugdrechter de opdracht behoudt die de wet hem toevertrouwt en om te voorkomen dat hij onverenigbare functies kan cumuleren, dienen de woorden « wanneer er voldoende ernstige aanwijzingen van schuld bestaan, » in artikel 52, zesde lid, van de wet van 8 april 1965 en de woorden « er bestaan ernstige aanwijzingen van schuld » in artikel 52^{quater}, tweede lid, 1°, van dezelfde wet derhalve te worden vernietigd.

d) *De uitstapregelingen*

B.27.1. Artikel 52^{quater}, derde tot zesde lid, van de wet van 8 april 1965, vervangen bij artikel 98 van de wet van 27 december 2006, onderwerpt het verlaten van de gesloten opvoedingsafdeling door de geplaatste minderjarige aan de volgende voorwaarden :

- het verlaten van de instelling om te verschijnen voor de rechtbank, om redenen van medische noodzaak of om een begrafenis in België bij te wonen in geval van overlijden van een familielid tot en met de tweede graad, is niet afhankelijk van een toelating door de jeugdrechter of jeugdrechtbank, maar de instelling dient hen daarvan wel voorafgaandelijk per fax op de hoogte te brengen. De Koning kan bij in Ministerraad overlegd koninklijk besluit deze regel uitbreiden tot andere soorten uitstappen;

- de soorten uitstappen die beschreven staan in het pedagogisch project dat de openbare gemeenschapsinstelling voor jeugdbescherming aan de jeugdrechter of de jeugdrechtbank meedeelt, met vermelding van de soorten omkadering per soort uitstap, kunnen bij gemotiveerde beslissing door de jeugdrechter of de jeugdrechtbank worden verboden om een of meer van de in de wet vermelde redenen. Het verbod kan ook slechts betrekking hebben op enkele soorten activiteiten en verband houden met een onvoldoende omkadering;

- het verlaten van de instelling, in het kader van activiteiten die niet uitdrukkelijk deel uitmaken van het pedagogisch project van de openbare gemeenschapsinstelling voor jeugdbescherming, maakt het voorwerp uit van een verzoek geval per geval aan de jeugdrechter of de jeugdrechtbank, waarin de voorgeschreven soort omkadering nader wordt omschreven. De aanvraag dient uiterlijk vijf werkdagen vóór aanvang van de activiteit te worden ingediend. De jeugdrechter of jeugdrechtbank doet uitspraak binnen de vier werkdagen. Een afschrift van het verzoek wordt onverwijld door de griffie aan het openbaar ministerie bezorgd.

Uit de bewoordingen van de bepaling blijkt dat het niet gaat om voorwaarden die aan het opleggen van de plaatsingsmaatregel zijn verbonden, maar om voorwaarden waaraan het verlaten van de instelling is onderworpen, nadat de plaatsingsmaatregel is genomen.

B.27.2. Artikel 103 van de wet van 27 december 2006 vult artikel 6, § 2, van de wet van 1 maart 2002 betreffende de voorlopige plaatsing van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd, in dezelfde zin aan.

Krachtens artikel 8, tweede lid, van de laatstgenoemde wet, zoals gewijzigd bij artikel 105 van de wet van 27 december 2006, is het hoger beroep tegen een toelating om het centrum te verlaten opschortend, gedurende vijftien dagen te rekenen vanaf de akte van hoger beroep.

B.28.1. Het eerste middel is afgeleid uit de schending van de bevoegdheidverdelende regels. Volgens de verzoekende partijen schenden de bestreden bepalingen artikel 5, § 1, 6°, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 tot hervorming der instellingen.

B.28.2. Krachtens het reeds vermelde artikel 5, § 1, II, 6°, d), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 is « de opgave van de maatregelen die kunnen worden genomen ten aanzien van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd » één van de uitzonderingen waarvoor de federale overheid bevoegd is.

Die uitzonderingsbepaling is het resultaat van een amendement dat ertoe strekte duidelijk te maken dat enkel het vaststellen zelf van de maatregelen die ten aanzien van minderjarige delinquenten kunnen worden genomen, tot de federale bevoegdheid behoort en dat de nadere uitwerking en uitvoering ervan tot de bevoegdheid van de gemeenschappen behoort (*Parl. St.*, Kamer, B.Z. 1988, nr. 516/5, p. 4; *Hand.*, Kamer, B.Z. 1988, 28 juli 1988, p. 1351).

B.28.3. De federale overheid is derhalve bevoegd voor de inhoudelijke omschrijving van de maatregelen die kunnen worden genomen ten aanzien van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd alsook voor het bepalen van de voorwaarden waarin zij kunnen worden genomen, maar die bevoegdheid strekt zich niet uit tot de tenuitvoerlegging van die maatregelen.

De federale wetgever kan weliswaar in een maatregel van plaatsing voorzien en in voorkomend geval de mogelijkheid om de betrokken instelling te verlaten uitsluiten of beperken, maar zodra die maatregel genomen is, komt het niet langer de federale overheid maar de overheden van de gemeenschappen toe om die maatregel ten uitvoer te leggen en, wanneer de plaatsingsmaatregel de uitstappen niet heeft uitgesloten of beperkt, de voorwaarden te bepalen voor het verlaten van de instelling.

B.28.4. Het eerste middel is gegrond.

Het tweede middel, dat in ondergeschikte orde is aangevoerd en niet tot een ruimere vernietiging zou kunnen leiden, dient niet te worden onderzocht.

e) *De procedurele waarborgen inzake de uithandengeving*

B.29. Op grond van artikel 57^{bis} van de wet van 8 april 1965, ingevoegd bij artikel 21 van de wet van 13 juni 2006, kan de jeugdrechtbank, indien de persoon die wegens een als misdrijf omschreven feit voor de jeugdrechtbank is gebracht op het tijdstip van het feit zestien jaar of ouder was en de jeugdrechtbank een maatregel van bewaring, behoeding of opvoeding niet geschikt acht, de zaak bij een met redenen omklede beslissing uit handen geven en ze naar het openbaar ministerie verwijzen met het oog op vervolging.

B.30.1. De verzoekende partijen zijn in een eerste middel van mening dat artikel 57^{bis} van de wet in strijd is met de artikelen 10 en 11 van de Grondwet, al dan niet in samenhang gelezen met de artikelen 3.1, 40.1 en 40.3 van het Verdrag inzake de rechten van het kind. Zij verwijten die bepaling in het bijzonder dat zij het mogelijk maakt dat minderjarigen als volwassenen worden berecht, wat in strijd zou zijn met de in het middel beoogde bepalingen.

B.30.2. De wet richt binnen de jeugdrechtbank een bijzondere kamer op die het gemeen strafrecht en de gemeenschappelijke strafprocedure toepast (artikel 57^{bis}, § 1, van de wet). De magistraten die in die kamers in eerste aanleg of in beroep zitting hebben, « worden gekozen uit degenen die een erkende opleiding of grote ervaring inzake jeugdrecht en strafrecht hebben » (*Parl. St.*, Kamer, 2004-2005, DOC 51-1467/001, p. 25).

De verschijning van de minderjarige voor een bijzondere kamer is evenwel slechts mogelijk « indien de betrokkene ervan wordt verdacht een wanbedrijf of correctionaliseerbare misdaad te hebben gepleegd ». Wanneer het een niet-correctionaliseerbare misdaad betreft, verschijnt de minderjarige voor « het gerecht dat krachtens het gemeen recht bevoegd is » (artikel 57^{bis}, § 1).

B.30.3. De wetgever vermocht redelijkerwijs ervan uit te gaan dat de bijzondere kamer, vanwege haar samenstelling, « intensief de kaart van de maatschappelijke reclassering zal trekken » en dat « het strafrecht voldoende nuances en alternatieven mogelijk maakt om te kunnen worden aangepast aan de specifieke situatie van elke uit handen gegeven jongere » (*Parl. St.*, Kamer, 2004-2005, DOC 51-1467/012, p. 55).

B.30.4. Er is daarentegen geen enkele gelijkwaardige maatregel genomen wanneer de jeugdrechtbank een niet-correctionaliseerbare misdaad uit handen heeft gegeven, waardoor de minderjarige voor het Hof van Assisen zal moeten verschijnen. Indien het, zoals in verband met dat laatste is verklaard, « gelet op de specifieke samenstelling van dit Hof [...] niet mogelijk [is] om daar een gespecialiseerde kamer bij in te stellen », vermocht de wetgever bijzondere maatregelen te nemen inzake de berechting van de minderjarigen.

B.30.5. Hoewel, op grond van artikel 150 van de Grondwet, « de jury wordt ingesteld voor alle criminele zaken », vermag de wetgever de samenstelling van het Hof van Assisen te regelen die thans het voorwerp uitmaakt van de artikelen 119 tot 122 van het Gerechtelijk Wetboek ten aanzien van de zetel en van artikel 149 van hetzelfde Wetboek ten aanzien van het openbaar ministerie. De wetgever kon in die artikelen bepalingen invoegen die waarborgen dat de minderjarige zal worden berecht door een rechtscollege met magistraten die worden gekozen onder personen met dezelfde opleiding of dezelfde ervaring als diegenen die zitting hebben in de bijzondere kamer waarin artikel 57bis, § 1, van de wet voorziet.

B.30.6. Doordat hij geen dergelijke bepalingen heeft aangenomen, voert de wetgever een verschil in behandeling in onder de minderjarigen die het voorwerp van een uithandengeving hebben uitgemaakt, naargelang zij ervan worden verdacht een wanbedrijf of een correctionaliseerbare misdaad, dan wel een niet-correctionaliseerbare misdaad, te hebben gepleegd. Hoewel dat verschil in behandeling steunt op een objectief criterium in zoverre de strafbare feiten van de tweede categorie ernstiger zijn dan die van de eerste, is dat criterium, ten aanzien van de minderjarigen, niet van dien aard dat het dat verschil in behandeling kan verantwoorden.

B.30.7. In die mate schendt artikel 57bis de artikelen 10 en 11 van de Grondwet. Het onderzoek van het middel, in zoverre het is afgeleid uit de combinatie van die artikelen met bepalingen van het Verdrag inzake de rechten van het kind, zou niet tot een andere conclusie leiden.

B.30.8. Artikel 57bis, § 1, van de wet van 8 april 1965 dient te worden vernietigd in zoverre het bepaalt dat, « indien de betrokkene ervan wordt verdacht een niet-correctionaliseerbare misdaad te hebben gepleegd », de zaak wordt verwezen naar het openbaar ministerie met het oog op vervolging voor het gerecht dat krachtens het gemeen recht bevoegd is.

B.30.9. Teneinde de wetgever toe te laten een nieuwe bepaling aan te nemen die de in B.30.7 vastgestelde ongrondwettigheid wegwerkt, dienen met toepassing van artikel 8, tweede lid, van de bijzondere wet van 6 januari 1989 de gevolgen van de gedeeltelijk vernietigde bepaling te worden gehandhaafd, zoals in het dictum wordt aangegeven.

B.31.1. In het tweede middel wordt artikel 57bis, § 3, verweten dat het in strijd is met de vereiste van subjectieve en objectieve onpartijdigheid, in zoverre het niet bepaalt dat een andere magistraat dan diegene die het initiatief heeft genomen om het dossier mee te delen aan de procureur des Konings, uitspraak zal doen over de eventuele vordering tot uithandengeving.

B.31.2. Een behoorlijke rechtsbedeling waarborgt de rechtsonderhorigen de behandeling van hun zaak door een onafhankelijke en onpartijdige rechter, zoals ook vereist door de artikelen 5.4 en 6 van het Europees Verdrag voor de rechten van de mens. Die eisen houden niet alleen in dat een rechter niet afhankelijk of partijdig mag zijn, maar ook dat aan de onafhankelijkheid en onpartijdigheid op redelijke gronden niet mag worden getwijfeld.

B.31.3. Wanneer de jeugdrechter het initiatief neemt om aan het parket een dossier mee te delen betreffende een minderjarige die voldoet aan de voorwaarden om een procedure van uithandengeving aan te vatten, beslecht hij geen enkel rechtspunt, daar het te dezen alleen erom gaat de procureur des Konings te informeren zodat de laatstgenoemde het dossier zo snel mogelijk kan behandelen. De beslissing tot uithandengeving is geen beslissing ten gronde en heeft alleen tot doel te bepalen welk rechtscollege bevoegd is om van de zaak kennis te nemen. Die beslissing kan ten slotte alleen worden genomen na een debat op tegenspraak.

B.31.4. Het eerste onderdeel van het middel is niet gegrond.

B.32.1. In het tweede onderdeel van het middel wordt artikel 57bis, § 4, verweten erin te voorzien dat de rechter die de uithandengeving uitspreekt, ook kan bevelen om de betrokken minderjarige te plaatsen in de opvoedingsafdeling van een gesloten federaal centrum voor minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd, en zulks vanaf de dagvaarding tot uithandengeving. De verzoekende partijen zijn van mening dat die bepaling het vermoeden van onschuld tweemaal schendt, in zoverre de rechter die zich over de uithandengeving uitspreekt ook kan bevelen de betrokken minderjarige over te brengen, en de minderjarige bovendien kan worden overgebracht vooraleer de rechter zich over de uithandengeving heeft uitgesproken.

B.32.2. In de memorie van toelichting van de bestreden bepaling wordt de maatregel op de volgende wijze uitgelegd :

« De minderjarige die zich in een gesloten afdeling van een gemeenschapsinstelling bevindt en ten aanzien van wie een dagvaarding tot uithandengeving is ingediend, zal kunnen worden overgebracht naar een gesloten federaal centrum voor de duur van de procedure van uithandengeving, en dat in functie van bijzondere omstandigheden.

Er moet met name worden vastgesteld dat vandaag, gezien het subsidiaire karakter van de plaatsing in een gesloten federaal centrum, in dat centrum jongeren verblijven terwijl ze de pedagogische omkadering van de gemeenschapsinstellingen zouden moeten kunnen genieten. Bovendien varieert het aantal beschikbare plaatsen in de gemeenschapsinstellingen van dag tot dag.

Het komt er dus op aan om een regel in werking te stellen die toelaat dat de beschikbare plaatsen in de gemeenschapsinstellingen prioritair worden voorbehouden aan de jongeren die het meest vatbaar zijn voor de educatieve maatregelen.

De bijzondere omstandigheden bestaan dus in het feit dat dergelijke jongere niet zou kunnen worden toegelaten in een gemeenschapsinstelling wegens plaatsgebrek, terwijl er op dat ogenblik een jongere verblijft die het voorwerp is van een vordering tot uit handen geven.

Ingeval de jeugdrechtbank beslist de zaak niet uit handen te geven, moet logischerwijs onmiddellijk een einde worden gemaakt aan de plaatsing van de minderjarige in het gesloten federaal centrum » (*Parl. St.*, Kamer, 2004-2005, DOC 51-1467/001, pp. 23-24).

B.32.3. Door, op grond van een speciaal gemotiveerde beslissing ten aanzien van de bijzondere omstandigheden, zoals die zijn geëxpliciteerd in het onder B.32.2 vermelde citaat, te bevelen dat de aan een gesloten opvoedingsafdeling van een gemeenschapsinstelling toevertrouwde minderjarige wordt overgebracht naar de opvoedingsafdeling van een gesloten federaal centrum, schendt de rechter het vermoeden van onschuld niet en loopt hij niet vooruit op de beslissing die ten aanzien van de uithandengeving zal worden genomen.

B.32.4. Het tweede onderdeel van het middel is niet gegrond.

B.33.1. In een derde onderdeel wordt artikel 57bis, § 5, verweten dat de minderjarige vanaf de datum van de beslissing tot uithandengeving door het gewoon gerecht kan worden berecht en niet langer, zoals onder de gelding van de vroegere wetgeving, vanaf de dag van zijn veroordeling door het strafgerecht. Die maatregel zou in strijd zijn met het beginsel van gelijkheid en niet-discriminatie, alsook met het beginsel van het vermoeden van onschuld, vermits hij toestaat dat een minderjarige niet de bijzondere maatregelen geniet waarover de delinquente minderjarigen beschikken, ook al spreekt het gewone strafgerecht later de vrijspraak uit.

B.33.2. De jeugdrechtbank kan slechts tot uithandengeving beslissen indien de betrokkene reeds eerder het voorwerp is geweest van één of meerdere maatregelen van bewaring, behoeding of opvoeding of van een herstelrechtelijk aanbod of indien het een zwaarwichtig feit betreft zoals bedoeld in de artikelen 373, 375, 393 tot 397, 400, 401, 417ter, 417quater en 471 tot 475 van het Strafwetboek of een poging tot het plegen van een feit zoals bedoeld in de artikelen 393 tot 397 van het Strafwetboek (artikel 57bis, § 1, eerste lid).

B.33.3. De jeugdrechtbank dient de uithandengeving te motiveren op basis van de persoonlijkheid van de betrokkene, van zijn omgeving, en de maturiteitsgraad van de betrokkene (artikel 57bis, § 1, tweede lid). Zij kan de zaak in beginsel slechts uit handen geven na de in artikel 50, tweede lid, bedoelde maatschappelijke en medisch-psychologische onderzoeken te hebben doen verrichten (artikel 57bis, § 2). Bovendien dient zij een strikte procedure te volgen (artikel 57bis, § 3).

B.33.4. De beslissing tot uithandengeving veronderstelt ten slotte dat de rechtbank « een maatregel van bewaring, behoeding of opvoeding niet geschikt acht » (artikel 57bis, § 1).

B.33.5. Onder die voorwaarden vermocht de wetgever, zonder het gelijkheidsbeginsel of het vermoeden van onschuld te schenden, ervan uit te gaan dat, wanneer de rechtbank ten aanzien van een minderjarige een beslissing tot uithandengeving neemt, de bijzondere maatregelen waarin voor de minderjarigen is voorzien, onwerkzaam blijken en dat die minderjarige aan de gewone rechtsmacht wordt onderworpen zodra de beslissing tot uithandengeving definitief wordt.

B.33.6. Het derde onderdeel van het middel is niet gegrond.

Om die redenen,

het Hof

1. vernietigt

a) in artikel 51, § 2, derde lid, van de wet van 8 april 1965 « betreffende de jeugdbescherming, het ten laste nemen van de minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd en het herstel van de door dit feit veroorzaakte schade », zoals gewijzigd bij de wet van 13 juni 2006, de woorden « de betrokkene of »;

b) in artikel 52, zesde lid, van dezelfde wet van 8 april 1965, de woorden « wanneer er voldoende ernstige aanwijzingen van schuld bestaan, »;

c) in artikel 52quater, tweede lid, 1^o, van dezelfde wet van 8 april 1965, de woorden « er bestaan ernstige aanwijzingen van schuld »;

d) het derde tot zesde lid van artikel 52quater van dezelfde wet van 8 april 1965, vervangen bij artikel 98 van de wet van 27 december 2006 « houdende diverse bepalingen (II) »;

e) artikel 57bis, § 1, van dezelfde wet van 8 april 1965, in zoverre het bepaalt dat, « indien de betrokkene ervan wordt verdacht een niet-correctionaliseerbare misdaad te hebben gepleegd », de zaak wordt verwezen naar het openbaar ministerie met het oog op vervolging voor het gerecht dat krachtens het gemeen recht bevoegd is;

f) de artikelen 103 en 105 van de wet van 27 december 2006 « houdende diverse bepalingen (II) », die artikel 6, § 2, van de wet van 1 maart 2002 « betreffende de voorlopige plaatsing van minderjarigen die een als misdrijf omschreven feit hebben gepleegd » aanvullen;

2. verwerpt, onder voorbehoud van het vermelde in B.16.5, het beroep voor het overige;

3. handhaaft de gevolgen van artikel 57bis, § 1, van de wet van 8 april 1965, ingevoegd bij de wet van 13 juni 2006, zodat het kan worden toegepast tot de aanneming van een nieuwe bepaling en, uiterlijk, tot 30 juni 2009.

Aldus uitgesproken in het Frans, het Nederlands en het Duits, overeenkomstig artikel 65 van de bijzondere wet van 6 januari 1989, op de openbare terechtzitting van 13 maart 2008.

De griffier,

P.-Y. Dutilleux.

De voorzitter,

M. Melchior.

VERFASSUNGSGERICHTSHOF

D. 2008 — 1212

[2008/200940]

Auszug aus dem Urteil Nr. 49/2008 vom 13. März 2008

Geschäftsverzeichnisnummer 4125

In Sachen: Klage auf völlige oder teilweise Nichtigerklärung der Artikel 5, 7, 11, 15, 16, 17, 19, 21 und 25 des Gesetzes vom 13. Juni 2006 zur Abänderung der Rechtsvorschriften über den Jugendschutz und die Betreuung Minderjähriger, die eine als Straftat qualifizierte Tat begangen haben, und der Artikel 87 bis 91, 98, 103 und 105 des Gesetzes vom 27. Dezember 2006 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen (II), erhoben von der VoG «Défense des Enfants - International - Belgique - Branche francophone (D.E.I. Belgique)» und der VoG «Ligue des Droits de l'Homme».

Der Verfassungsgerichtshof,

zusammengesetzt aus den Vorsitzenden M. Melchior und M. Bossuyt, den Richtern P. Martens, R. Henneuse, E. De Groot, L. Lavrysen, A. Alen, J.-P. Snappe, J.-P. Moerman, E. Derycke und J. Spreutels, und dem emeritierten Vorsitzenden A. Arts gemäß Artikel 60bis des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989, unter Assistenz des Kanzlers P.-Y. Dutilleux, unter dem Vorsitz des Vorsitzenden M. Melchior,

verkündet nach Beratung folgendes Urteil:

I. *Gegenstand der Klage und Verfahren*

Mit einer Klageschrift, die dem Hof mit am 18. Januar 2007 bei der Post aufgegebenem Einschreibebrief zugesandt wurde und am 19. Januar 2007 in der Kanzlei eingegangen ist, erhoben Klage auf völlige oder teilweise Nichtigerklärung der Artikel 5, 7, 11, 15, 16, 17, 19, 21 und 25 des Gesetzes vom 13. Juni 2006 zur Abänderung der Rechtsvorschriften über den Jugendschutz und die Betreuung Minderjähriger, die eine als Straftat qualifizierte Tat begangen haben (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 19. Juli 2006, zweite Ausgabe) und der Artikel 87 bis 91, 98, 103 und 105 des Gesetzes vom 27. Dezember 2006 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen (II) (veröffentlicht im *Belgischen Staatsblatt* vom 28. Dezember 2006, dritte Ausgabe): die VoG «Défense des Enfants - International - Belgique - Branche francophone (D.E.I. Belgique)», mit Vereinigungssitz in 1000 Brüssel, rue Marché aux Poulets 30, und die VoG «Ligue des Droits de l'Homme», mit Vereinigungssitz in 1190 Brüssel, chaussée d'Alseberg 303.

(...)

III. *In rechtlicher Beziehung*

(...)

In Bezug auf die Zulässigkeit der Klagegründe

B.1. Die VoG «Liga voor Mensenrechten» hat aufgrund von Artikel 87 § 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 einen Interventionschriftsatz eingereicht. Diese Bestimmung ermöglicht es jedoch im Gegensatz zu Artikel 85 nicht, im Schriftsatz neue Klagegründe zu formulieren. Die vorgebrachten Klagegründe sind somit nicht zulässig; insofern sie jedoch den in der Klageschrift formulierten Klagegründen ähneln, können sie als in einem Schriftsatz enthaltene Anmerkungen berücksichtigt werden.

B.2. Die klagenden Parteien führen in einer Reihe von Klagegründen einen Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung an, gegebenenfalls in Verbindung mit «den Rahmenbestimmungen der Vereinten Nationen für die Jugendgerichtsbarkeit (Beijing-Regeln)», mit «den Riad-Leitlinien», mit «den Regeln der Vereinten Nationen für den Schutz von Jugendlichen, denen ihre Freiheit entzogen ist» und mit «den Richtlinien über Kinder im Strafrechtssystem».

Da diese «Regeln» nicht in einem normgebenden Text mit zwingendem Charakter enthalten sind, kann der Hof nicht die Einhaltung dieser Bestimmungen prüfen.

B.3.1. Der Ministerrat wirft ein, dass ein Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in einer Reihe von Klagegründen angeführt werde, ohne dass präzisiert werde, welche Kategorien von Personen miteinander zu vergleichen seien und in welchem Sinne der Behandlungsunterschied diskriminierend wäre.

B.3.2. Um den Erfordernissen nach Artikel 6 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 zu entsprechen, müssen die in der Klageschrift vorgebrachten Klagegründe angeben, welche Vorschriften, deren Einhaltung der Hof gewährleistet, verletzt wären und welche Bestimmungen gegen diese Vorschriften verstoßen würden, und darlegen, in welcher Hinsicht diese Vorschriften durch die fraglichen Bestimmungen verletzt würden.

Wenn ein Verstoß gegen den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung angeführt wird, muss in der Regel präzisiert werden, welche Kategorien von Personen miteinander verglichen werden und in welcher Hinsicht die angefochtene Bestimmung zu einem Behandlungsunterschied führt, der diskriminierend wäre.

Wenn ein Verstoß gegen den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung jedoch in Verbindung mit einem anderen Grundrecht angeführt wird, genügt es zu präzisieren, inwiefern gegen dieses Grundrecht verstoßen würde. Die Kategorie von Personen, für die gegen dieses Grundrecht verstoßen würde, muss mit der Kategorie von Personen verglichen werden, denen dieses Grundrecht gewährleistet wird.

B.3.3. Der Hof prüft die Klagegründe, sofern sie die vorerwähnten Anforderungen erfüllen.

Zur Hauptsache

B.4. Das Gesetz vom 13. Juni 2006 «zur Abänderung der Rechtsvorschriften über den Jugendschutz und die Betreuung Minderjähriger, die eine als Straftat qualifizierte Tat begangen haben» ändert erheblich das Gesetz vom 8. April 1965 über den Jugendschutz ab, das nunmehr «Gesetz über den Jugendschutz, die Betreuung Minderjähriger, die eine als Straftat qualifizierte Tat begangen haben, und die Wiedergutmachung des durch diese Tat verursachten Schadens» genannt wird.

Dieses Gesetz führt einen einleitenden Titel ein, in dem die Grundsätze der Rechtspflege gegenüber Minderjährigen dargelegt werden; die Maßnahmen, die der Jugendrichter ergreifen kann, sowie die Faktoren, die er berücksichtigen muss, wenn er diese Maßnahmen ergreift, werden erheblich erweitert; die Responsabilisierung straffälliger Minderjähriger und ihrer Eltern wird in Bezug auf die straffälligen Minderjährigen angestrebt durch die Einführung des sogenannten Verpflichtungsprojekts und in Bezug auf deren Eltern durch die Möglichkeit, ein Elternpraktikum anzubieten und aufzuerlegen; schließlich werden das Verfahren zur Unzuständigerklärung durch das Jugendgericht und die Weise der gerichtlichen Behandlung des Minderjährigen im Anschluss an die Unzuständigerklärung grundlegend geändert.

Das Gesetz vom 27. Dezember 2006 zur Festlegung verschiedener Bestimmungen (II) hat erneut einige Artikel des Gesetzes vom 8. April 1965 abgeändert. Es regelt ebenfalls die Möglichkeit eines Minderjährigen, die Anstalt zu verlassen, in der er untergebracht ist.

B.5. Die klagenden Parteien beantragen die Nichtigerklärung der Bestimmungen über:

1. das Elternpraktikum;
2. die Maßnahmen, die das Jugendgericht ergreifen kann;
3. die Verfahrensgarantien in Bezug auf mehrere Maßnahmen.

1. *Das Elternpraktikum*

B.6. Aufgrund von Artikel 29bis des Gesetzes vom 8. April 1965, der durch Artikel 5 des Gesetzes vom 13. Juni 2006 eingefügt und durch Artikel 87 des Gesetzes vom 27. Dezember 2006 abgeändert wurde, kann das Jugendgericht, wenn es eine als Straftat qualifizierte Tat, für die ein Minderjähriger verfolgt wird, als erwiesen erklärt, auf Antrag der Staatsanwaltschaft oder von Amts wegen die Personen, die über diesen Minderjährigen die elterliche Gewalt ausüben, anweisen, ein Elternpraktikum zu absolvieren, wenn sie sich offensichtlich nicht für das straffällige Verhalten ihres Kindes interessieren und dieses Desinteresse zu den Problemen des Minderjährigen beiträgt. Dieses Elternpraktikum kann nur als ergänzende Maßnahme zu einer dem Minderjährigen durch den Jugendrichter auferlegten Maßnahme angeordnet werden, wenn es für den straffälligen Minderjährigen selbst von Vorteil sein kann.

Aufgrund von Artikel 45bis des Gesetzes vom 8. April 1965, der durch Artikel 11 des Gesetzes vom 13. Juni 2006 eingefügt und durch Artikel 89 des Gesetzes vom 27. Dezember 2006 abgeändert wurde, kann der Prokurator des Königs den Personen, die die elterliche Gewalt über den Minderjährigen ausüben, der erklärt, nicht zu verneinen, eine als Straftat qualifizierte Tat begangen zu haben, anbieten, ein Elternpraktikum zu absolvieren, wenn sie sich offensichtlich nicht für das straffällige Verhalten ihres Kindes interessieren und dieses Desinteresse zu den Problemen des Minderjährigen beiträgt. Auch dieses Elternpraktikum ist nur möglich, wenn es für den straffälligen Minderjährigen selbst von Vorteil sein kann.

B.7.1. Der erste Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Regeln der Zuständigkeitsverteilung. Nach Darlegung der klagenden Parteien sei der föderale Gesetzgeber nicht für die Einführung der Möglichkeit, ein Elternpraktikum anzubieten und aufzuerlegen, zuständig. Die Maßnahme sei Bestandteil der Familienpolitik, der Sozialhilfepolitik und des Jugendschutzes.

B.7.2. Aufgrund von Artikel 5 § 1 II Nrn. 1, 2 und 6 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen sind die Gemeinschaften zuständig für:

- «1. die Familienpolitik einschließlich aller Formen von Hilfe und Unterstützung für Familien und Kinder,
2. die Sozialhilfepolitik einschließlich der grundlegenden Rechtsvorschriften über die öffentlichen Sozialhilfzentren mit Ausnahme:

[...]

6. [den] Jugendschutz einschließlich des sozialen Schutzes und des gerichtlichen Schutzes mit Ausnahme:
 - a) der zivilrechtlichen Bestimmungen über die Rechtsstellung der Minderjährigen und der Familie, wie sie im Zivilgesetzbuch und in den Gesetzen zur Ergänzung dieses Gesetzbuches festgelegt sind,
 - b) der strafrechtlichen Bestimmungen, die gegen den Jugendschutz verstoßende Verhaltensweisen als Straftaten ausweisen und diese Verstöße ahnden, einschließlich der Bestimmungen, die sich auf die Verfolgung beziehen, unbeschadet des Artikels 11,
 - c) der Organisation der Jugendgerichte, ihrer territorialen Zuständigkeit und des Verfahrens vor diesen Gerichten,
 - d) der Festlegung von Maßnahmen, die gegenüber Minderjährigen ergriffen werden können, die eine als Straftat qualifizierte Tat begangen haben,
 - e) der Entziehung der elterlichen Gewalt und der Aufsicht über Familienleistungen oder sonstige Sozialzulagen».

B.7.3. Die Gemeinschaften sind aufgrund dieser Bestimmung uneingeschränkt zuständig für die Regelung des Jugendschutzes im weitesten Sinne, abgesehen von den darin ausdrücklich erwähnten Ausnahmen.

B.7.4. Das Elternpraktikum soll eine Antwort auf das straffällige Verhalten von Jugendlichen bieten, indem es eine seiner Ursachen behandelt, nämlich das Desinteresse gewisser Eltern gegenüber dem straffälligen Verhalten ihrer Kinder.

Aus der Begründung geht hervor, dass der Gesetzgeber sich von folgender Empfehlung des Europarates über neue Methoden zur Behandlung der Jugendkriminalität und die Rolle des Jugendrechts hat inspirieren lassen:

«Die Eltern (oder der gesetzliche Vormund) sollten ermutigt werden, sich ihrer Verantwortung gegenüber dem straffälligen Verhalten junger Kinder bewusst zu werden und sie zu übernehmen. Sie sollten bei den Gerichtsverhandlungen anwesend sein (außer wenn davon ausgegangen wird, dass dies im Widerspruch zum angestrebten Ziel stehen würde) und wenn die Umstände es erlauben, sollte ihnen Hilfe, Unterstützung und Beratung angeboten werden. Wenn es gerechtfertigt ist, sollten sie verpflichtet werden, eine psycho-soziale Begleitung anzunehmen oder an einer Ausbildung für die Ausübung der elterlichen Verantwortung teilzunehmen, auf den Schulbesuch ihres Kindes zu achten und die öffentlichen Einrichtungen bei dem Vollzug der Sanktionen und Maßnahmen in der Gemeinschaft zu unterstützen» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2004-2005, DOC 51-1467/001, SS. 18-19).

B.7.5. Obwohl das Elternpraktikum auch für den Minderjährigen indirekt von Vorteil ist, handelt es sich um eine Maßnahme, die durch ihre Beschaffenheit nur auf die Eltern des Minderjährigen Anwendung findet und im Wesentlichen dazu dient, sich ihrer Rolle und ihrer Verantwortung als Eltern bewusst zu werden und sie bei der Wiederaufnahme der Erziehung ihres Kindes und der Wiederherstellung der elterlichen Gewalt über das Kind zu begleiten. Das Elternpraktikum ähnelt in dieser Hinsicht der Maßnahme des Erziehungsbestands, die ursprünglich in den Artikeln 30 und 31 des Gesetzes vom 8. April 1965 über den Jugendschutz vorgesehen war.

Das Elternpraktikum gehört nicht zu der Ausnahme, die zugunsten der Föderalbehörde vorgesehen und in Artikel 5 § 1 II Nr. 6 Buchstabe d) des Sondergesetzes vom 8. August 1980 erwähnt ist, nämlich die «Festlegung der Maßnahmen, die gegenüber Minderjährigen ergriffen werden können, die eine als Straftat qualifizierte Tat begangen haben».

B.7.6. Um seine Zuständigkeit gegenüber diesen Minderjährigen sachdienlich ausüben zu können, konnte der föderale Gesetzgeber es jedoch als notwendig erachten, Eltern, die sich offensichtlich nicht für das straffällige Verhalten ihres Kindes interessieren, zur Verantwortung heranzuziehen. Da es sich somit um eine Begleitmaßnahme mit einem besonders begrenzten Anwendungsbereich handelt, ist nicht festzustellen, dass die Ausübung der Zuständigkeit der Gemeinschaften für den Jugendschutz, die Familienpolitik und die Sozialhilfe hierdurch in unverhältnismäßiger Weise beeinträchtigt worden wäre.

Diesbezüglich stellt der Hof im Übrigen fest, dass vor der Annahme der angefochtenen Bestimmungen eine Konzertierung mit den Gemeinschaften stattgefunden hat (*Parl. Dok.*, Kammer, 2004-2005, DOC 51-1467/012, S. 5), dass am 13. Dezember 2006 ein Zusammenarbeitsabkommen zwischen dem Föderalstaat, der Flämischen Gemeinschaft, der Französischen Gemeinschaft, der Deutschsprachigen Gemeinschaft und der Gemeinsamen Gemeinschaftskommission über die Organisation und Finanzierung des Elternpraktikums geschlossen wurde und dass ihre jeweiligen gesetzgebenden Versammlungen diesem Zusammenarbeitsabkommen zugestimmt haben.

B.7.7. Der Klagegrund ist unbegründet.

B.8.1. Der zweite, der dritte und der vierte Klagegrund, die gegen die in B.6 erwähnten Bestimmungen über das Elternpraktikum gerichtet sind, sind aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung in Verbindung mit den Artikeln 6 und 7 Absatz 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention und mit dem allgemeinen Rechtsgrundsatz der persönlichen Beschaffenheit der Strafen sowie aus einem Verstoß gegen Artikel 12 Absatz 2 der Verfassung abgeleitet.

B.8.2. Die Klagegründe gehen irrtümlich von der Annahme aus, dass das Elternpraktikum als eine Strafe im Sinne der vorerwähnten Verfassungs- und Vertragsbestimmungen anzusehen sei.

Das Elternpraktikum ist sicherlich ein Mittel, durch das der Jugendrichter die Eltern, die gegenüber ihrem Kind ein offensichtliches Desinteresse gezeigt haben, zur Ordnung bringen kann, doch wie bereits in B.7.5 dargelegt wurde, weist es alle Merkmale einer Begleitmaßnahme und nicht einer Strafmaßnahme auf.

B.8.3. Die Klagegründe sind unbegründet.

B.9.1. Der fünfte Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10, 11 und 22 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention, insofern das Elternpraktikum eine unverhältnismäßige Einmischung ins Privat- und Familienleben der betroffenen Personen bedeute.

B.9.2. Selbst wenn eine Maßnahme, durch die Eltern in ihrer Erziehungsrolle begleitet und unterstützt werden, als eine Einmischung in ihr Privat- und Familienleben angesehen werden könnte, würde es sich nicht um eine unverhältnismäßige Verletzung des Rechts auf Achtung vor dem Privat- und Familienleben handeln, einerseits angesichts der zwingenden sozialen Zielsetzung der Maßnahme, nämlich gewisse Eltern zur Verantwortung zu ziehen, und andererseits angesichts des besonders begrenzten Anwendungsbereichs des Elternpraktikums.

B.9.3. Der Klagegrund ist unbegründet.

B.10. Die klagenden Parteien beantragen anschließend die Nichtigerklärung von Artikel 25 des Gesetzes vom 13. Juni 2006, der den durch das Gesetz vom 10. August 2005 aufgehobenen Artikel 85 des Gesetzes vom 8. April 1965 wieder aufnimmt.

Auf der Grundlage dieser Bestimmung können Personen, die die elterliche Gewalt ausüben und die sich weigern, das durch das Jugendgericht auferlegte Elternpraktikum zu absolvieren oder an dessen Durchführung mitzuarbeiten, zu einer Gefängnisstrafe von einem bis sieben Tagen und einer Geldbuße von einem Euro bis 25 Euro oder nur einer dieser Strafen verurteilt werden.

B.11.1. Der erste Klagegrund gegen diese Bestimmung ist aus dem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, in Verbindung mit Artikel 6 Absatz 2 der Europäischen Menschenrechtskonvention und mit dem allgemeinen Rechtsgrundsatz der persönlichen Beschaffenheit der Strafen abgeleitet.

B.11.2. Im Gegensatz zu dem, was die klagenden Parteien anzunehmen scheinen, wird die Strafe nicht wegen der Straftat, die ein Minderjähriger begangen hat und infolge deren das Elternpraktikum auferlegt werden konnte, verhängt, sondern wegen der Weigerung der mit der elterlichen Gewalt betrauten Personen, an dem Elternpraktikum teilzunehmen oder an seiner Durchführung mitzuarbeiten.

B.11.3. Der Klagegrund ist unbegründet.

B.12.1. Der zweite und der dritte Klagegrund sind abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit Artikel 7 Absatz 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention, und aus einem Verstoß gegen Artikel 12 Absatz 2 der Verfassung.

B.12.2. Wenn die Nichteinhaltung einer Bestimmung zu einer strafrechtlichen Verfolgung Anlass geben kann, erfordert es das Legalitätsprinzip, das durch Artikel 12 Absatz 2 der Verfassung und Artikel 7 Absatz 1 der Europäischen Menschenrechtskonvention gewährleistet wird, dass diese Bestimmung so formuliert ist, dass jeder zu dem Zeitpunkt, wo er ein Verhalten annimmt, wissen kann, ob dieses strafbar ist oder nicht.

B.12.3. Das Verhalten, das zu einer strafrechtlichen Verfolgung aufgrund der angefochtenen Bestimmung Anlass geben kann, ist die Weigerung, an dem durch das Jugendgericht auferlegten Elternpraktikum teilzunehmen, oder die Weigerung, an dessen Durchführung mitzuarbeiten.

Eine Weigerung ist eine abweisende Haltung, die durch den Richter objektiv festgestellt werden kann. So hat der Gesetzgeber in ausreichend präzisen, deutlichen und Rechtssicherheit bietenden Begriffen angegeben, welche Taten bestraft werden, damit einerseits derjenige, der ein Verhalten annimmt, vorher in ausreichender Weise beurteilen kann, welche strafrechtlichen Folgen dieses Verhalten hat, und damit andererseits dem Richter kein allzu großer Ermessensspielraum überlassen bleibt.

Im Übrigen verhindert der Grundsatz der Gesetzmäßigkeit in Strafsachen nicht, dass das Gesetz dem Richter eine Ermessensbefugnis erteilt. Man muss nämlich die allgemeine Beschaffenheit der Gesetze, die Verschiedenartigkeit der Situationen, auf die sie Anwendung finden, und die Entwicklung der Verhaltensweisen, die damit bestraft werden, berücksichtigen.

B.12.4. Die Klagegründe sind unbegründet.

2. *Die Maßnahmen, die das Jugendgericht ergreifen kann*

B.13. Die klagenden Parteien fechten mehrere Bestimmungen des Gesetzes vom 13. Juni 2006 in Bezug auf die Maßnahmen, die das Jugendgericht ergreifen kann, an, nämlich:

a) gewisse Kriterien, die das Jugendgericht berücksichtigen muss, wenn es Betreuungs-, Schutz- oder Erziehungsmaßnahmen auferlegt;

b) die Möglichkeit des Jugendgerichts, die (vorläufigen) Betreuungs-, Schutz- oder Erziehungsmaßnahmen zu kumulieren;

c) die Möglichkeit des Jugendgerichts, dem Minderjährigen mehrere Formen der Unterstützung in Bezug auf geistige Gesundheit und Abhängigkeit aufzuerlegen;

d) die Möglichkeit des Jugendgerichts, in Bezug auf Minderjährige unter zwölf Jahren Maßnahmen zu verhängen;

e) die Möglichkeit des Jugendgerichts, den Aufschub der Unterbringung des Minderjährigen mit der Bedingung zu verbinden, dass eine erzieherische Leistung von höchstens 150 Stunden erbracht wird;

f) die Möglichkeit des Jugendgerichts, Regeln als Bedingung für den Verbleib im Lebensumfeld aufzuerlegen;

g) die Möglichkeit des Jugendgerichts, Maßnahmen zu ergreifen, wenn der Minderjährige sein Projekt unzureichend ausführt;

h) die neuen Bedingungen des Zugangs zu einem offenen Erziehungssystem einer öffentlichen Gemeinschaftseinrichtung für Jugendschutz;

i) die Änderungen an der Bestimmung in Bezug auf die durch den Prokurator des Königs angebotene Vermittlung.

a) *Die Kriterien, die das Jugendgericht berücksichtigen muss*

B.14.1. Aufgrund von Artikel 37 § 1 des Gesetzes vom 8. April 1965 in der durch Artikel 7 Nr. 1 des Gesetzes vom 13. Juni 2006 abgeänderten Fassung muss das Jugendgericht, wenn es Betreuungs-, Schutz- oder Erziehungsmaßnahmen auferlegt, (1) die Persönlichkeit und den Reifegrad des Betroffenen, (2) sein Lebensumfeld, (3) die Schwere der Taten, die Umstände, unter denen sie begangen wurden, den Schaden und die Folgen für das Opfer, (4) die vorher in Bezug auf den Betroffenen ergriffenen Maßnahmen und sein Verhalten während ihrer Durchführung, (5) die Sicherheit des Betroffenen und (6) die öffentliche Sicherheit berücksichtigen.

In einem einzigen Klagegrund führen die klagenden Parteien an, die Verpflichtung, «die Schwere der Taten», «den Schaden und die Folgen für das Opfer» und «die öffentliche Sicherheit» zu berücksichtigen, stehe im Widerspruch zu den Artikeln 10 und 11 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit den Artikeln 3 Absatz 1 und 40 Absätze 1 und 3 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes. Diese Kriterien stünden in keinem Verhältnis zum Zweck der zu ergreifenden Maßnahmen oder seien zumindest unverhältnismäßig im Vergleich zu diesem Zweck.

B.14.2. Artikel 3 Absatz 1 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes bestimmt:

«Bei allen Maßnahmen, die Kinder betreffen, gleichviel ob sie von öffentlichen oder privaten Einrichtungen der sozialen Fürsorge, Gerichten, Verwaltungsbehörden oder Gesetzgebungsorganen getroffen werden, ist das Wohl des Kindes ein Gesichtspunkt, der vorrangig zu berücksichtigen ist».

Artikel 40 Absätze 1 und 3 desselben Übereinkommens bestimmt:

«(1) Die Vertragsstaaten erkennen das Recht jedes Kindes an, das der Verletzung der Strafgesetze verdächtigt, beschuldigt oder überführt wird, in einer Weise behandelt zu werden, die das Gefühl des Kindes für die eigene Würde und den eigenen Wert fördert, seine Achtung vor den Menschenrechten und Grundfreiheiten anderer stärkt und das Alter des Kindes sowie die Notwendigkeit berücksichtigt, seine soziale Wiedereingliederung sowie die Übernahme einer konstruktiven Rolle in der Gesellschaft durch das Kind zu fördern.

[...]

(3) Die Vertragsstaaten bemühen sich, den Erlass von Gesetzen sowie die Schaffung von Verfahren, Behörden und Einrichtungen zu fördern, die besonders für Kinder, die einer Verletzung der Strafgesetze verdächtigt, beschuldigt oder überführt werden, gelten oder zuständig sind; insbesondere

- a) legen sie ein Mindestalter fest, das ein Kind erreicht haben muss, um als strafmündig angesehen zu werden,
- b) treffen sie, soweit dies angemessen und wünschenswert ist, Maßnahmen, um den Fall ohne ein gerichtliches Verfahren zu regeln, wobei jedoch die Menschenrechte und die Rechtsgarantien uneingeschränkt beachtet werden müssen».

B.14.3. Die in Artikel 37 § 1 aufgezählten Kriterien tragen zur Objektivierung der Entscheidungen des Jugendgerichtes bei und ermöglichen es, die Maßnahmen entsprechend der persönlichen Situation des Jugendlichen zu modulieren (Alter des Täters, spezifische Situation, spezifische Bedürfnisse).

B.14.4. Insbesondere in Bezug auf das Interesse des Minderjährigen, auch wenn darin nicht ausdrücklich auf diese Kriterien verwiesen wird, beweist Nr. 5 des einleitenden Titels des Gesetzes vom 8. April 1965, der bestimmt, dass Minderjährige die in der Verfassung und im Übereinkommen über die Rechte des Kindes angeführten Rechte und Freiheiten genießen, dass der Jugendrichter in jedem Fall diese Bestimmungen einhalten muss, wenn er gegenüber einem Minderjährigen eine Maßnahme ergreift.

B.14.5. Der Klagegrund ist unbegründet.

b) *Das Kumulieren der Maßnahmen*

B.15.1. Artikel 37 § 2 des Gesetzes vom 8. April 1965, ersetzt durch Artikel 7 Nr. 2 des Gesetzes vom 13. Juni 2006, präzisiert die Betreuungs-, Schutz- oder Erziehungsmaßnahmen, die das Jugendgericht anordnen kann. Artikel 52 des Gesetzes vom 8. April 1965 in der durch Artikel 17 des Gesetzes vom 13. Juni 2006 abgeänderten Fassung zählt die vorläufigen Betreuungsmaßnahmen auf, die der Jugendrichter anordnen kann. Die Beschwerde der klagenden Parteien betrifft die Möglichkeit, diese Maßnahmen «kumulativ» anzuordnen.

Der einzige Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit den Artikeln 3 Absatz 1 und 40 Absatz 1 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes. Die Möglichkeit, Maßnahmen zu kumulieren, entspreche nicht dem übergeordneten Interesse des Kindes und sei in jedem Fall unverhältnismäßig im Vergleich zur Zielsetzung des Gesetzgebers. Außerdem seien die Möglichkeiten zur Ausführung gewisser Maßnahmen unzureichend.

B.15.2. Da davon auszugehen ist, dass jede der etwaigen Maßnahmen getrennt betrachtet im Interesse des Minderjährigen ergriffen wurde, besteht kein Anlass zu der Annahme, dass ein etwaiges Kumulieren von Maßnahmen nicht im Interesse des Minderjährigen liegen würde. Eine Verpflichtung zur verstärkten Begründung obliegt diesbezüglich dem Jugendgericht (Artikel 37 § 2 *quinquies* des Gesetzes vom 8. April 1965, eingefügt durch Artikel 7 Nr. 6 des Gesetzes vom 13. Juni 2006; Artikel 52 Absätze 5 und 6 des Gesetzes vom 8. April 1965, abgeändert durch Artikel 17 des Gesetzes vom 13. Juni 2006).

B.15.3. Insofern die Beschwerde sich auf die unzureichenden Möglichkeiten zur Ausführung gewisser Maßnahmen bezieht, betrifft sie die Anwendung des Gesetzes und entzieht sich somit der Kontrollbefugnis des Hofes.

B.15.4. Der Klagegrund ist unbegründet.

c) *Die Maßnahmen der Unterstützung in Bezug auf geistige Gesundheit und Abhängigkeit*

B.16.1. Zu den Betreuungs-, Schutz- oder Erziehungsmaßnahmen, die das Jugendgericht einem Minderjährigen aufgrund von Artikel 37 § 2 des Gesetzes vom 8. April 1965, ersetzt durch Artikel 7 Nr. 2 des Gesetzes vom 13. Juni 2006, auferlegen kann, gehören insbesondere die Teilnahme an einer ambulanten Behandlung in einer Einrichtung für Psychologie oder Psychiatrie, einer Einrichtung für sexuelle Erziehung oder einer auf dem Gebiet der Alkohol- oder Drogenabhängigkeit kompetenten Einrichtung (Nr. 5), die Anvertrauung an eine juristische Person, die die Begleitung durch Durchführung einer positiven Leistung, sei es als Ausbildung oder als Teilnahme an einer organisierten Tätigkeit, anbietet (Nr. 6), die Unterbringung in einer Krankenhausabteilung (Nr. 9) und die stationäre Unterbringung in einer auf dem Gebiet der Alkohol- oder Drogenabhängigkeit oder gleich welcher anderen Abhängigkeit kompetenten Einrichtung, wenn ein vor weniger als einem Monat erstellter ausführlicher medizinischer Bericht bescheinigt, dass die körperliche oder psychische Unversehrtheit des Betroffenen nicht auf andere Weise geschützt werden kann (Nr. 10).

Nach Auffassung der klagenden Parteien stünden diese Maßnahmen im Widerspruch zu den Artikeln 10 und 11 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention, mit den Artikeln 3 Absätze 1 und 3, 16 und 40 Absätze 1 und 3 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes und mit dem Grundsatz der Rechtssicherheit. Sie führen an, die besagten Einrichtungen könnten nicht auf die Probleme von Kindern spezialisiert sein oder durch die Gemeinschaften anerkannt oder organisiert werden. Es sei ebenfalls nicht erforderlich, dass die Jugendlichen, die Gegenstand dieser Maßnahmen seien, von den Erwachsenen getrennt würden. Schließlich sind sie der Auffassung, dass niemand dazu gezwungen werden könne, sich behandeln zu lassen.

B.16.2. Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention bestimmt:

«(1) Jedermann hat Anspruch auf Achtung seines Privat- und Familienlebens, seiner Wohnung und seines Briefverkehrs.

(2) Der Eingriff einer öffentlichen Behörde in die Ausübung dieses Rechts ist nur statthaft, insoweit dieser Eingriff gesetzlich vorgesehen ist und eine Maßnahme darstellt, die in einer demokratischen Gesellschaft für die nationale Sicherheit, die öffentliche Ruhe und Ordnung, das wirtschaftliche Wohl des Landes, die Verteidigung der Ordnung und zur Verhinderung von strafbaren Handlungen, zum Schutz der Gesundheit und der Moral oder zum Schutz der Rechte und Freiheiten anderer notwendig ist».

Die Artikel 3 Absatz 1 und 40 Absätze 1 und 3 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes wurden bereits in B.14.2 zitiert.

Artikel 3 desselben Übereinkommens bestimmt:

«Die Vertragsstaaten stellen sicher, dass die für die Fürsorge für das Kind oder dessen Schutz verantwortlichen Institutionen, Dienste und Einrichtungen den von den zuständigen Behörden festgelegten Normen entsprechen, insbesondere im Bereich der Sicherheit und der Gesundheit sowie hinsichtlich der Zahl und der fachlichen Eignung des Personals und des Bestehens einer ausreichenden Aufsicht».

Artikel 16 desselben Übereinkommens bestimmt:

«(1) Kein Kind darf willkürlichen oder rechtswidrigen Eingriffen in sein Privatleben, seine Familie, seine Wohnung oder seinen Schriftverkehr oder rechtswidrigen Beeinträchtigungen seiner Ehre und seines Rufes ausgesetzt werden.

(2) Das Kind hat Anspruch auf rechtlichen Schutz gegen solche Eingriffe oder Beeinträchtigungen».

B.16.3. Weder aus der angefochtenen Bestimmung, noch aus irgendeinem anderen Element kann abgeleitet werden, dass der Gesetzgeber nicht die internationalen Verpflichtungen eingehalten hätte, die sich aus den Artikeln 3 und 40 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes ergeben. Aus dem einleitenden Titel des Gesetzes vom 8. April 1965, eingefügt durch Artikel 3 des Gesetzes vom 13. Juni 2006, geht im Übrigen vielmehr die gegenteilige Absicht hervor.

Darüber hinaus legen die klagenden Parteien nicht dar, inwiefern der der Grundsatz der Rechtssicherheit verletzt würde.

B.16.4. Das Recht auf körperliche oder psychische Unversehrtheit ist ein wesentlicher Aspekt des Rechtes auf Achtung vor dem Privatleben. Eine Beeinträchtigung dieser Unversehrtheit, auch wenn sie nur begrenzt ist, wie im Fall einer erzwungenen medizinischen Behandlung, kann also eine Einmischung in das Privatleben darstellen (EuGHMR, 5. Juli 1999, *Matter* gegen Slowakei, § 64; EuGHMR, 22. Juli 2003, *Y.F.* gegen Türkei, § 33).

Jede Einmischung der Behörden in das Recht auf Achtung des Privatlebens muss durch eine ausreichend präzise Gesetzesbestimmung vorgeschrieben sein und einem zwingenden gesellschaftlichen Bedarf entsprechen, was im vorliegenden Fall zutrifft.

Eine erzwungene medizinische Behandlung kann nur als gerechtfertigte Maßnahme angesehen werden, wenn deren therapeutische Notwendigkeit erwiesen ist (*mutatis mutandis* EuGHMR, 19. Juni 2007, *Ciorap* gegen Moldawien, § 77).

B.16.5. Was die stationäre Unterbringung in einer auf dem Gebiet der Alkohol- oder Drogenabhängigkeit oder gleich welcher anderen Abhängigkeit kompetenten Einrichtung betrifft, hat der Gesetzgeber ausdrücklich vorgesehen, dass diese Maßnahme nur auferlegt werden kann, wenn ein vor weniger als einem Monat erstellter ausführlicher medizinischer Bericht bescheinigt, dass die körperliche oder psychische Unversehrtheit des Betroffenen nicht auf andere Weise geschützt werden kann.

Was die anderen Maßnahmen betrifft, die eine erzwungene medizinische Behandlung umfassen, was für die ambulante Behandlung in einer psychiatrischen Einrichtung und der Unterbringung in einer Krankenhausabteilung der Fall ist, ist Artikel 37 § 2 des Gesetzes vom 8. April 1965 im Lichte der vorerwähnten Vertragsbestimmungen so auszulegen, dass er vorschreibt, dass diese Maßnahmen ebenfalls auf einer medizinischen Beurteilung beruhen müssen.

B.16.6. Vorbehaltlich der Darlegungen in B.16.5 ist der Klagegrund unbegründet.

d) *Maßnahmen in Bezug auf Minderjährige unter zwölf Jahren*

B.17.1. Aufgrund von Artikel 37 § 2 Absatz 1 des Gesetzes vom 8. April 1965, ersetzt durch Artikel 7 Nr. 2 des Gesetzes vom 13. Juni 2006 und abgeändert durch Artikel 88 des Gesetzes vom 27. Dezember 2006, können bestimmte Maßnahmen ebenfalls in Bezug auf Personen unter zwölf Jahren, die wegen einer als Straftat qualifizierten Tat vor Gericht gebracht werden, angeordnet werden. Es geht darum, den Minderjährigen zu rügen (Nr. 1), ihm der Überwachung der zuständigen Sozialeinrichtung zu unterstellen (Nr. 2) sowie ihm eine intensive erzieherische Begleitung und eine individuelle Betreuung durch einen Referenzerzieher aufzuerlegen (Nr. 3).

Nach Darlegung der klagenden Parteien stehe die Senkung der Altersgrenze im Widerspruch zu den Artikeln 10 und 11 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit den Artikeln 3 Absatz 1 und 40 Absätze 1 und 3 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes.

B.17.2. Die vorerwähnten Vertragsbestimmungen beinhalten zwar die Verpflichtung, ein Mindestalter festzusetzen, unter dem davon ausgegangen wird, dass Kinder nicht fähig sind, gegen das Strafrecht zu verstoßen, jedoch ohne dieses Alter festzusetzen. Die durch die angefochtene Bestimmung vorgesehenen Maßnahmen sind jedoch nicht strafrechtlicher Art, sondern sind lediglich Betreuungs-, Schutz- oder Erziehungsmaßnahmen. Außerdem ist in Artikel 37 § 1 Absatz 2 vorgesehen, dass das Jugendgericht bei seiner Entscheidung insbesondere die Persönlichkeit und den Reifegrad der Minderjährigen berücksichtigt.

B.17.3. Der Klagegrund ist unbegründet.

e) *Bedingter Aufschub der Unterbringung des Minderjährigen*

B.18.1. Aufgrund von Artikel 37 § 2 Absatz 5 des Gesetzes vom 8. April 1965, ersetzt durch Artikel 7 Nr. 2 des Gesetzes vom 13. Juni 2006, kann das Gericht die Ausführung der Unterbringungsmaßnahme während einer Dauer von sechs Monaten ab dem Datum des Urteils aufschieben, sofern der Betroffene sich verpflichtet, eine erzieherische oder gemeinnützige Leistung von höchstens 150 Stunden zu erbringen.

Nach Auffassung der klagenden Parteien stehe die Voraussetzung für den Aufschub der Unterbringungsmaßnahme im Widerspruch zu den Artikeln 10 und 11 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention und mit den Artikeln 3 Absatz 1, 16 und 40 Absätze 1 und 3 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes. Sie behaupten im Wesentlichen, der Verbleib des Minderjährigen in der Familie müsse durch den Aufschub unter anderen Bedingungen gewährleistet werden können.

B.18.2. Artikel 37 § 2 Absatz 5 des Gesetzes vom 8. April 1965, eingefügt durch das Gesetz vom 13. Juni 2006, bezweckt, die Zahl der Unterbringungen zu begrenzen, indem es den betroffenen Jugendlichen ermöglicht wird - obwohl eine solche Unterbringungsmaßnahme angebracht erscheint -, dennoch in ihrer Familie zu bleiben, unter der Bedingung, dass sie sich zur Erbringung einer erzieherischen oder gemeinnützigen Leistung von höchstens 150 Stunden verpflichten. Diese Bestimmung ist in Verbindung mit Artikel 37 § 2 Absatz 3 zu betrachten, der eine Hierarchie in den Maßnahmen, die das Jugendgericht ergreifen kann, vorsieht, wobei in dieser Hierarchie die Maßnahmen vorgezogen werden, die es dem Jugendlichen ermöglichen, weiter in seinem Lebensumfeld zu verbleiben. Nur wenn diese Maßnahmen keine angemessene Reaktion auf das Verhalten des Jugendlichen darstellen, kann eine Unterbringungsmaßnahme ergriffen werden, wobei die Unterbringung in einer offenen Abteilung der Unterbringung in einer geschlossenen Abteilung vorgezogen wird. Das Jugendgericht muss im Übrigen diese Maßnahme besonders begründen auf der Grundlage der in Artikel 37 § 1 vorgesehenen Kriterien und spezifischen Umstände, und für die Unterbringung in einer geschlossenen Erziehungsabteilung unter Berücksichtigung der Prioritäten im Sinne von Artikel 37 § 2 Absatz 3 (Artikel 37 § 2 *quinquies*).

Aufgrund von Artikel 37 § 2 *bis* kann das Jugendgericht den Verbleib der Betroffenen in ihrem Lebensumfeld von verschiedenen Bedingungen abhängig machen, die im Klagegrund erwähnt sind, da durch diese Bestimmung soweit wie möglich Unterbringungen vermieden werden sollen.

Die angefochtene Maßnahme beruht ebenfalls auf diesem Bemühen und bezweckt, dem Betroffenen eine letzte Chance zu geben, um eine solche Unterbringung zu vermeiden. Wenn die erzieherische oder gemeinnützige Leistung von höchstens 150 Stunden zum erwünschten Ergebnis führt, braucht die Unterbringungsmaßnahme nicht ausgeführt zu werden, die selbstverständlich eine größere Einmischung in das Privat- und Familienleben des betroffenen Jugendlichen darstellt.

Die Maßnahme ist im Gesetz vorgesehen und kann als notwendig in einer demokratischen Gesellschaft für die Verteidigung der Ordnung, die Verhinderung von als Straftat qualifizierten Taten sowie den Schutz der Rechte und Freiheiten anderer angesehen werden. Sie ist nicht unverhältnismäßig im Vergleich zur Zielsetzung des Gesetzgebers.

B.18.3. Der Klagegrund ist unbegründet.

f) *Die Bedingungen für den Verbleib des Minderjährigen in seinem Lebensumfeld*

B.19.1. Aufgrund von Artikel 37 § 2bis des Gesetzes vom 8. April 1965, eingefügt durch Artikel 7 Nr. 3 des Gesetzes vom 13. Juni 2006, kann das Gericht den Verbleib der ihm vorgeführten Personen in ihrem Lebensumfeld von gewissen Bedingungen abhängig machen, darunter der Verzicht auf die Ausübung gewisser Tätigkeiten (Nr. 8), die Einhaltung eines Ausgangsverbots (Nr. 9) und die Beachtung anderer punktueller Bedingungen oder Verbote, die das Gericht bestimmt (Nr. 10).

Nach Auffassung der klagenden Parteien stünden diese Bedingungen im Widerspruch zu den Artikeln 10 und 11 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit Artikel 8 der Europäischen Menschenrechtskonvention, mit den Artikeln 3 Absatz 1, 7, 9, 16 und 40 Absätze 1 und 3 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes und mit dem Grundsatz der Rechtssicherheit, insofern sie dem Richter eine zu weitreichende Ermessensbefugnis verleihen und auf unverhältnismäßige Weise das Recht auf Achtung des Privat- und Familienlebens des Minderjährigen und seiner Eltern verletzen würden.

B.19.2. Die Bedingungen, denen der Verbleib des Minderjährigen in seinem Lebensumfeld unterliegt, stellen durch ihre eigentliche Beschaffenheit eine Einmischung in das Recht auf Achtung des Privat- und Familienlebens dar.

B.19.3. Die bemängelten Bedingungen können, wie im Übrigen alle bereits geprüften Maßnahmen, nur auferlegt werden, wenn ein Minderjähriger Gegenstand eines Verfahrens ist, weil er eine als Straftat qualifizierte Tat begangen hat.

Jede Person, die sich in dieser Situation befindet, kann auf der Grundlage der angefochtenen Bestimmung in einem vernünftigen Maße die Folgen vorhersehen, die dieses Verfahren für sein Privat- und Familienleben haben kann. Außerdem können die bemängelten Bedingungen in einer demokratischen Gesellschaft als notwendig für den Schutz der öffentlichen Ordnung und die Verhinderung von Straftaten angesehen werden. Der Umstand, dass sie dem Richter eine weitgehende Ermessensbefugnis verleihen, reicht nicht aus, um auf eine Verletzung des Rechtes auf Achtung des Privat- und Familienlebens zu schließen, da der Richter selbst bei der Auferlegung einer Bedingung für den Verbleib eines Minderjährigen in seinem Lebensumfeld prüfen muss, ob dadurch nicht dieses Recht auf unverhältnismäßige Weise verletzt wird.

Das Auferlegen der vorerwähnten Bedingungen unterliegt diesbezüglich einer Verpflichtung der besonderen Begründung durch das Jugendgericht (Artikel 37 § 2quinquies des Gesetzes vom 8. April 1965).

B.19.4. Der Klagegrund ist unbegründet.

g) *Die unzureichende Ausführung des Projektes des Minderjährigen*

B.20.1. In Anwendung von Artikel 37 § 2ter des Gesetzes vom 8. April 1965, eingefügt durch Artikel 7 Nr. 4 des Gesetzes vom 13. Juni 2006, kann ein Minderjähriger, der Gegenstand eines Verfahrens ist, weil er eine als Straftat qualifizierte Tat begangen hat, dem Gericht ein schriftliches Projekt anbieten, in dem er gewisse Verpflichtungen eingeht, wie das Anbieten schriftlicher oder mündlicher Entschuldigungen, die Wiedergutmachung des verursachten Schadens *in natura*, die Teilnahme an einem Wiedergutmachungsangebot, die Teilnahme an einem Programm der schulischen Wiedereingliederung oder die Teilnahme an präzisen Tätigkeiten im Rahmen eines Projektes der Lehre und Ausbildung, die Teilnahme an einer ambulanten Behandlung und das Vorstelligwerden im Jugendhilfedienst (Artikel 37 § 2ter Absatz 1 Nrn. 1 bis 7).

Wenn das Jugendgericht dieses Projekt genehmigt, vertraut es der zuständigen Sozialeinrichtung die Kontrolle über dessen Ausführung an (Artikel 37 § 2ter Absatz 3).

Wenn das Projekt nicht oder unzureichend ausgeführt wurde, kann das Gericht eine andere Maßnahme anordnen (Artikel 37 § 2ter Absatz 3).

Die klagenden Parteien führen an, dass die letztgenannte Bestimmung im Widerspruch zu den Artikeln 10, 11 und 22bis der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit den Artikeln 3 Absatz 1 und 40 Absätze 1 und 3 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes und mit dem der Grundsatz der Rechtssicherheit stehe, insofern die «unzureichende Ausführung» ein ungenaues und unpräzises Kriterium sei, das unzureichend vorhersehbar sei.

B.20.2. Artikel 22bis der Verfassung bestimmt:

«Jedes Kind hat ein Recht auf Achtung vor seiner moralischen, körperlichen, geistigen und sexuellen Unversehrtheit.

Das Gesetz, das Dekret oder die in Artikel 134 erwähnte Regel gewährleistet den Schutz dieses Rechtes».

Die Artikel 3 Absatz 1 und 40 Absätze 1 und 3 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes wurden bereits in B.14.2 zitiert.

B.20.3. Die Verpflichtungen, die im schriftlichen Projekt eingegangen wurden und im Gesetz präzise definiert sind, sind geeignet, damit das Jugendgericht objektiv und vernünftig feststellen kann, ob sie vollständig oder nur teilweise ausgeführt wurden. Es gelangt im Übrigen zu dieser Feststellung durch eine begründete Entscheidung nach einer kontradiktorischen Verhandlung unter Wahrung der Rechte der Verteidigung und gegebenenfalls in Anwesenheit des Rechtsanwalts des Minderjährigen.

B.20.4. Der Klagegrund ist unbegründet.

h) *Die Bedingungen für den Zugang zu einem offenen Erziehungssystem einer öffentlichen Gemeinschaftseinrichtung für Jugendschutz*

B.21.1. In Artikel 37 § 2quater Absatz 1 des Gesetzes vom 8. April 1965, eingefügt durch Artikel 7 Nr. 5 des Gesetzes vom 13. Juni 2006, sind die Bedingungen dargelegt, denen die Unterbringung von Personen unter zwölf Jahren in einem offenen Erziehungssystem einer öffentlichen Gemeinschaftseinrichtung für Jugendschutz unterliegt. Diese Unterbringung ist nämlich möglich, wenn diese Personen «eine als Körperverletzung qualifizierte Tat begangen haben» (Artikel 37 § 2quater Absatz 1 Nr. 2).

Nach Darlegung der klagenden Parteien verstoße diese Bestimmung gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit den Artikeln 3 Absatz 1 und 40 Absätze 1 und 3 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes, insofern sie angesichts der großen Tragweite des strafrechtlichen Begriffs «Körperverletzung» nicht im Verhältnis zur Zielsetzung des Gesetzgebers stehe.

B.21.2. Der Gesetzgeber konnte davon ausgehen, dass die Beeinträchtigung der körperlichen Unversehrtheit ausreichend schwerwiegend und besorgniserregend ist, um die Unterbringung in einem offenen Erziehungssystem einer öffentlichen Gemeinschaftseinrichtung für Jugendschutz zu rechtfertigen.

Die angefochtene Bedingung befreit den Jugendrichter jedoch nicht davon zu prüfen, ob die ins Auge gefasste Maßnahme angemessen ist. Er kann die Unterbringungsmaßnahme nur unter Berücksichtigung der in Artikel 37 § 1 des Gesetzes vom 8. April 1965 angeführten Faktoren, des durch den Gesetzgeber in Artikel 37 § 2 ausgedrückten Vorzugs und insbesondere der Interessen des Kindes auflegen.

B.21.3. Der Klagegrund ist unbegründet.

i) *Änderungen an der Bestimmung in Bezug auf die durch den Prokurator des Königs angebotene Vermittlung*

B.22.1. Aufgrund von Artikel 45^{quater} des Gesetzes vom 8. April 1965, eingefügt durch Artikel 13 des Gesetzes vom 13. Juni 2006, kann der Prokurator des Königs der Person, die im Verdacht steht, eine als Straftat qualifizierte Tat begangen zu haben, den Personen, die über sie die elterliche Gewalt ausüben, den Personen, denen rechtlich oder faktisch dieses Sorgerecht obliegt, und dem Opfer unter bestimmten Bedingungen eine Vermittlung anbieten.

Diese Bestimmung wird durch die klagenden Parteien in einer anderen Klageschrift angefochten (Rechtssache Nr. 4081). In der nun vorliegenden Klageschrift fechten sie jedoch die letzten Änderungen an dieser Bestimmung an.

Durch Artikel 90 des Gesetzes vom 27. Dezember 2006 wurde im französischen Text von Artikel 45^{quater} § 2 Absatz 2 das Wort «présumée» ersetzt durch «soupçonnée d'».

Durch Artikel 91 desselben Gesetzes wurden in Artikel 45^{quater} § 3 Absatz 2 die Wörter «der Täter, der eine als Straftat qualifizierte Tat begangen hat» ersetzt durch die Wörter «die Person im Sinne von Artikel 36 Nr. 4».

B.22.2. Die Beschwerden der klagenden Parteien sind in Wirklichkeit gegen Artikel 13 des Gesetzes vom 13. Juni 2006 gerichtet, der in dieser Klageschrift nicht angefochten wird, und nicht gegen die Artikel 90 und 91 des Gesetzes vom 27. Dezember 2006, die im Übrigen nicht dazu dienen, die Tragweite von Artikel 45^{quater} des Gesetzes vom 8. April 1965 abzuändern.

Diese Beschwerden sind unzulässig.

3. Die Verfahrensgarantien

B.23. Die klagenden Parteien führen an, die Bestimmungen der Gesetze vom 13. Juni 2006 und vom 27. Dezember 2006 wiesen bezüglich der Maßnahmen, die das Jugendgericht oder gegebenenfalls der Untersuchungsrichter ergreifen könne, mehrere Verfahrensmängel auf in Bezug auf:

- a) das Fehlen des Beistands durch einen Rechtsanwalt vor dem Untersuchungsrichter;
- b) die Geldbuße im Falle des Nichterscheinens;
- c) die Verfahrensgarantien bezüglich der vorläufigen Maßnahmen;
- d) die Ausgangsregelungen;
- e) die Verfahrensgarantien bezüglich der Unzuständigerklärung.

a) *Das Fehlen des Beistands durch einen Rechtsanwalt vor dem Untersuchungsrichter*

B.24.1. Die klagenden Parteien beantragen die Nichtigerklärung der Wörter «Der Untersuchungsrichter kann jedoch ein besonderes Gespräch mit dem Betroffenen führen» in Artikel 49 Absatz 2 des Gesetzes vom 8. April 1965. Diese Bestimmung sei nicht vereinbar mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit Artikel 6 Absätze 1 und 3 der Europäischen Menschenrechtskonvention, mit Artikel 14 Absätze 1 und 3 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte und mit Artikel 40 Absatz 2 Buchstabe b) Ziffer ii) des Übereinkommens über die Rechte des Kindes.

B.24.2. Grundsätzlich ist nur der Jugendrichter ermächtigt, eine Betreuungsmaßnahme in Bezug auf einen Minderjährigen zu ergreifen. Der Untersuchungsrichter kann jedoch in Anwendung von Artikel 49 des Gesetzes vom 8. April 1965 eine solche Maßnahme in außergewöhnlichen und dringenden Situationen beschließen, beispielsweise wenn der Jugendrichter, der normalerweise zuständig ist, um darüber zu befinden, nicht verfügbar ist.

B.24.3. Durch sein Urteil Nr. 184/2004 vom 16. November 2004 hat der Hof geurteilt, dass die Artikel 49 und 52^{ter} des Gesetzes vom 8. April 1965 gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung verstießen, insofern Artikel 49 nicht den verpflichtenden Beistand durch einen Rechtsanwalt für einen vor dem Untersuchungsrichter erscheinenden Minderjährigen vorsah, obwohl er den Beistand durch einen Rechtsanwalt erhalten hätte, wenn die gleiche Maßnahme durch den Jugendrichter auf der Grundlage von Artikel 52^{ter} ergriffen worden wäre und die betreffende Betreuungsmaßnahme schwerwiegende Auswirkungen auf die Rechte des Minderjährigen haben könnte.

B.24.4. Artikel 49, abgeändert durch Artikel 15 des Gesetzes vom 13. Juni 2006, der bestimmt, dass der Betroffene jedes Mal, wenn er vor dem Untersuchungsrichter erscheint, Recht auf den Beistand durch einen Rechtsanwalt hat, dass jedoch der Untersuchungsrichter auch ein besonderes Gespräch mit dem Betroffene führen kann, wurde mit Artikel 52^{ter} in Einklang gebracht, der es ebenfalls dem Jugendrichter erlaubt, ein besonderes Gespräch mit dem Betroffenen während der Untersuchungsphase zu führen.

B.24.5. Es besteht also kein Behandlungsunterschied mehr, je nachdem, ob der Minderjährige vor dem Untersuchungsrichter oder vor dem Jugendrichter erscheint.

B.24.6. Es trifft zwar zu, dass der Untersuchungsrichter im Gegensatz zu dem, was in Artikel 52^{ter} Absatz 4 in Bezug auf den Jugendrichter vorgesehen ist, nicht verpflichtet ist, dem Minderjährigen und den anderen Parteien seine Entscheidung mitzuteilen oder unter Angabe der Berufungsmöglichkeiten zu notifizieren.

B.24.7. Aufgrund von Absatz 2 des Artikels 49 benachrichtigt jedoch der Untersuchungsrichter, wenn er eine Betreuungsmaßnahme ergreift, gleichzeitig und schriftlich das Jugendgericht darüber, und dieses «übt dann seine Zuständigkeiten aus und entscheidet innerhalb von zwei Werktagen gemäß den Artikeln 52^{ter} und 52^{quater}».

Wenn der Untersuchungsrichter einen Beschluss zur Einstellung des Verfahrens oder zur Verweisung ans Jugendgericht fasst, kann er dies in Anwendung von Absatz 4 des Artikels 49 erst nach einer kontradiktorischen Verhandlung tun, in der der Minderjährige Beistand durch einen Rechtsanwalt erhalten hat, und nachdem der Minderjährige und die betroffenen Personen Einsicht in die Akte nehmen konnten.

B.24.8. Da Artikel 49 gewährleistet, dass keine Entscheidung durch den Untersuchungsrichter in Bezug auf einen Minderjährigen getroffen werden darf, ohne dass dieser den Beistand durch einen Rechtsanwalt erhalten hat, verstößt diese Bestimmung nicht gegen die im Klagegrund angeführten Bestimmungen und schließt sie, ebenso wie Artikel 52^{ter}, für den Untersuchungsrichter nicht die Möglichkeit aus, mit dem Minderjährigen ein besonderes Gespräch zu führen.

B.24.9. Der Klagegrund ist unbegründet.

b) *Die Geldbuße im Falle des Nichterscheinens*

B.25.1. Die klagenden Parteien beantragen die Nichtigerklärung von Artikel 51 § 2 Absätze 2 und 3 des Gesetzes vom 8. April 1965, insofern er es dem Jugendgericht gestatte, die Parteien - den Minderjährigen oder die Personen, die die elterliche Gewalt ausüben -, die nicht erscheinen und dies nicht rechtfertigen können, zu einer Geldbuße von einem bis hundertfünfzig Euro zu verurteilen. Die klagenden Parteien sind der Auffassung, dass diese Bestimmungen gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit den Artikeln 3 Absatz 1 und 40 Absätze 1 und 3 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes, verstießen. Sie vertreten insbesondere den Standpunkt, dass diese finanzielle Sanktion offensichtlich unangemessen und unverhältnismäßig sei, insofern sie sich auch auf den Minderjährigen beziehe, der somit wie ein erwachsener Straffälliger behandelt werde, und dies stehe im Widerspruch zu den im Klagegrund vorgesehenen internationalen Bestimmungen. Sie sind auch der Auffassung, der Umstand, dass die verurteilten Personen auf eine zweite Vorladung zum Erscheinen hin rechtmäßige Gründe vorlegen und von der Geldbuße befreit werden könnten, habe nicht zur Folge, dass die Möglichkeit der Sanktion der Verfassung entsprechen würde.

B.25.2. Der Gesetzgeber kann von ungerechtfertigten Abwesenheiten abschrecken, wenn er der Auffassung ist, dass die Anwesenheit der Betroffenen von entscheidender Bedeutung ist, vorausgesetzt, ihre Verteidigungsrechte werden nicht verletzt. Im vorliegenden Fall konnte der Gesetzgeber den Standpunkt vertreten, dass die Anwesenheit der mit der elterlichen Gewalt betrauten Personen in der Sitzung nicht nur für sie, sondern auch für den betroffenen Minderjährigen so wichtig war, dass eine Maßnahme, um sie von der Abwesenheit abzuschrecken, gerechtfertigt war.

Die Möglichkeit, eine Geldbuße aufzuerlegen, ist eine sachdienliche Maßnahme, um das Erscheinen der betroffenen volljährigen Personen vor dem Jugendgericht zu gewährleisten. Eine Geldbuße von einem bis hundertfünfzig Euro kann diesbezüglich nicht als eine unverhältnismäßige Maßnahme angesehen werden.

Außerdem kann eine Befreiung von der Geldbuße erreicht werden, wenn die Betroffenen einer zweiten Aufforderung zum Erscheinen Folge leisten und rechtmäßige Verschonungsgründe vorlegen können (Artikel 51 § 2 Absatz 4 des Gesetzes vom 8. April 1965 in der durch Artikel 16 Nr. 3 des Gesetzes vom 13. Juni 2006 abgeänderten Fassung).

B.25.3. Umgekehrt kann, ungeachtet der Bedeutung, die der Gesetzgeber dem Erscheinen des betroffenen Minderjährigen beimisst, es nicht rechtfertigen, dass in diesem Fall nicht die Garantien eingehalten würden, die er einführen wollte, um den Schutz der Minderjährigen zu gewährleisten, auch in den Fällen, wo sie als Straftaten qualifizierte Taten begangen haben.

B.25.4. Insofern er auf Minderjährige anwendbar ist, die nicht vor Gericht erscheinen, verstößt Artikel 51 § 2 Absatz 3 des Gesetzes vom 8. April 1965 gegen die im Klagegrund angeführten Bestimmungen.

B.25.5. In diesem Maße ist der Klagegrund begründet.

c) *Die Verfahrensgarantien bezüglich der vorläufigen Maßnahmen*

B.26.1. Artikel 52 des Gesetzes vom 8. April 1965 bestimmt in der durch Artikel 17 Nr. 1 des Gesetzes vom 13. Juni 2006 abgeänderten Fassung, dass vorläufige Maßnahmen nur für eine möglichst kurze Dauer ergriffen werden dürfen, wenn ausreichend ernsthafte Schuldindizien bestehen und wenn das Ziel der vorläufigen Maßnahme nicht auf andere Weise erreicht werden kann (Absatz 6). Darin wird präzisiert, dass eine vorläufige Maßnahme nur ergriffen werden kann, um eine sofortige Bestrafung oder gleich welche andere Form des Zwangs auszuüben (Absatz 7).

Artikel 52^{quater} des Gesetzes vom 8. April 1965 bestimmt in der durch Artikel 19 des Gesetzes vom 13. Juni 2006 abgeänderten Fassung, dass die vorläufige Maßnahme, die darin besteht, eine Maßnahme der Aufsicht in einem geschlossenen Erziehungssystem anzuordnen, nur unter bestimmten Bedingungen ergriffen werden darf, darunter das Bestehen ernsthafter Schuldindizien.

Nach Auffassung der klagenden Parteien seien diese Bestimmungen nicht mit den Artikeln 10 und 11 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit Artikel 6 Absätze 1 und 2 der Europäischen Menschenrechtskonvention, mit Artikel 14 Absätze 1 und 2 des Internationalen Paktes über bürgerliche und politische Rechte und mit den Artikeln 3 Absatz 1 und 40 Absätze 1 und 3 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes, vereinbar. Insofern nichts dagegen spreche, dass der Tatsachenrichter der gleiche sei wie derjenige, der eine vorläufige Maßnahme angeordnet und festgestellt habe, dass ausreichende ernsthafte Schuldindizien vorliegen, würde gegen den Grundsatz der Unparteilichkeit verstoßen.

B.26.2. Wegen der spezifischen Beschaffenheit des Jugendschutzes, so wie er durch das Gesetz vom 8. April 1965 geregelt wird und dessen Grundsätze in dem durch das angefochtene Gesetz eingeführten einleitenden Titel bestätigt werden, muss der Jugendrichter Maßnahmen ergreifen können, die es ihm ermöglichen, eine gründliche Kenntnis der Persönlichkeit des Minderjährigen und seines Lebensumfeldes zu erlangen, seine Entwicklung zu verfolgen und in Kenntnis der Sachlage die am besten geeigneten Maßnahmen für seinen Schutz und seine Erziehung zu bestimmen, anzunehmen und notwendigenfalls zu ändern.

B.26.3. Sofern die durch den Jugendrichter ergriffenen Maßnahmen diesem Schutzziel entsprechen, entspricht es den Interessen des Minderjährigen und ist es nicht mit den Bestimmungen, gegen die ein Verstoß angeführt wird, unvereinbar, dass derselbe Richter im Laufe des gesamten Verfahrens eingreifen kann, da der Gesetzgeber dieses möglichst flexibel gestalten wollte, damit der Richter einen direkten Kontakt zu den Parteien knüpfen und die besondere Psychologie der Minderjährigen berücksichtigen kann. Der Umstand, dass dieser Richter vorläufige Maßnahmen ergreift und anschließend zur Sache selbst entscheidet, kann keinen rechtmäßigen Zweifel an seiner Unabhängigkeit und Unparteilichkeit entstehen lassen.

B.26.4. Das Jugendgericht hat nicht die Aufgabe, bei der Ergreifung vorläufiger Maßnahmen über die Tatbestandsmerkmale oder über die Schuld des Minderjährigen zu urteilen, da es im Wesentlichen um zeitweilige Übergangsmaßnahmen geht, die im Interesse des Minderjährigen auf der Grundlage von zu diesem Zeitpunkt des Verfahrens verfügbaren Angaben ergriffen werden, wenn diese Maßnahmen als dringend angesehen werden.

Solche Maßnahmen beinhalten notwendigerweise, dass der Richter sie nur ergreift, wenn er nach einer kurzen Prüfung der Akte der Auffassung ist, dass Elemente bestehen, die seine Befassung rechtfertigen. Der Gesetzgeber kann daher vorsehen, dass solche Maßnahmen nur gegenüber einem Minderjährigen ergriffen werden dürfen, der eine als Straftat qualifizierte Tat begangen hat.

B.26.5. Die angefochtene Bestimmung fügt jedoch hinzu, dass die in Artikel 52 vorgesehenen Maßnahmen nur ergriffen werden dürfen, «wenn ausreichend ernsthafte Schuldindizien bestehen», und die in Artikel 52^{quater} vorgesehene Maßnahme angeordnet werden darf, wenn «ernsthafte Schuldindizien» bestehen. Indem analog zur Gesetzgebung über die auf Erwachsene anwendbare Untersuchungshaft vorgeschrieben ist, dass durch das Jugendgericht formell das Bestehen ernsthafter Schuldindizien festgestellt wird, können die angefochtenen Bestimmungen dieses dazu veranlassen, über Fragen zu entscheiden, die sich mit derjenigen decken, die es behandeln muss, wenn es zur Sache selbst entscheidet (siehe EuGHMR, 23. August 1993, *Nortier* gegen Niederlande, §§ 33 bis 37).

B.26.6. Damit der Jugendrichter den ihm durch Gesetz anvertrauten Auftrag behält und vermieden wird, dass er unvereinbare Funktionen kumuliert, sind also die Wörter «wenn ausreichend ernsthafte Schuldindizien bestehen» in Artikel 52 Absatz 6 des Gesetzes vom 8. April 1965 und die Wörter «es bestehen ernsthafte Schuldindizien» in Artikel 52^{quater} Absatz 2 Nr. 1 desselben Gesetzes für nichtig zu erklären.

d) *Die Ausgangsregelungen*

B.27.1. Artikel 52^{quater} Absätze 3 bis 6 des Gesetzes vom 8. April 1965 in der durch Artikel 98 des Gesetzes vom 27. Dezember 2006 abgeänderten Fassung macht den Ausgang des in einem geschlossenen Erziehungssystem untergebrachten Minderjährigen von folgenden Bedingungen abhängig:

- das Verlassen der Anstalt zum Erscheinen vor Gericht, aus medizinischen Gründen oder zur Teilnahme an einer Beerdigung in Belgien im Falle des Todes eines Verwandten bis zum zweiten Grad einschließlich erfordert keine Genehmigung des Jugendrichters oder des Jugendgerichts. Die Anstalt informiert jedoch den Jugendrichter oder das Jugendgericht vorher per Fax in diesem Sinne. Der König kann diese Regel durch einen im Ministerrat beratenen königlichen Erlass auf andere Arten des Ausganges ausdehnen;

- die Arten von Ausgang, die in dem pädagogischen Projekt beschrieben sind, das die öffentliche Gemeinschaftseinrichtung für Jugendschutz dem Jugendrichter oder dem Jugendgericht mit dem Vermerk der Weise der Begleitung für jede Art des Ausganges mitteilt, können durch den Jugendrichter oder das Jugendgericht durch eine begründete Entscheidung aus einem oder mehreren der im Gesetz vier angeführten Gründe verboten werden. Das Verbot kann ebenfalls nur für bestimmte Arten von Tätigkeiten gelten und kann mit einer unzureichenden Begleitung verbunden sein;

- die Ausgänge im Rahmen von Tätigkeiten, die nicht ausdrücklich Bestandteil des pädagogischen Projektes der öffentlichen Gemeinschaftseinrichtung für Jugendschutz sind, werden von Fall zu Fall beim Jugendrichter oder beim Jugendgericht mit Angabe der vorgesehenen Art der Begleitung beantragt. Der Antrag wird spätestens fünf Werktage vor dem Beginn der Tätigkeit gestellt. Der Jugendrichter oder das Jugendgericht entscheidet innerhalb einer Frist von vier Werktagen. Eine Kopie des Antrags wird der Staatsanwaltschaft unverzüglich durch die Kanzlei übermittelt.

Aus der Formulierung der Bestimmung geht hervor, dass es sich nicht um Bedingungen in Bezug auf die Unterbringungsmaßnahme handelt, sondern um Bedingungen, denen der Ausgang aus der Einrichtung unterliegt, nachdem die Unterbringungsmaßnahme ergriffen wurde.

B.27.2. Artikel 103 des Gesetzes vom 27. Dezember 2006 ergänzt in diesem Sinne Artikel 6 § 2 des Gesetzes vom 1. März 2002 über die vorläufige Unterbringung Minderjähriger, die eine als Straftat qualifizierte Tat begangen haben.

Aufgrund von Artikel 8 Absatz 2 des letztgenannten Gesetzes, der durch Artikel 105 des Gesetzes vom 27. Dezember 2006 abgeändert wurde, hat eine Berufung gegen eine Genehmigung des Ausganges aus dem Zentrum eine aussetzende Wirkung während der ersten fünfzehn Tage nach dem Einlegen der Berufung.

B.28.1. Der erste Klagegrund ist abgeleitet aus einem Verstoß gegen die Regeln der Zuständigkeitsverteilung. Nach Darlegung der klagenden Parteien verstießen die angefochtenen Bestimmungen gegen Artikel 5 § 1 Nr. 6 des Sondergesetzes vom 8. August 1980 zur Reform der Institutionen.

B.28.2. Aufgrund des bereits erwähnten Artikels 5 § 1 II Nr. 6 Buchstabe d) des Sondergesetzes vom 8. August 1980 stellt die «Festlegung der Maßnahmen, die gegenüber Minderjährigen ergriffen werden können, die eine als Straftat qualifizierte Tat begangen haben» eine der Ausnahmen dar, für die die Föderalbehörde zuständig ist.

Diese Ausnahmebestimmung ist das Ergebnis eines Abänderungsantrags, durch den klar festgelegt werden sollte, dass nur die eigentliche Bestimmung der Maßnahmen, die in Bezug auf straffällige Minderjährige ergriffen werden können, zum föderalen Zuständigkeitsbereich gehört und dass die Modalitäten und die Ausführung dieser Maßnahmen zum Zuständigkeitsbereich der Gemeinschaften gehören (*Parl. Dok.*, Kammer, Sondersitzungsperiode 1988, Nr. 516/5, S. 4; *Ann.*, Kammer, Sondersitzungsperiode 1988, 28. Juli 1988, S. 1351).

B.28.3. Die Föderalbehörde ist daher befugt, den Inhalt der Maßnahmen, die gegenüber Minderjährigen ergriffen werden können, die eine als Straftat qualifizierte Tat begangen haben, sowie die Bedingungen, unter denen sie ergriffen werden können, zu definieren, doch diese Zuständigkeit betrifft nicht die Ausführung dieser Maßnahmen.

Der föderale Gesetzgeber kann zwar eine Unterbringungsmaßnahme vorsehen und gegebenenfalls die Möglichkeit zum Verlassen der betreffenden Einrichtung ausschließen oder begrenzen, doch sobald die Maßnahme ergriffen wurde, obliegt es nicht mehr der Föderalbehörde, sondern den Gemeinschaftsbehörden, diese Maßnahme auszuführen, und wenn die Unterbringungsmaßnahme den Ausgang nicht ausgeschlossen oder begrenzt hat, die Bedingungen zu definieren, denen der Ausgang aus der Einrichtung unterliegt.

B.28.4. Der erste Klagegrund ist begründet.

Der zweite Klagegrund, der hilfsweise angeführt wird und nicht zu einer weitergehenden Nichtigerklärung führen kann, braucht nicht geprüft zu werden.

e) *Die Verfahrensgarantien bezüglich der Unzuständigkeitserklärung*

B.29. Aufgrund von Artikel 57^{bis} des Gesetzes vom 8. April 1965, eingefügt durch Artikel 21 des Gesetzes vom 13. Juni 2006, kann das Jugendgericht sich durch eine begründete Entscheidung für unzuständig erklären und die Sache zum Zweck der Verfolgung an die Staatsanwaltschaft verweisen, wenn die vor das Jugendgericht wegen einer als Straftat qualifizierten Tat gebrachte Person zum Zeitpunkt dieser Tat wenigstens sechzehn Jahre alt war und wenn das Jugendgericht eine Betreuungs-, Schutz- oder Erziehungsmaßnahme als ungeeignet erachtet.

B.30.1. Die klagenden Parteien vertreten in einem ersten Klagegrund den Standpunkt, dass Artikel 57^{bis} des Gesetzes gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung, gegebenenfalls in Verbindung mit den Artikeln 3 Absatz 1 und 40 Absätze 1 und 3 des Übereinkommens über die Rechte des Kindes, verstoße. Sie bemängeln insbesondere, dass diese Bestimmung es erlaube, dass über Minderjährige so geurteilt würde wie über Erwachsene, und dies im Widerspruch zu den im Klagegrund erwähnten Bestimmungen.

B.30.2. Durch das Gesetz wird eine spezifische Kammer innerhalb des Jugendgerichts geschaffen, die das allgemeine Strafrecht und das gemeinrechtliche Strafverfahren anwendet (Artikel 57bis § 1 des Gesetzes). Die in der ersten Instanz und in der Berufungsinstanz innerhalb dieser Kammern tagenden Magistrate «werden unter denjenigen ausgewählt, die über eine anerkannte Ausbildung oder Erfahrung auf dem Gebiet des Jugendrechtes und des Strafrechtes verfügen» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2004-2005, DOC 51-1467/001, S. 25).

Das Erscheinen des Minderjährigen vor einer spezifischen Kammer ist jedoch nur möglich, «wenn die betroffene Person verdächtigt wird, ein Vergehen oder ein korrekionalisierbares Verbrechen begangen zu haben». Wenn es sich um ein nicht korrekionalisierbares Verbrechen handelt, erscheint der Minderjährige vor «dem kraft des allgemeinen Rechts zuständigen Gericht» (Artikel 57bis § 1).

B.30.3. Der Gesetzgeber konnte vernünftigerweise davon ausgehen, dass die spezifische Kammer gerade aufgrund ihrer Zusammensetzung «intensiv auf die gesellschaftliche Wiedereingliederung setzen wird» und dass «das Strafrecht genügend Nuancen und Alternativen zulässt, um der spezifischen Situation eines jeden Jugendlichen, dessen Sache abgegeben wurde, angepasst werden zu können» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2004-2005, DOC 51-1467/012, S. 55).

B.30.4. Umgekehrt ist keine gleichwertige Maßnahme ergriffen worden, wenn das Jugendgericht ein nicht korrekionalisierbares Verbrechen abgegeben hat, so dass der Minderjährige vor dem Assisenhof wird erscheinen müssen. Obwohl, wie diesbezüglich erklärt wurde, «es angesichts seiner spezifischen Zusammensetzung nicht möglich ist, darin eine spezialisierte Kammer einzuführen», konnte der Gesetzgeber besondere Maßnahmen in Bezug auf das Urteilsverfahren für Minderjährige ergreifen.

B.30.5. Zwar wird kraft Artikel 150 der Verfassung «das Geschworenengericht [...] für alle Kriminalsachen» eingesetzt, doch der Gesetzgeber kann die Zusammensetzung des Assisenhofes regeln, die derzeit Gegenstand der Artikel 119 bis 122 des Gerichtsgesetzbuches in Bezug auf den Spruchkörper und von Artikel 149 desselben Gesetzbuches in Bezug auf die Staatsanwaltschaft. Der Gesetzgeber konnte in diese Artikel Bestimmungen einfügen, die gewährleisten, dass über Minderjährige ein Rechtsprechungsorgan urteilt, dem Magistrate angehören mit der gleichen Ausbildung oder der gleichen Erfahrung wie diejenigen, die in der in Artikel 57bis § 1 des Gesetzes vorgesehenen spezifischen Kammer tagen.

B.30.6. Da der Gesetzgeber solche Bestimmungen nicht vorgesehen hat, behandelt er Minderjährige, deren Sache abgegeben wurde, unterschiedlich, je nachdem, ob sie verdächtigt werden, ein Vergehen oder ein korrekionalisierbares Verbrechen begangen zu haben, oder ob sie verdächtigt werden, ein nicht korrekionalisierbares Verbrechen begangen zu haben. Auch wenn dieser Behandlungsunterschied auf einem objektiven Kriterium beruht, insofern die Straftaten der zweiten Kategorie schwerer sind als diejenigen der ersteren, kann dieses Kriterium in Bezug auf Minderjährige nicht diesen Behandlungsunterschied rechtfertigen.

B.30.7. In diesem Maße verstößt Artikel 57bis gegen die Artikel 10 und 11 der Verfassung. Die Prüfung des Klagegrunds, insofern er aus der Verbindung dieser Artikel mit Bestimmungen des Übereinkommens über die Rechte des Kindes abgeleitet ist, würde nicht zu einer anderen Schlussfolgerung führen.

B.30.8. Artikel 57bis § 1 des Gesetzes vom 8. April 1965 ist für nichtig zu erklären, insofern er bestimmt, dass, «wenn die betroffene Person verdächtigt wird, ein nicht korrekionalisierbares Verbrechen begangen zu haben», die Sache zwecks Verfolgung vor dem kraft des allgemeinen Rechts zuständigen Gericht an die Staatsanwaltschaft verwiesen wird.

B.30.9. Um dem Gesetzgeber die Möglichkeit zu bieten, eine neue Bestimmung anzunehmen, mit der die in B.30.7 festgestellte Verfassungswidrigkeit behoben wird, sind in Anwendung von Artikel 8 Absatz 2 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989 die Folgen der teilweise für nichtig erklärten Bestimmung aufrechtzuerhalten, so wie es im Urteilstenor angegeben wird.

B.31.1. Im zweiten Klagegrund wird bemängelt, dass Artikel 57bis § 3 gegen das Erfordernis der subjektiven und objektiven Unparteilichkeit verstoße, insofern er nicht vorsehe, dass ein anderer Magistrat als derjenige, der die Initiative ergriffen habe, die Akte an den Prokurator des Königs weiterzuleiten, über den etwaigen Antrag auf Unzuständigkeiturteilung urteilen werde.

B.31.2. Eine geordnete Rechtspflege garantiert dem Rechtsunterworfenen, dass seine Sache durch einen unabhängigen und unparteilichen Richter angehört wird, so wie es auch die Artikel 5 Absatz 4 und 6 der Europäischen Menschenrechtskonvention verlangen. Dies bedeutet nicht nur, dass der Richter unabhängig und unparteilich ist, sondern auch, dass diese Unabhängigkeit und Unparteilichkeit nicht vernünftig in Frage gestellt werden dürfen.

B.31.3. Wenn der Jugendrichter die Initiative ergreift, der Staatsanwaltschaft eine Akte über einen Minderjährigen zu übermitteln, bei dem die Bedingungen zur Einleitung eines Verfahrens auf Unzuständigkeiturteilung erfüllt sind, entscheidet er über keine Rechtsfrage, da es in diesem Fall nur darum geht, den Prokurator des Königs zu informieren, damit dieser die Akte umgehend behandeln kann. Die Entscheidung über die Unzuständigkeiturteilung ist ihrerseits keine Entscheidung zur Sache selbst, denn sie dient lediglich dazu, das Rechtsprechungsorgan zu bestimmen, das befugt ist, über die Rechtssache zu befinden. Diese Entscheidung kann schließlich nur nach einer kontradiktorischen Verhandlung getroffen werden.

B.31.4. Der erste Teil des Klagegrunds ist unbegründet.

B.32.1. Im zweiten Teil des Klagegrunds wird bemängelt, dass Artikel 57bis § 4 vorsehe, dass der Richter, der die Unzuständigkeiturteilung ausspreche, auch die Unterbringung des betroffenen Minderjährigen in der Erziehungsabteilung eines geschlossenen föderalen Zentrums für Minderjährige, die eine als Straftat qualifizierte Tat begangen haben, anordnen könne, und dies ab dem Datum der Vorladung im Verfahren auf Unzuständigkeiturteilung. Die klagenden Parteien sind der Auffassung, dass diese Bestimmung in doppelter Weise gegen die Unschuldsvermutung verstoße, insofern der Richter, der die Unzuständigkeiturteilung ausspreche, auch die vorerwähnte Überweisung anordnen könne und außerdem die Überweisung erfolgen könne, noch bevor sich der Richter zur Unzuständigkeiturteilung geäußert habe.

B.32.2. In der Begründung der angefochtenen Bestimmung wird die Maßnahme wie folgt erläutert:

«Ein Minderjähriger, der sich in der geschlossenen Abteilung einer öffentlichen Einrichtung für Jugendschutz befindet und im Verfahren auf Unzuständigerklärung vorgeladen wurde, kann während der Dauer dieses Verfahrens in ein geschlossenes föderales Zentrum überwiesen werden, und dies aufgrund besonderer Umstände.

Es ist nämlich festzustellen, dass heute aufgrund der Subsidiarität (wegen fehlender Plätze) der Unterbringung in einem geschlossenen föderalen Zentrum Jugendliche sich in diesem Zentrum befinden, obwohl sie in den Genuss der pädagogischen Begleitung durch die Gemeinschaftseinrichtungen gelangen müssten. Außerdem schwankt die Zahl der in den Gemeinschaftseinrichtungen verfügbaren Plätze von Tag zu Tag.

Daher ist ein System einzuführen, durch das die verfügbaren Plätze in Gemeinschaftseinrichtungen vorrangig den Jugendlichen vorbehalten werden können, die am ehesten für Erziehungsmaßnahmen empfänglich sind.

Ein besonderer Umstand ist also die Situation, dass ein solcher Minderjähriger wegen Platzmangels nicht in eine Gemeinschaftseinrichtung aufgenommen werden kann, während sich dort ein Jugendlicher befindet, der eine Vorladung in einem Verfahren auf Unzuständigerklärung erhalten hat.

In der gleichen Logik muss in dem Fall, wo das Jugendgericht beschlossen hat, sich nicht für unzuständig zu erklären, unverzüglich die laufende Unterbringung des Jugendlichen im geschlossenen föderalen Zentrum beendet werden» (*Parl. Dok.*, Kammer, 2004-2005, DOC 51-1467/001, SS. 23-24).

B.32.3. Indem der Richter durch eine speziell hinsichtlich der besonderen Umstände, so wie sie im Zitat in B.32.2 erläutert wurden, begründeten Entscheidung anordnet, dass ein Minderjähriger, der einer Gemeinschaftseinrichtung mit geschlossenem Erziehungssystem anvertraut wurde, in die Erziehungsabteilung eines geschlossenen föderalen Zentrums überwiesen wird, missachtet er nicht die Unschuldsvermutung und greift er nicht auf die Entscheidung über die Unzuständigerklärung vor.

B.32.4. Der zweite Teil des Klagegrunds ist unbegründet.

B.33.1. In einem dritten Teil wird bemängelt, dass Artikel 57bis § 5 vorsehe, dass der Minderjährige ab dem Datum der Entscheidung über die Unzuständigerklärung der ordentlichen Gerichtsbarkeit unterliege, und nicht mehr wie unter der vorherigen Gesetzgebung ab dem Tag seiner Verurteilung durch das Strafgericht. Diese Maßnahme verstoße gegen den Grundsatz der Gleichheit und Nichtdiskriminierung sowie gegen den Grundsatz der Unschuldsvermutung, weil sie einem Minderjährigen die für straffällige Minderjährige vorgesehenen Sondermaßnahmen entziehe, selbst wenn das ordentliche Strafgericht später einen Freispruch verkünden würde.

B.33.2. Das Jugendgericht kann nur die Unzuständigerklärung beschließen, wenn der Betroffene bereits Gegenstand einer oder mehrerer Betreuungs-, Schutz- oder Erziehungsmaßnahmen oder eines Wiedergutmachungsangebots war oder wenn es sich um eine schwerwiegende Tat im Sinne der Artikel 373, 375, 393 bis 397, 400, 401, 417ter, 417quater und 471 bis 475 des Strafgesetzbuches oder einen Versuch, eine Tat im Sinne der Artikel 393 bis 397 des Strafgesetzbuches zu begehen, handelt (Artikel 57bis § 1 Absatz 1).

B.33.3. Das Jugendgericht muss die Unzuständigerklärung entsprechend der Persönlichkeit der betroffenen Person, ihrem Umfeld und dem Reifegrad der betroffenen Person begründen (Artikel 57bis § 1 Absatz 2). Es kann sich grundsätzlich erst für unzuständig erklären, nachdem es die Sozialuntersuchung und die medizinisch-psychologische Untersuchungen im Sinne von Artikel 50 Absatz 2 hat durchführen lassen (Artikel 57bis § 2). Außerdem muss es ein strenges Verfahren einhalten (Artikel 57bis § 3).

B.33.4. Schließlich setzt die Entscheidung über die Unzuständigerklärung voraus, dass das Gericht «eine Betreuungs-, Schutz- oder Erziehungsmaßnahme als nicht angebracht erachtet» (Artikel 57bis § 1).

B.33.5. Unter diesen Bedingungen konnte der Gesetzgeber, ohne gegen den Gleichheitsgrundsatz oder die Unschuldsvermutung zu verstoßen, den Standpunkt vertreten, dass in dem Fall, wo das Gericht die Unzuständigerklärung in Bezug auf einen Minderjährigen beschließt, die für Minderjährige vorgesehenen Sondermaßnahmen sich als wirkungslos erwiesen haben und dass dieser Minderjährige Rechtsunterworfen der ordentlichen Gerichtsbarkeit wird, sobald die Entscheidung über die Unzuständigerklärung endgültig ist.

B.33.6. Der dritte Teil des Klagegrunds ist unbegründet.

Aus diesen Gründen:

Der Hof

1. erklärt

a) in Artikel 51 § 2 Absatz 3 des Gesetzes vom 8. April 1965 «über den Jugendschutz, die Betreuung Minderjähriger, die eine als Straftat qualifizierte Tat begangen haben, und die Wiedergutmachung des durch diese Tat verursachten Schadens» in der durch das Gesetz vom 13. Juni 2006 abgeänderten Fassung die Wortfolge «der Betroffene oder»,

b) in Artikel 52 Absatz 6 desselben Gesetzes vom 8. April 1965 die Wortfolge «wenn ausreichend ernsthafte Schuldindizien bestehen»,

c) in Artikel 52quater Absatz 2 Nr. 1 desselben Gesetzes vom 8. April 1965 die Wortfolge «es bestehen ernsthafte Schuldindizien»,

d) die Absätze 3 bis 6 von Artikel 52quater desselben Gesetzes vom 8. April 1965, ersetzt durch Artikel 98 des Gesetzes vom 27. Dezember 2006 «zur Festlegung verschiedener Bestimmungen (II)»,

e) Artikel 57bis § 1 desselben Gesetzes vom 8. April 1965, insofern er bestimmt, dass, «wenn die betroffene Person verdächtigt wird, ein nicht korrekionalisierbares Verbrechen begangen zu haben», die Sache zwecks Verfolgung vor dem kraft des allgemeinen Rechts zuständigen Gericht an die Staatsanwaltschaft verwiesen wird,

f) die Artikel 103 und 105 des Gesetzes vom 27. Dezember 2006 «zur Festlegung verschiedener Bestimmungen (II)», welche Artikel 6 § 2 des Gesetzes vom 1. März 2002 «über die vorläufige Unterbringung Minderjähriger, die eine als Straftat qualifizierte Tat begangen haben» ergänzen,

für nichtig;

2. weist die Klage vorbehaltlich des in B.16.5 Erwähnten im Übrigen zurück;

3. erhält die Folgen von Artikel 57bis § 1 des Gesetzes vom 8. April 1965, eingefügt durch das Gesetz vom 13. Juni 2006, aufrecht, damit er bis zur Annahme einer neuen Gesetzgebung zur Anwendung gebracht werden kann, und zwar spätestens bis zum 30. Juni 2009.

Verkündet in französischer, niederländischer und deutscher Sprache, gemäß Artikel 65 des Sondergesetzes vom 6. Januar 1989, in der öffentlichen Sitzung vom 13. März 2008.

Der Kanzler,

P.-Y. Dutilleux.

Der Vorsitzende,

M. Melchior.